



# CAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMÉRO : 20 F

BIMESTRIEL N° 15

MAI-JUILLET 1984



## DANS CE NUMERO

### LA RESISTANCE EN BRETAGNE

par E. Hery

(p. 1)

### L'INSURRECTION DE PARIS EN AOUT 1944

Interview de Jacques Debû-Bridel  
recueillie par Alain Dalotel

(p. 7)

### LA RUE ET SES METIERS AU 18<sup>e</sup> SIECLE

par Arlette Farge

(p. 11)

### AOUT 1914 :

les débuts de la "Grande Guerre" en Languedoc

par Corinne Buccafurri

(p. 16)

### JOUTES ET QUINTAINES POPULAIRES

par Maguy Gallet-Villechange

(p. 21)

### UN MINEUR FRANÇAIS AU "PARADIS" DE STALINE

Extraits d'un témoignage de 1936

(p. 25)

### LES CHRONIQUES

Le temps des livres

par Thierry Paquot

(p. 32)

Les expositions

par Sylvie Fournet

(p. 35)

Au cinéma

par Jean-Gabriel Fichau

(p. 37)



# GAVROCHE

Revue bimestrielle  
d'histoire populaire

Numéro 15  
mai-juillet 1984  
Publication dès  
Editions Floréal

BP 872  
27008 Evreux cedex  
Dépôt : 41, rue de la Harpe  
tél. : (32) 33.22.33

Directeur de la publication :  
Jean SANDRIN

Rédacteur en chef :  
Hervé LUXARDO  
avec le concours de Michèle Belle

Directeur administratif :  
Georges PELLETIER

Fabrication et maquette :  
Georges POTVIN

Avec la collaboration  
pour ce numéro  
de E. Hery, Alain Dalotel,  
Arlette Farge, Corinne Buccafurri,  
Maguy Gallet-Villechange,  
Thierry Paquot, Sylvie Fournet,  
Jean-Gabriel Fichau.

Commission paritaire : 64185  
I.S.S.N. : 02.42-9705

© Éditions Floréal

Tous droits de reproduction des articles  
et documents publiés  
strictement réservés.

Les manuscrits ne sont pas renvoyés.

Imprimé en France  
Composition : Scoop Presse Normande  
à Evreux  
Impression : Imprimerie André  
Le Neubourg

**ILLUSTRATION DE COUVERTURE :**  
Le Marché de la rue de Sèvres, gravure  
extraite d'un numéro de 1865 de *L'Illus-  
tration*, "journal universel". Le court  
texte accompagnant cette très belle gra-  
vure commençait par : "On est désagréa-  
blement impressionné de rencontrer, à  
deux pas du quartier le plus aristocratique  
(...) un tableau d'un aspect aussi miséra-  
ble..." et s'achevait par : "On annonce  
que ce marché sera prochainement sup-  
primé. C'est une mesure que réclamait  
depuis longtemps le bon goût..."

Sur l'activité de la rue de Paris, voir  
aussi notre page 4 de couverture, et notre  
article "La rue et ses métiers au 18<sup>e</sup>  
siècle" (page 11).

## CREDITS PHOTOGRAPHIQUES :

Roger Viollet, pages : 25 à 31  
Les autres documents sont la propriété  
des auteurs ou proviennent des archives  
des Editions Floréal.

## EDITORIAL

Dans chaque numéro de **Gavroche**, nous nous efforçons de publier, article par arti-  
cle, une iconographie qui ne soit pas trop rebattue (quand faire se peut), qui complète  
et éclaire le texte sans le dominer. Le principe est simple et, nous semble-t-il, approuvé  
par nos lecteurs. La réalisation en est plus difficile et passe par bien des démarches.

Le meilleur des cas, pour celui qui a la charge d'établir la maquette de **Gavroche** et de  
compléter l'illustration, est le cas de quelques-uns de nos auteurs qui joignent à leurs  
articles des documents originaux correspondants, tirés de leurs propres archives ou  
fruit de leurs propres recherches dans des archives municipales ou régionales, voire  
familiales.

Malheureusement, ce n'est là qu'une petite minorité. Le plus souvent, il faut aller  
fouiller soi-même dans les images du passé. Malheureusement ? Voire. Car cette  
"chine" aux images est, pour qui est amoureux d'histoire et de dessin, l'occasion  
d'heures passionnantes. Il faut feuilleter (en lisant souvent de longs extraits) dix volu-  
mes anciens, dont les gravures feront les délices de nos lecteurs ; il faut trier vingt  
paquets de cartes postales ou de photos ; quand on ne trouve rien, ou trop peu, se  
résoudre à aller chercher dans les listings des agences (ce que nous n'aimons guère, car  
c'est bien cher et moins original !)

Par chance, nous sommes un peu collectionneurs, aux éditions Floréal, et les vieux  
livres ne nous manquent pas, les photos, les gravures et les cartes postales non plus.

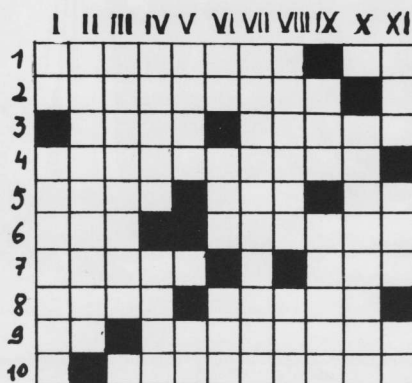
C'est d'ailleurs ainsi qu'est née la nouvelle "Librairie de Gavroche", qui s'accroît de  
nombreux livres plus ou moins anciens parmi lesquels l'amateur d'histoire trouvera son  
bonheur... Nous publions dans ce numéro une première liste de titres disponibles. Il y  
en aura d'autres !

Pour en revenir à l'illustration de la revue, le courrier des lecteurs (dont nous  
publions plus loin des extraits) montre combien vous y êtes attentifs, jusque dans le  
détail, souvent important. Hélas ! Il n'est pas toujours possible, à moins de moyens qui  
ne sont pas les nôtres, de trouver l'illustration convenant exactement à un texte. Vous  
nous pardonnerez plus facilement, nous l'espérons, de sacrifier parfois le côté signifi-  
catif d'une image à son côté artistique : du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, on trouve tant de magnifi-  
ques gravures que l'on a parfois envie de leur donner la primauté sur le texte... Voilà  
qui simplifierait bien la tâche des rédacteurs !

Pour l'heure, c'est en nous attachant à un bon équilibre que nous "bouclons",  
numéro après numéro, malgré les difficultés inhérentes à notre faible effectif, à notre  
bénévolat, à nos ressources limitées... Merci de votre patiente amitié, chers lecteurs de

*Gavroche*

## MOTS CROISES DE GAVROCHE



Peut-être de Tyrinthe ? — III. Sans lui, pas de  
ponts-et-chaussées ! — IV. Premier roi de  
Sicile. — V. Lettres trouvées dans Porto. —  
VI. Au Soudan. Fédération de territoires de  
l'ouest africain. Trois-quarts d'une lime. —  
VII. Qualifie certains replis. — VIII. Pour la  
chasse. Unit la Chine à l'URSS. — IX. Des  
lentilles si l'on veut inverser le sens. Le bilbo-  
quet pour Henri III. — X. Valet qui avait de la  
défense. — XI. N'appartient que depuis cer-  
tain concile. Elle sort des Grisons. Les limites  
de Zeus.

### SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	P	A	C	H	A	R	E			
2	M	E	N	C	H	E	V	I	K	S
3	U	R	I	N	E		R	A	L	E
4	R	I	M	I	N	I		S	E	R
5	I	R	I	D	I	U	M		B	I
6	A		S	E	L	L	E		E	N
7	T	O	T		L	E	G	E	R	E
8	P	I	S	E	R	E		I	T	
9	Q		S	I	S	T	E	R	O	N
10	U	S		E		O		E	R	E
11	E	C	O	N	O	M	I	S	T	E

**HORIZONTALEMENT.** — 1. Comme des  
"paterfamilias", en somme, mais d'un autre  
genre... peut encore donner des coups aux visi-  
teurs des Pyramides. — 2. Ultimes points  
d'ascension des citadins attiques. — 3. Général  
d'empire. Servit ses neveux à table. — 4.  
Aimaient beaucoup les jeunes Athéniens. — 5.  
Roi détrôné. Ne laisse pas. Symbole. — 6.  
Avec du bon sens, serait l'épouse d'Athamas.  
Ordre écrit par un ayatollah ? — 7. Dut ronger  
Louis XI à Péronne. — 8. Evêché. Disciple du  
grand Léonard. — 9. La tête du Tsar. Ne sim-  
plifiez pas les choses. — 10. Pour l'ébéniste-  
rie.

**VERTICALEMENT.** — I. Possessif. Le plus  
gros producteur de pétrole d'Europe. — II.



# La résistance en Bretagne

Le 18 juin 1940, dans la matinée, les troupes allemandes entrent à Rennes. Cela fait déjà presque vingt-quatre heures que le maréchal Pétain a appelé les Français à cesser le combat. La guerre est finie, du moins en France. S'ouvre alors la longue histoire des gestes et des faits de la Résistance quotidiens et anonymes. La "guerre de l'ombre" commence avec le ralliement au général de Gaulle des 123 hommes de l'île de Sein, dès le 23 juin 1940, et se clôt avec les combats de Lorient, le 8 mai 1945.

En effet, malgré la cessation des combats et la démobilisation des hommes, l'occupation allemande est vite une réalité qui surprend puis heurte la population bretonne. Très tôt, sont durement ressenties les amplexes réquisitions de l'armée d'occupation, les restrictions à la libre circulation. Les libertés démocratiques sont également atteintes ; ainsi, les deux-tiers des Morbihanais sont-ils écartés des élections municipales à partir de décembre 40.

Dès décembre 1940, le préfet d'Ille-et-Vilaine souligne "la sensibilité certaine de la population à la propagande anglaise", les rapports préfectoraux des autres départements rendent le même écho.

Mais la Bretagne n'est pas n'importe quelle région occupée. Tout un ensemble de conditions spécifiques y détermine l'histoire de ces cinq années. A partir de 1941, avec la construction de bases sous-marines allemandes à Brest, Lorient et Saint-Nazaire, puis avec la gigantesque édification du Mur de l'Atlantique, en 1942, la Bretagne est directement engagée dans la guerre maritime et aérienne. En même temps, c'est une porte vers la Grande-Bretagne et un relais entre les Résistants de France et les Alliés restés dans la lutte.

Si on met plus particulièrement l'accent sur telle ou telle activité, il importe de se rappeler qu'aucune action de résistance ne peut se concevoir sans l'appui d'une population qui, restée patriote dans son ensemble, malgré la compromission d'une partie des siens notamment d'éléments nationalistes bretons, a soutenu, de plus en plus au fil des années, le combat pour la libération du territoire.

## L'action résistante

Très tôt, les premières actions de résistance se manifestent en Bretagne. Résistance individuelle, isolée, sponta-

Un exemple de la précocité de la résistance en Bretagne : le départ pour l'Angleterre des 130 hommes (de 12 à 60 ans...) de l'île de Sein. On voit ici le général de Gaulle se recueillant devant le monument commémorant l'événement.



née et déjà si multiforme qu'il est impossible de les recenser toutes, qu'elles aient lieu de Brest à Rennes ou de Morlaix à Nantes. Lacération des affiches allemandes, injures, rixes, inscriptions se multiplient, tandis que d'autres récupèrent les armes cachées au moment de la défaite pour reprendre un jour le combat. Ainsi commence l'action résistante de Jean-Baptiste Legeay, Frère Clair-Marie de l'Institution chrétienne, qui sera décapité à Cologne le 10 février 1943. "Dès les premiers jours de l'occupation, M.

Monsieur Jean-Baptiste Legeay (Frère Clair-Marie)



Legeay se montre résolument hostile à l'occupant et presse les gens de ne pas apporter leurs armes aux commissariats et à la Feldkommandantur, les 19 et 20 juin, et en cache le plus qu'il peut."

En vérité, même si ces actes sont alors le fait d'une infime minorité et ont un impact encore très faible, ils cherchent à éveiller la complicité de la population afin d'amener les plus résolus à se joindre aux groupes qui commencent à se constituer. Car l'essentiel est, dans les premiers mois qui suivent l'armistice, de faire comprendre qu'une action est possible et de créer un état d'esprit favorable à la Résistance. C'est là tout le rôle de la propagande et de la publication clandestine. "Un ouvrier fait un jour une collecte pour les ouvriers emprisonnés (militants syndicalistes ou communistes). Je verse à cette collecte clandestine. Il en fait une seconde, je l'aide. Ensuite il me passe un tract anti-allemand, je le fais circuler ; il m'en donne de nouveau plusieurs, je les distribue. Ensuite, ce sont des "papillons" à coller sur les murs, et de fil en aiguille, nous sommes 4 ou 5 jeunes, devenus des résistants inorganisés, reliés sans doute par cet ouvrier à une cellule communiste. Puis cet ouvrier me propose de me mettre en contact avec un jeune qui me donnerait directement les tracts. C'était en novembre ou décembre 1940." (Témoignage de M. René Even, recueilli par J. Sainclivier).

Ainsi, papillons, tracts dactylographiés, feuilles imprimées avec les moyens du bord circulent-ils... jusque dans les établissements scolaires, puisque *le Nouvelliste* du 10 février 1941 s'indigne "de la propagande éhontée" qui se fait contre les mots d'ordre du



### NON A LA COLLABORATION

Dans son rapport sur la situation au 1er novembre 1940, le préfet Piton écrit au général de la Laurencie, délégué général du gouvernement dans les territoires occupés : "... Il y a immanquablement un gros effort à faire pour amener à la formule de collaboration les populations de ce département..." En général la population n'a que peu de relations avec les occupants. Elle leur témoigne dans son ensemble une réserve correcte mais certaine. Seuls leur font vraiment accueil les commerçants qui vendent à bon prix les objets dont ils font grande consommation, surtout au moment des départs en permission. Aux premiers jours de l'occupation allemande, un courant favorable à celle-ci s'était tout de suite créé dans le département du Morbihan. Je dois dire que ce courant, à la vérité, n'a pas persisté et que l'attitude de mes administrés est dans l'ensemble plus que réservée aujourd'hui. Trois faits expliquent ce revirement :

- d'abord le soutien donné ouvertement par les troupes d'occupation au mouvement autonomiste,
- ensuite l'envoi en Allemagne de la presque totalité des prisonniers détenus dans les camps du Morbihan...
- enfin le département du Morbihan, le plus pauvre de la Bretagne, est fortement occupé ; disposant de peu de ressources en ce qui concerne l'habitation et le confort, l'exigence des réquisitions de toutes sortes n'a pas manqué de heurter plus profondément qu'ailleurs.

(Extrait de R. Leroux, "Le Morbihan en guerre")

Maréchal dans les établissements scolaires de Lorient.

Or, dès que les Résistants ont ainsi pris contact entre eux, des groupes, clandestinement, se forment ; des actions de plus grande envergure deviennent possibles ; l'action de résistance franchit un cap, stimulée par les mesures de plus en plus impopulaires du gouvernement de Vichy et les exi-

Le feldkommandant Holtz sur son lit de mort (tué à Nantes en octobre 41)



Vichy avait fait un effort de propagande particulier envers la Bretagne. Ce fut en vain, si l'on excepte une fraction des autonomistes qui crurent aux promesses de Pétain et de l'occupant concernant le rétablissement des provinces.



gences croissantes de l'armée d'occupation. Cependant, pour la majorité des groupes qui se sont constitués en 1941, l'activité essentielle n'est pas, jusqu'en 1943, menée directement contre l'occupant. Seuls l'OS, Organisation spéciale de combat créée par le PCF clandestin et dont on peut signaler l'existence en Bretagne dès septembre 1940, puis les FTPF qui en sont l'élargissement, multiplient les sabotages contre l'appareil militaire nazi, les attentats contre les Allemands à partir de la fin de l'année 41 (le plus connu étant celui commis en octobre 41 à Nantes contre le feldkommandant Holtz) et contre les immeubles qu'ils fréquentent.

Yves Le Magoarou réalise un véritable exploit quand, le 20 avril 1944, il fait sauter à lui seul la caserne de Guingamp, dépôt d'explosifs allemand.

Dans le même temps, les manifestations de patriotes sont aussi un appel à la mobilisation de la population et une partie de l'opinion publique évolue d'ailleurs vers des sentiments de plus en plus hostiles à l'occupant. Dans les grandes villes de Bretagne, la manifestation organisée le 1er janvier 1941 à l'appel du général de Gaulle a un écho important. La foule anonyme et muette, malgré les interdictions officielles, commémore à Rennes, le 17 juin 1941, le premier anniversaire des 800 victimes du bombardement par les Alle-

mands. De même la tombe des fusillés de Chateaubriand est régulièrement fleurie. En octobre 1943, le préfet du Finistère peut ainsi noter que "le département doit être objectivement considéré en état de dissidence morale". Bien d'autres appréciations vont d'ailleurs dans ce sens : en juillet 43, 70 à 80 % des maires du Morbihan, sont d'après un autre rapport préfectoral des "gaullistes patentés".

Si le nombre des "résistants officiels" reste minime, il faut ajouter tous ceux qui prêtent leur toit pour des rencontres clandestines ou prennent leur vélo pour porter tel ou tel message, comme Louison Bobet par exemple, agent de liaison dans la région de Saint-Méen-le-Grand. La résistance quotidienne, c'est aussi des chaînes de complicité et de solidarité, d'innombrables petites actions comme celle du serveur du café "l'Angélus" à Rennes, qui prélève, grain par grain, du café sur les tasses des soldats allemands pour faire parvenir un paquet à Emile Drouillas, prisonnier politique.

Enfin, comment ne pas évoquer les cheminots, ou les postiers qui ont accepté de cacher des tracts ou de détruire des lettres, les secrétaires de mairie qui procuraient des fausses cartes d'identité ou de ravitaillement aux clandestins, les gendarmes, comme ceux du Morbihan notamment, qui fermaient les yeux sur les activités de cer-



tains habitants, maquillant les sabotages de lignes téléphoniques en ruptures accidentelles de câbles, ou refusaient de poursuivre les réfractaires au Service du Travail obligatoire.

#### LES REFRACTAIRES AU STO

Ils ont été nombreux en Bretagne. Dans les Côtes-du-Nord, dès l'automne 1943, ils étaient 3 138 à être recherchés. Dans le Finistère, sur les 4 143 hommes reconnus aptes, seulement 812 ont pu être requis. Le Morbihan enregistre, lui, 868 départs sur les 6 550 désignés et en Ille-et-Vilaine, environ 80 % des travailleurs convoqués ne sont pas partis !

#### Les réseaux

Mais l'originalité de la Bretagne dans cette guerre tient au fait que, sur le sol breton, se sont organisés de nombreux réseaux, réseaux de renseignements au profit des Alliés et réseaux d'évasion.

Une des premières formes de l'action résistante est la collecte de renseignements militaires au profit des Alliés et la constitution de réseaux, à l'initiative de Londres ou de la France libre, souvent formés à partir du Finistère, où débarquent le chef de mission et l'opérateur radio. A partir de cette première implantation, des antennes sont établies dans les autres départements. D'Estienne d'Orves débarque ainsi à Plogoff en décembre 1940 et rassemble maintes informations sur les mouvements de troupes allemandes. Arrêté le 21 janvier 1941, il sera exécuté le 28 août.

Le nombre de résistants étant forcément limité, beaucoup d'entre eux se retrouvent dans plusieurs types de résistance. Ainsi, en Ille-et-Vilaine, le réseau "Johnny" est-il composé de membres qui, à la même époque, travaillent pour le groupe "Bretagne enchaînée".

Des réseaux à envergure nationale



Deux figures célèbres de la résistance en Bretagne

Gilbert Renaud, dit "Rémy". Décédé à l'âge de 79 ans, le 29/7/84. Il a publié de nombreux ouvrages sur "la guerre de l'ombre."

créent des antennes en Bretagne. "Centurie", par exemple, dépend de l'OMC et collecte des renseignements centralisés par le capitaine René Faujean, chef régional pour la Bretagne, et remis à un agent de liaison venu de Paris. En Ille-et-Vilaine, une vingtaine de résistants appartiennent à ce réseau pour des raisons exclusivement patriotiques : "Refus de l'occupation de notre sol par des troupes étrangères". D'autres réseaux, constitués plus tardivement, disposent de moyens plus importants et transmettent directement par poste émetteur vers l'Angleterre. Tel est le cas du réseau "Samson" qui, créé en avril 43, regroupe cinquante-trois agents sur les cinq départements bretons.

Tous les réseaux de renseignements transmettent des informations identiques : mouvements de troupes, activité maritime et aérienne, travaux de construction, dépôts de munitions ou d'essence. Tous ont la même existence brève (1 à 2 ans en moyenne) et paient



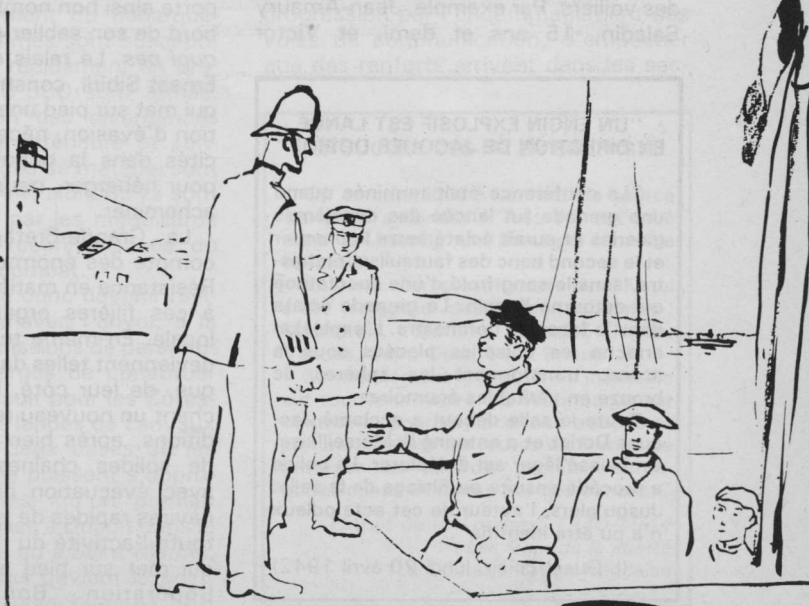
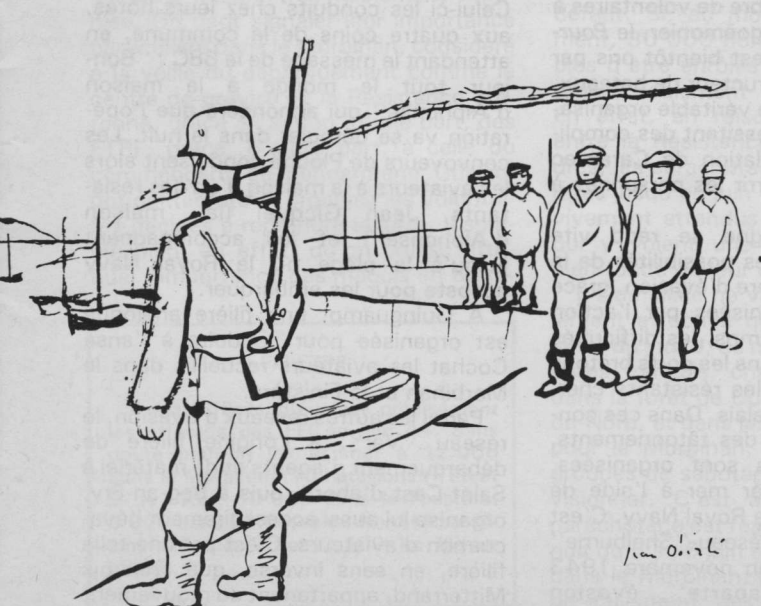
Henri-Honoré d'Estienne d'Orves. Débarqué en France fin 1940 pour y assurer une liaison avec l'Angleterre, il fut trahi par son radio (un agent pro-allemand) et fusillé, le réseau démantelé.

souvent durement leur activité. Le réseau "Ker", reconstitué avec les survivants du réseau "Johnny" démantelé en février 1942, voit, en l'espace d'un mois, trente-trois de ses membres arrêtés.

Une mention spéciale doit être faite pour le réseau créé par Gilbert Renault, le futur colonel Rémy, qui quitte Lorient dès le 18 juin 40 et revient en France à l'automne recruter ses premiers agents. C'est le 1er décembre que Renault envoie à Londres son premier courrier. Puis ceux-ci deviennent de plus en plus abondants et, en 1941, le réseau prend les proportions d'une véritable organisation, la "Confrérie Notre-Dame", qui organise elle-même des sous-réseaux. C'est ainsi que les plans de bases sous-marines allemandes de la côte atlantique sont transmis à Londres, l'activité des sous-marins ennemis signalée, toutes informations complétées ou confirmées par d'autres missions de renseignements.

Les réseaux d'évasion ont, quant à

Ces deux dessins de Jean Oberlé publiés en 1941 dans la "Revue de la France libre" à Londres illustrent les évactions de Bretagne par les barques de pêche : du "Fritz" roulé au "bobby" accueillant...





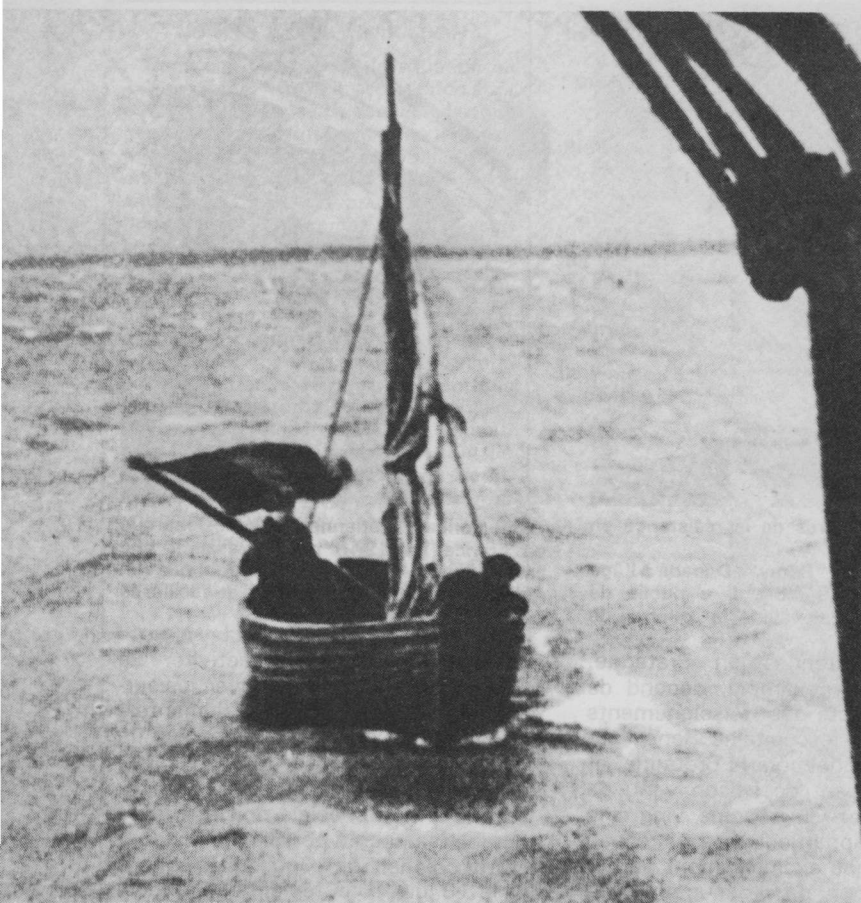


Photo prise d'un bateau britannique, s'apprêtant à recueillir deux Senans qui ont quitté l'île sur leur coquille de noix. Un vaste drapeau français les a fait reconnaître.

#### MULTIPLES VISAGES DE "L'ARMÉE DE L'OMBRE"

Sans vouloir présenter une liste exhaustive des mouvements et réseaux (dénombrés à 69 pour l'Ille-et-Vilaine, dans l'étude de J. Sainclivier), on peut présenter un panorama global de la Résistance.

Les réseaux nés d'une initiative extérieure à la différence des mouvements, dépendaient le plus souvent soit des services britanniques, comme l'Intelligence Service (IS) ou le Special Operations Executive (SOE), soit des services français de Londres à partir du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). En théorie, chaque réseau avait une mission spécifique : renseignements, évasions ou sabotages.

En ce qui concerne les mouvements, on peut distinguer ceux qui sont nés d'une initiative du PCF : l'OS puis le Front national et l'organisation de lutte armée et les Francs Tireurs et Partisans français des autres mouvements, essentiellement, Défense de la France, Libération-Nord et l'Organisation civile et militaire dont les formations paramilitaires fusionnent dans l'Armée secrète, à partir du 1/08/43. Le 29 décembre 1943, les FTPF et l'AS s'unifient au niveau national pour former les FFI (Forces françaises de l'intérieur). Sur le terrain, cependant, la fusion est quelquefois difficile, en raison des divergences sur l'opportunité de l'action immédiate, l'AS gardant sur les ordres de Londres une attitude attentiste jusqu'au jour J.

eux, une longue et passionnante histoire. Au début des années d'occupation, il n'y a guère encore que des évasions individuelles, sur des moyens de fortune, à partir de la côte bretonne. Ces formes spontanées de résistance vont atteindre une efficacité exemplaire dans le cas du réseau "Shelburne" (300 aviateurs évacués) ou du réseau "Var".

Dès juin 1940, des départs individuels rapidement improvisés pour rejoindre l'Angleterre peuvent être signalés à partir de Tréboul, Carantec, Lorient, Port-Tudy, Paimpol. Mais, pendant toute une période, les expéditions les plus périlleuses se font sur des barques de pêcheurs de 4 m ou même sur des voiliers. Par exemple, Jean-Amaury Saladin, 15 ans et demi, et Victor

Tudal, 16 ans, s'embarquent à bord d'un voilier de six mètres à Kernehelen, près de Plouézoch, et ont la chance d'être recueillis par un chalutier belge. Le plus souvent, les pêcheurs embarquent les clandestins dans le compartiment moteur ou sur le pont, recouverts de filets et de bâches, et se dirigent vers leurs lieux de pêche d'où ils gagnent l'Angleterre. Ils établissent au fil des mois des services presque réguliers entre la côte bretonne et la côte britannique, conduisant à l'aller les volontaires pour rejoindre les Forces françaises libres et débarquant au retour les agents secrets qui mettent sur pied les premiers réseaux britanniques. A Carantec, J. Gueguen transporte ainsi bon nombre de volontaires à bord de son sablier-goémonier, le *Pourquoi pas*. Le relais est bientôt pris par Ernest Sibiril, constructeur de bateaux, qui met sur pied une véritable organisation d'évasion, nécessitant des complicités dans la population de Carantec pour héberger, nourrir les personnes à acheminer.

La Grande-Bretagne se rend vite compte des énormes possibilités de la Résistance en matière d'évasion, grâce à ces filières organisées par l'action locale. En même temps, les difficultés deviennent telles dans les ports bretons que, de leur côté, les résistants cherchent un nouveau relais. Dans ces conditions, après bien des tâtonnements, de solides chaînes sont organisées, avec évacuation par mer à l'aide de navires rapides de la Royal Navy. C'est toute l'activité du réseau "Shelburne" qui met sur pied en novembre 1943 l'opération "Bonaparte", évasion

d'aviateurs alliés organisée à partir de l'anse Cochat, à Plouha, localité de 4 500 habitants, dans les Côtes-du-Nord. Or, cette activité aurait été totalement irréalisable sans une aide locale permettant d'assurer toute la préparation de l'expédition. En effet, les aviateurs sont acheminés de Paris à Saint-Brieuc par des agents parisiens ; après une brève étape dans le centre d'accueil de Saint-Brieuc où ils arrivent tôt le matin, ils reprennent le voyage, guidés le plus souvent par des jeunes filles qui les remettent entre les mains d'un membre du groupe de Plouha. Celui-ci les conduit chez leurs hôtes, aux quatre coins de la commune, en attendant le message de la BBC : "Bonjour tout le monde à la maison d'Alphonse" qui annoncera que l'opération va se dérouler dans la nuit. Les convoyeurs de Plouha conduisent alors les aviateurs à la maison d'un des résistants, Jean Gicquel (la "maison d'Alphonse") et les accompagnent jusqu'à la plage où la Royal Navy accoste pour les embarquer.

A Guinguamp, une filière analogue est organisée pour conduire à l'anse Cochat les aviateurs recueillis dans le Morbihan et le Finistère.

Parmi les autres réseaux d'évasion, le réseau "Var", à l'origine filière de débarquement d'agents et de matériel à Saint-Cast d'abord, puis à Beg-an-Fry, organise lui aussi accessoirement l'évacuation d'aviateurs. C'est par une telle filière, en sens inverse, que François Mitterrand, appartenant au mouvement

#### "UN ENGIN EXPLOSIF EST LANCÉ EN DIRECTION DE JACQUES DORIOT"

"La conférence était terminée quand une grenade fut lancée des deuxièmes galeries et aurait éclaté entre le premier et le second banc des fauteuils d'orchestre, sans le sang-froid d'une spectatrice qui détourna l'engin. La grenade éclata dans la fosse de l'orchestre. L'explosion arracha les boiseries placées sous la scène, transformant les sphères de bronze en véritables écumeurs."

Toute la salle debout a acclamé Jacques Doriot et a entonné la Marseillaise. Un blessé léger est à déplorer. La police a procédé ensuite au filtrage de la salle. Jusqu'alors, l'auteur de cet acte odieux n'a pu être identifié."

(L'Ouest-Eclair, lundi 20 avril 1942)



de résistance "Libération-Sud", débarqua en Bretagne avec un autre agent, un jour de l'année 1943.

On retrouve, dans les récits de ces évasions maritimes, les caractères profonds de la Résistance ; le patriotisme spontané, l'héroïsme presque banalisé, la clandestinité d'une lutte de l'espoir, tournée vers l'avenir. Clandestinité des contacts (moyens de reconnaissance et messages), clandestinité des lieux de réunion avant l'embarquement, clandestinité des départs bien sûr, mais aussi des retours, une fois le "colis" livré ; toute une atmosphère qui semble tenir du roman policier et du roman d'aventures.

### Les maquis

La contribution de la Bretagne à la libération du territoire est essentielle. Si, le 20 octobre 1944, le *Figaro* peut titrer : "25 000 FFI bretons ont libéré eux-mêmes 19 de leurs villes et continuent le combat", c'est que toute l'activité des maquis a préparé cet assaut.

Le 21 juillet 1943, à Plonevez-du-Faou, près de Chateaubriand, est fondé le premier maquis breton. Rapidement, d'autres vont se former, quelques groupes souvent petits et mobiles, dont l'effectif n'excède pas une dizaine de membres. Comme dans les autres régions de France, les réfractaires au STO et tous ceux qui se cachent pour d'autres raisons viennent peu à peu grossir le noyau initial. Le sous-préfet de Saint-Malo signale en septembre 1943 que "la Bretagne s'enorgueillit incontestablement d'avoir l'un des plus infimes contingents de travailleurs". La complicité de la population s'avère une fois de plus fondamentale, tant pour assurer l'approvisionnement immédiat que pour se garantir contre les dénonciations.

Ainsi, sur une grande part du territoire breton, quelquefois même dans le périmètre du "Mur de l'Atlantique", les maquis se développent à la faveur d'un terrain accidenté et boisé, en règle générale encore très faiblement urbanisé. On peut signaler leur importance particulière dans le Morbihan, considéré à la veille du débarquement comme le centre de gravité de la Résistance bretonne, grâce à l'action, d'une part, des FTPF, grâce, d'autre part, à celle du commandant de gendarmerie Guillaudot qui recruta et organisa les volontaires décidés à reprendre la lutte. Il semble bien, en effet, qu'on puisse attribuer l'importance des maquis en Bre-



Carte des points de regroupement de maquisards en août 1944. (Extrait de M. Baudot, *Libération de la Bretagne*).

gne au fait que la résistance armée et la militarisation se soient développées plus tôt qu'ailleurs parmi les mouvements non communistes.

Partout, l'activité des maquis s'intensifie : coups de main pour récupérer des armes ou voler des explosifs, attaques contre les prisons de Dinan ou Vitry, contre la direction du STO à Quimper ou contre le foyer allemand de Morlaix... Les sabotages se multiplient. Chiffrés à 200 en janvier 44, ils atteignent 350 en mars, 550 en mai et affectent essentiellement les lignes téléphoniques, les pylônes électriques, les trains et les voies ferrées. Les embuscades tendues aux convois allemands se multiplient aussi, mais, en réalité, pour toutes ces interventions, les armes font souvent cruellement défaut. Si, au moment du débarquement, 30 000 hommes sont susceptibles d'être enrôlés rapidement en Bretagne, seulement 3 500 sont armés. En effet, en raison des divergences entre la Résistance intérieure et Londres, les parachutages de matériel sont rares jusqu'en juin 44, alors qu'ils sont vivement attendus par les maquisards qui y voient une reconnaissance du bien-fondé de leur combat.

L'aide alliée ne va donc devenir réellement effective qu'avec l'envoi, à la veille du jour J, de missions de parachutistes français, chargés de constituer dans la forêt de Duault pour les Côtes-du-Nord, et dans les landes de Lanvaux pour le Morbihan, deux bases où les groupes de sabotage puissent s'approvisionner. C'est ainsi qu'un premier parachutage est réalisé à Duault dans la nuit du 5 au 6 juin et qu'à Saint-Marcel, dans le Morbihan, qui devient le point de ralliement des parachutistes, 68

avons, pendant plusieurs nuits, du 9 au 17 juin, parachutent hommes et containers, réalisant ainsi "le parachutage le plus important de la zone occupée". Les bataillons FFI sont alors appelés à rallier la ferme de la Nouette où est établi le PC de leur chef départemental, "Morice", afin d'y être armés. Le camp prend donc rapidement de l'extension et devient un centre "mobilisateur" des FFI où sont concentrés sur 500 ha plus de 2 000 hommes. Il s'agit, en effet, maintenant, d'équiper le maximum d'hommes dans la perspective des actions locales qui doivent soutenir l'opération Overlord (le débarquement). Car pour la Bretagne, la proximité des plages du débarquement rend encore plus pressante la nécessité de harceler les Allemands, et, en ralentissant leur progression par l'endommagement des voies de communication, d'empêcher que des renforts arrivent dans les sec-

### LES SUCCES DES FFI EN BRETAGNE

On communique à Londres de source française autorisée : "Les FFI ont joué dans la bataille de Bretagne un rôle essentiel.

En particulier, c'est l'armée des FFI qui s'est emparée des villes suivantes : Malestroit, Ploermel, Josselin, Jugon, Vannes, Saint-Cast, Saint-Brieuc.

Simultanément leur action s'intensifie sur tout le territoire. La Wehrmacht est contrainte pour déplacer ses troupes et son matériel sur les routes de France de protéger les convois par des autos-mitrailleuses et même par des canons."

Extrait de *Ici Londres, 1940-1944*  
Les Voix de la liberté  
La Documentation française

### FFI-FTPF

Il est difficile d'évaluer précisément les effectifs des FFI en juin 44. Sans doute peut-on les estimer à 12 000 dans le Morbihan (10 bataillons FTPF et 9 de l'AS), 10 000 dans le Finistère, 5 000 dans les Côtes-du-Nord (4 bataillons AS sur 7) et 2 500 en Ille-et-Vilaine.



## UNE "CHOUANNERIE GENERALISEE"

"J'adresse aux commandants des FFI de Bretagne l'expression de mon admiration et de ma fierté pour l'œuvre que ces magnifiques troupes ont accomplie sous mes ordres pendant cette courte période.

Commencée de longue date en un travail souterrain où nos organisations de résistance avaient en face d'elles des ennemis encore plus redoutables que le soldat allemand, la Gestapo, la Feldgendarmérie et les traîtres français à leurs gages sur des champs de bataille qui ne connaissent ni blessés ni prisonniers et où la mort est une délivrance, cette œuvre de plusieurs années a trouvé le 4 août dernier son épanouissement magnifique.

Le déclenchement explosif d'une chouannerie généralisée partout à la fois, préparée méticuleusement avec amour dans chaque maquis, a semé la panique, la terreur et la mort dans le camp ennemi, ne laissant au débris de six divisions allemandes représentant cent mille hommes puissamment armés parmi lesquelles se trouvaient des unités d'élite comme la 2<sup>e</sup> division para et des éléments de l'Afrikakorps, d'autres ressources que de fuir honteusement devant vingt mille va-nu-pieds à l'armement hétéroclite dont certains n'avaient pour attaquer l'ennemi d'autres armes que leurs sabots et d'aller s'enfermer dans leur organisation défensive de la côte. Ainsi en quelques jours toute la Bretagne était pratiquement libérée, permettant aux colonnes américaines de pénétrer sans combat jusqu'au bout du Finistère, prélude prestigieux de la libération de la France où le rôle des Forces de Bretagne aura été non seulement de libérer elles-mêmes leur propre terroir, mais encore et surtout de révéler à leurs camarades de Paris et des autres provinces les secrets de la victoire et de tracer à la France tout entière les voies de sa grandeur future."

(Lettre du colonel Eon,  
le 8 septembre 1944)

(Extrait de M. Baudot  
*La Libération de la Bretagne*, p. 151)

teurs de Normandie. En mai 44, d'ailleurs, une répétition générale a lieu et, au moment décisif, la bataille du rail rend effectivement inutilisables les lignes de chemin de fer qui permettent d'acheminer les troupes allemandes vers le front du Cotentin. Ainsi, la 275<sup>e</sup> division d'infanterie, cantonnée à Redon, est immobilisée grâce à l'action essentiellement du groupe de Messac qui entretient jusqu'au 13 juin les coupures réalisées dans la nuit du 5 au 6 sur la voie Redon-Rennes. Quand la 275<sup>e</sup> division arrive à Saint-Lô, le 11 juin, il est trop tard ! Les Alliés ont déjà progressé.

Ensuite, pendant l'avance des troupes de libération, l'action se poursuit afin de "nettoyer" la région, contraignant les Allemands à se replier le long des côtes, dans des réduits qu'ils vont souvent tenir jusqu'en 45 : ce sont les poches de Brest, Lorient, Saint-Nazaire. Et, quand les blindés de Patton le 12 août 44, continuent leur route vers la Loire, ce sont les FFI qui achèvent de libérer leur région.

## La répression

Cependant, les Allemands s'acharnent contre les maquis bretons, alourdissant encore le tribut déjà payé par la Résistance les années précédentes. En effet, la répression a été aussi immédiate que les premières manifestations d'hostilité. Le 19 juin 1940, près de Guéméné-sur-Scorff, Pierre Le Bellu, qui avait lancé des pierres sur le passage des troupes allemandes, est arrêté et abattu. Parmi bien d'autres arrestations, suivies d'emprisonnement, de déportation, ou d'exécution, certains faits alertent l'opinion publique, comme l'exécution des 50 otages de Chateaubriand le 22 octobre 41 ou en décembre 42, celle des 25 FTPF fusillés à la Maitière, près de Rennes. Mais c'est surtout à partir de l'automne 43 que la répression s'amplifie, réponse à l'activité militaire croissante de la Résistance. Les premières victimes sont bien sûr les maquisards eux-mêmes puisque, considérés comme terroristes et non comme combattants réguliers, ils sont fusillés sans jugement, après avoir subi trop souvent les plus affreuses tortures comme l'a révélé le charnier découvert en forêt de Lorges "trente-huit corps enfouis à fleur de terre, disloqués, tordus, membres brisés, mâchoire fracturée, thorax enfoncé", l'un d'entre eux ayant les lèvres cousues avec du fil de fer. Mais, en cas d'attaques de partisans, les représailles allemandes dépassent largement le seul maquis et de véritables opérations de "ratissage" ont lieu, souvent d'ailleurs avec le concours de la Milice française ou de la Milice Perrot. Parmi les nombreux exemples qu'on peut citer, tout particulièrement pendant les mois de juin et juillet 1944, l'histoire du maquis de Saint-Marcel est une des plus éclatantes : l'attaque menée par les Allemands le 18 juin 1944 et l'encerclement du maquis sonnent l'heure de la dispersion le soir même, sans trop de dégâts pour les maquisards. Mais cet épisode ouvre une ère de terreur dans le Morbihan. En représailles, le village de Saint-Marcel et les fermes des environs sont incendiés ; des civils sont tortu-

## UN LOURD TRIBUT

Parallèlement au développement de la Résistance, la répression se durcit et devient plus systématique. Les études faites pour l'Ille-et-Vilaine font apparaître que 70,65 % des résistants ont été arrêtés en 1943 et 44, et 54,69 % plus précisément entre octobre 43 et le début d'août 44. La majorité est déportée. Dans le Finistère, département plus peuplé, 577 résistants sont déportés sur toute la période de l'occupation, dont 346 du 1/09/43 au 1/06/44. (131 pour les Côtes-du-Nord, entre ces deux mêmes dates). Dans le Morbihan où les maquis sont plus nombreux et où l'action est particulièrement dure de juin 44 à mai 45, 524 résistants et politiques ont été déportés, (parmi eux 238 ne sont pas revenus) et 800 personnes ont été fusillées ou massacrées. Pourtant, la complicité de la gendarmerie et de la population ont bien souvent permis de limiter les effets de la répression.

rés, brûlés vifs. Tandis que les Allemands cherchent à réduire les autres maquis par la terreur, les parachutistes et les patriotes de Saint-Marcel sont activement recherchés dans les secteurs de Plumelec, Malestroit, Rochefort-en-Terre. Les miliciens déciment le maquis de Kerihiel. Là encore, le village est pillé et brûlé.

Certes, la Résistance active est le fait d'une minorité, mais dans beaucoup de communes, quand la lutte s'est intensifiée, la population a été conduite à prendre parti.

Or, le souvenir de la première guerre mondiale où les Bretons avaient donné leur vie pour la défense de la France est encore suffisamment vivace pour que des milliers de gens choisissent alors de coopérer à l'action des patriotes de la première heure.

E. HERY

## Pour en savoir plus :

J. Sainclivier, *La Résistance en Ille-et-Vilaine*. Thèse 3<sup>e</sup> cycle. Rennes  
R. Leroux, *Le Morbihan en guerre*.  
R. Huguen, *Par les nuits les plus longues*.

## Vous aimez GAVROCHE

Ne soyez pas égoïste faites partager votre plaisir.

Offrez la collection complète (numéro 1 à 14)  
(190 F au lieu de 203 F)

Abonnez vos amis  
(110 F)



# L'INSURRECTION DE PARIS en août 1944

*Une interview de Jacques Debû-Bridel*

L'insurrection de Paris contre l'occupant allemand était-elle nécessaire en août 1944 ? Les insurgés furent-ils nombreux ? Pourquoi y eut-il une tentative de trêve ? Qui avait peur de qui ? L'un des grands acteurs de cette insurrection, Jacques Debû-Bridel, donne ici son point de vue. Homme venu de la droite, délégué de la Fédération républicaine au Conseil national de la Résistance (CNR), il se rangea alors, comme partisan du Front national, aux côtés des communistes contre la trêve. Après la Libération, Debû-Bridel s'illustra comme "gaulliste de gauche."

**A.D.** — *Paris s'est insurgé du 19 au 25 août 1944, mais si les FFI, le Parti communiste, les syndicats et le CNR ont appelé à la mobilisation, il y a eu des réticents : qui étaient-ils et pourquoi se prononçaient-ils contre l'insurrection ?*

**J.D.-B.** — Pour certains, l'insurrection de Paris ne consistait qu'en un incident. Ils avaient la conviction que Paris devait être délivré par les forces alliées — soldats anglo-saxons renforcés de contingents des divers pays européens en lutte contre l'Allemagne nazie (NDR). Pour d'autres, dont le Front national, l'insurrection de Paris était un acte essentiel de la Résistance et nous voulions que Paris se libère par lui-même.

L'affaire se complique de causes politiques. Le rôle que le CNR, le Front national et le Parti communiste ont joué dans cette insurrection n'était pas sans inquiéter certains de nos camarades : ils attendaient l'arrivée des Américains avec impatience. Ceci explique le conflit très grave qui a éclaté le jour où M. Bidault, le président du CNR, a négocié la trêve avec les Allemands. C'est le moment capital où deux conceptions de la Résistance se sont heurtées très violemment. Le délégué représentant le général de Gaulle, mon ami Parodi (1), a assisté les larmes aux yeux à l'empoignade qu'il y eut entre les gens qui voulaient continuer l'insurrection jusqu'au bout et ceux qui voulaient signer la

trêve. Nous avons eu la majorité, nous avons tenu bon, la lutte a continué et les forces alliées ont marché plus vite sur Paris (2).

Je ne renie rien de ce que nous avons fait à ce moment-là et je persiste à penser que les partisans d'une trêve, au fond, étaient mus par des arrière-pensées politiques. Le général de Gaulle, du reste, dans ses Mémoires, a cette phrase qui condamne ceux qui se réclamaient de lui pour nous faire signer la trêve : "J'apprends que certains sont en train de négocier une trêve avec les Allemands à Paris, j'en suis fort mécontent, car je viens de donner mes ordres à Leclerc (3) pour qu'il hâte sa marche vers la capitale."

Ecrivain connu avant la guerre (Prix Interallié en 1935), de tradition nationaliste, c'est par souci d'efficacité que Jacques Debû-Bridel se joignit en octobre 1941, au "Comité national des écrivains", section du "Front national", lui-même arrivé par le PCF. Cette "double appartenance" lui donne une place à part parmi les mémorialistes de cette époque.

**A.D.** — *Peut-on cependant parler de deux "stratégies" : l'une gaulliste, l'autre communiste ?*

**J.D.-B.** — Les gaullistes et les communistes étaient parfaitement d'accord dans cette histoire.

**A.D.** — *Parodi, le représentant de De Gaulle suivait-il vraiment la même tactique que le CNR ?*

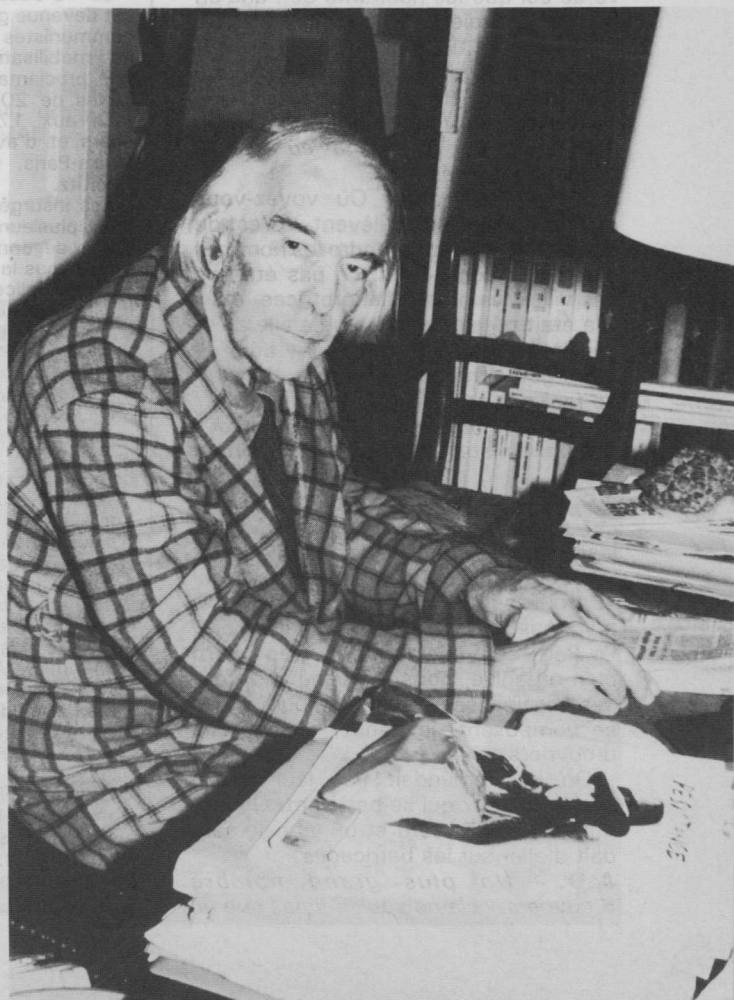
**J.D.-B.** — Le CNR était très divisé ! Mais Parodi a parfaitement joué le jeu et couvert l'insurrection. Il était impossible qu'ayant fait descendre dans la rue le peuple de Paris, qu'ayant élevé des barricades, on batte en retraite ! C'était signer l'armistice. Du reste, c'était mon grand argument lors de cette réunion dramatique du 21 août : "Si nous signons la trêve, nous signons l'armistice et nous donnons raison à Pétain."

**A.D.** — *Lors des pourparlers entre le consul de Suède Nordling, les Allemands et Parodi, celui-ci aurait dit qu'il était possible de parler avec les poli-*

(3) Le général Leclerc (de Hauteclocque) qui s'était battu depuis 1941 en Afrique avec les **Forces françaises libres**, avait débarqué après les alliés en Normandie en 1944. Il commandait alors la 2<sup>e</sup> Division blindée forte de 16 000 hommes et 200 chars.

(1) Alexandre Parodi (Quartus), juriste et haut fonctionnaire, membre du **Comité Général d'Etude**, avait été nommé en août 1944, ministre des territoires non libérés. Il était le délégué général du GPRF, depuis mars.

(2) Le CNR, fondé par Jean Moulin en 1943, comptait 16 membres : 6 délégués des Partis, 2 des syndicats, 8 des mouvements de résistance. Le 21 août 1944, il repoussa la trêve par une voix : 8 contre, 7 pour. Selon Debû-Bridel, Daniel Mayer, leader du PS clandestin, Bidault, successeur de J. Moulin au poste de président du CNR, André Mutter, du mouvement **Ceux de La Libération**, Chaban-Delmas, général et délégué militaire du GPRF, se prononcèrent en faveur de la trêve.







Quelques-uns des acteurs de ces journées.

De gauche à droite : **Henri Rol-Tanguy**, chef des FFI de la région de Paris ; **Pierre Villon**, communiste, président du COMAC (voir note 4) ; **Alexandre Parodi**, ministre du GPRF (voir note 1) ; **Maurice Kriegel-Valrimont**, communiste, représentant les mouvements unis de résistance au COMAC.

*ciers insurgés de la Préfecture de police qui représentaient pour ainsi dire les Français d'Alger, donc le gouvernement provisoire de la République française.*

**J.D.-B.** — Je crois que tout ça est du roman.

**A.D.** — *L'insurrection était-elle populaire, c'est-à-dire regroupant un très grand nombre de gens ?*

**J.D.-B.** Après le succès, certainement... Mais vous savez bien que la majorité des gens n'adore pas se battre.

**A.D.** — *Des témoignages affirment que des gens se moquaient complètement de l'insurrection, préférant par exemple prendre des bains de soleil ?*

**J.D.-B.** — Des bains de soleil, je ne sais pas, mais le peuple de Paris voulait surtout manger. Ecoutez, c'est toujours comme ça : il y a des gens qui gouvernent et d'autres qui sont gouvernés. Il va de soi que les habitants de Paris en masse pensaient à bouffer, à faire honorer leurs tickets. Et puis il y avait ceux qui étaient décidés ! La politique n'a toujours été que l'affaire d'une minorité plus ou moins importante.

**A.D.** — *Est-ce qu'il y a eu grande masse d'insurgés ?*

**J.D.-B.** — Mais non ! Où voyez-vous que les masses se soulèvent ? C'est du romantisme. Il faut prendre les hommes comme ils sont. Paris n'a pas été une des villes les plus collaboratrices, mais elle était pétainiste. Après ça elle a été gaulliste et puis, le jour où il y aura un autre gouvernement en place... Non, il ne faut pas se faire d'illusions.

**A.D.** — *Les insurgés venaient-ils des catégories sociales les plus laborieuses ?*

**J.D.-B.** — Il y en avait de toutes les catégories, depuis le marquis de Vogüé jusqu'aux ouvriers du métro. Il y avait ceux qui voulaient se battre et ceux qui ne voulaient pas. Dans ces choses, il n'y a pas de catégories sociales à faire. Le Parti communiste, très grand parti bien organisé, nous a amené ses troupes, disciplinées comme toujours : elles se composent, je pense, en majorité d'ouvriers.

On ne demandait pas leur raison sociale à ceux qui se battaient. On leur donnait un brassard et on leur demandait d'aller sur les barricades.

**A.D.** — *Un plus grand nombre d'ouvriers, cela ne voulait-il pas dire un*

*plus grand nombre de communistes, donc un rapport de forces plus favorable au Parti communiste ?*

**J.D.-B.** — Il y avait des communistes, mais ne me parlez pas de classes sociales. Ils pouvaient être professeurs ou instituteurs, grand savant comme Joliot-Curie. Le Parti communiste a été un des fers de lance de l'insurrection de Paris, mais qu'on ne parle pas de classes sociales à ce point de vue-là. Ça ne correspond pas à la réalité. Il y avait des ouvriers qui voulaient se battre et d'autres qui ne voulaient pas ! Il y avait des bourgeois qui voulaient se battre et d'autres qui ne voulaient pas !

**A.D.** — *La trêve est partie de la Préfecture de police : avait-elle pour enjeu*

*d'écarter le "danger" communiste ?*

**J.D.-B.** — La trêve était certainement d'inspiration de gens qui avaient peur du Parti communiste. On ne peut pas lire dans l'âme et le cœur des hommes mais il est certain que l'insurrection effrayait beaucoup de gens et certains de nos camarades. J'entends encore Parodi me dire : "Vous risquez de mettre Paris à feu et à sang." Je lui ai dit : "Paris détruit me dégoûterait moins que Paris livré aux Allemands comme il l'a déjà été. Ne signons pas l'armistice de notre côté." Je crois qu'il y a une question de tempérament qui joue aussi.

**A.D.** — *Quelqu'un a-t-il réellement prononcé la phrase : "Je préfère qu'il y ait 200 000 ou 300 000 morts" ou bien, là aussi, est-ce du roman ?*

**J.D.-B.** — Je crois que c'est du roman. Je ne l'ai pas entendu en tout cas. Mais j'ai dit : "Je préfère Paris détruit comme Varsovie plutôt que livré une seconde fois comme une putain." Ça, je me rappelle encore le dire à Bidault.

Voyez-vous, on ne fait pas de guerre sans faire des morts pas plus qu'on ne fait une omelette sans casser des œufs. On fait la guerre ou on ne la fait pas. Ou on faisait l'insurrection ou ne la faisait pas ! C'était logique. On ne lance pas une insurrection pour la freiner.

**A.D.** — *Dans votre livre "De Gaulle et le CNR" vous évoquez l'aparté que vous avez eu avec Laniel, le délégué de l'Alliance démocratique, lors de la réunion du CNR du 21 août, suite à l'intervention de Kriegel-Valrimont du COMAC (4). "Ça sent la Commune", et vous faites allusion, à propos du Comité parisien de Libération installé à l'Hôtel de Ville, en écrivant que bien sûr ce n'était pas la Commune de 1871 : n'y a-t-il pas eu des gens qui ont alors pensé que le Parti communiste pouvait prendre le pouvoir ?*

**J.D.-B.** — Certains le craignaient, notamment beaucoup de nos camarades socialistes : c'était l'évidence

#### PARIS INSURGÉ, AOÛT 1944

##### Quelques dates et quelques chiffres...

Le 18 août 1944, alors que la grève est devenue générale à Paris, les FFI, les communistes et les syndicats font appel à la mobilisation générale et le CNR fait une proclamation dans le même sens. Moins de 20 000 FFI mal armés font face aux 17 000 hommes dotés de chars et d'avions du commandant du Gross-Paris, le général allemand Von Choltitz.

Les insurgés dressent des barricades dans plusieurs quartiers de Paris et un réduit se constitue à la Préfecture de police sous la direction du "Front national de la police", de "Police et patrie" et de "Honneur de la police." Le 20 août, il y a une suspension d'armes puis une trêve à la Préfecture de police. Des négociations sont engagées par l'intermédiaire du consul de Suède Nordling pour étendre cette trêve à tout Paris mais, le 21 août, le COMAC puis le CNR la rejettent. On frôle la rupture entre les délégués du général de Gaulle (Parodi, Chaban-Delmas...) et les chefs FFI qui menacent d'en appeler au peuple. L'insurrection est relancée le lendemain. Dès le 20 août, l'Etat major FFI avait envoyé une mission pour demander de l'aide aux Forces françaises libres de Leclerc qui se trouvaient non loin de Paris avec les alliés. Au soir du 24 août les premiers éléments de la 2<sup>e</sup> Division blindée arrivent dans la capitale. Le 25, c'est la reddition allemande entre les mains du général Leclerc et du chef des FFI, le colonel Rol-Tanguy. Sous toutes réserves, les insurgés parisiens ont eu 3 000 tués, 7 000 blessés, la 2<sup>e</sup> Division blindée 130 tués et 319 blessés, les Allemands 2 800 morts.

Le 26 août, de Gaulle descend triomphalement les Champs-Élysées.

(4) Maurice Kriegel-Valrimont, communiste, venait de *Libération-sud*. Il représentait les Mouvements unis de Résistance (MUR) au Comité militaire d'action clandestine (COMAC), l'organe de commandement militaire du CNR. Les deux autres dirigeants du COMAC étaient Jean de Vogüé (Vaillant de "Ceux de la Résistance") et Pierre Villon.





Le général **Leclerc de Hauteclocque**, figure populaire des forces françaises libres, chef de la 2<sup>e</sup> DB (voir note 3) ; **Daniel Mayeur**, leader du PS clandestin ; **Georges Bidault**, président du CNR après la mort de Jean Moulin ; et **Jacques Debû-Bridel**, dit Dubourg dans la clandestinité.

même ! Mais il faut bien vous dire qu'à ce Comité parisien, les deux hommes qui étaient les plus acharnés à mener la lutte, c'était Tollet, un militant communiste et le marquis de Vogüé ! Alors lui, c'était le contraire.

**A.D.** — *L'intervention de la 2<sup>e</sup> DB, suite à une démarche du communiste Rol-Tanguy, commandant des FFI, a-t-elle, à votre avis, modifié les problèmes qui avaient l'air de se poser ? Ne semble-t-il pas que dans les combats FFI de Rôl-Tanguy et FFL de Leclerc se soient battus au coude à coude ?*

**J.D.-B.** — Il n'y a eu de conflits entre les résistants que dans l'imagination de certains qui étaient terrifiés à l'idée d'abord de se battre, parce que tous les hommes ne sont pas courageux par nature. Pour d'autres, il y avait la peur du communisme ; chez les anciens collaborateurs, la peur d'avoir à rendre des comptes ; enfin chez d'autres une hostilité à de Gaulle. Tout ça a joué dans un sens négatif. La coalition des gens qui voulaient la trêve était très composite.

Certains pensaient que les communistes allaient prendre le pouvoir à Paris. Une vue absolument folle parce que, ralliés au général de Gaulle, ils étaient dans son gouvernement et que l'armée américaine avançait. Moi qui ai vécu cette période en contact permanent avec mes amis communistes, je peux dire qu'il n'y avait de leur part aucune arrière-pensée.

**A.D.** — *On a cependant écrit que de Gaulle aurait "morigéné" le général Leclerc pour avoir laissé Rol-Tanguy signer avec lui la convention d'armistice avec les Allemands ?*

**J.D.-B.** — On le raconte. Je ne sais pas si c'est vrai. C'est possible, je ne peux pas vous le garantir.

**A.D.** — *On voit mal pourquoi de Gaulle aurait fait cela puisque Rol-Tanguy avait été le chef tout à fait accepté des FFI ?*

**J.D.-B.** — Oui, mais il n'était pas le délégué du général de Gaulle. Celui-ci a peut-être trouvé que seul son délégué devait signer puisqu'il était au gouvernement.

Cette histoire, je l'ai entendue cent fois, mais je n'en ai rien su à l'époque et de Gaulle n'en parle pas dans ses *Mémoires*.

**A.D.** — *Mais que penser de ceux qui ont dit que les chars de Leclerc pouvaient représenter un rempart "contre*

*le désordre" ?*

**J.D.-B.** Bien sûr que le désordre pouvait exister !

Dès que vous êtes dans un mouvement insurrectionnel, vous avez des types qui viennent pour piller, pour foutre la pagaille, etc. C'est pas facile de tenir une ville en émeute. Les chars de Leclerc ont été nécessaires en effet. Vous aviez tous ces bandits qui arrêtaient les filles et les tondaient. Nous avons été Villon (5) et moi, très énergiques à ce sujet. Nous avons donné des ordres sévères pour empêcher ce genre de choses et faire arrêter les types qui s'y livraient, souvent d'anciens collabos, des petits voyous surtout. Dans une ville en insurrection, tous les instincts se réveillent aussi. Oui. C'était des journées passionnantes, mais dures.

**A.D.** — *Ces petits voyous réussissaient-ils à être écoutés d'une partie de la population ?*

(5) Pierre Villon (Perret), un des leaders du Front national, communiste, délégué au CNR, était président du COMAC.

Une barricade lors de l'insurrection. Un aspect à la fois résolu et bon enfant, auquel il ne faut pas se tromper : 3000 insurgés selon les uns, plus de 900 selon les autres, y ont laissé la vie.



**J.D.-B.** — Oui. Les gens qui avaient tremblé devant les boches, acclamé Pétain, etc. étaient trop contents de voir qu'on tondait les filles et que ça leur changeait les idées.

La Résistance a existé, nous avons sauvé l'honneur mais nous avons toujours été une minorité, il n'y a pas d'illusions à se faire. La Résistance a été un phénomène nécessaire, elle a eu ses chefs, elle a eu ses martyrs. Mais dans sa grande majorité, la France était pétainiste. Il faut dire qu'elle était matraquée par la propagande. Les gens avaient toujours cru qu'ils avaient la première armée du monde et, du jour au lendemain, en 1940, elle s'était effondrée. Et puis on leur avait collé au gouvernement un des officiers qui était le plus respecté et qui passait pour un homme de gauche : Pétain. Je ne peux pas en vouloir du tout au réflexe de la base. Il y a eu une élite qui était tout à fait au-dessous de son rôle.

**A.D.** — *Que pensez-vous, à ce propos, de la tentative de Laval, le chef du gouvernement de Pétain pour constituer, à la veille de la Libération, "quelque chose" avec le radical socialiste Her-*





riot ? (un gouvernement légitimé par une réunion de l'assemblée nationale de 1940).

**J.D.-B** — Ils essayaient de sauver la situation. Laval savait où il allait. Lui et d'autres se sentaient condamnés à mort. Herriot, c'était la vanité faite homme : il a certainement cru qu'il occuperait la première place.

Je crois que, dès que la défaite allemande a été une certitude, les milieux politiques n'ont eu qu'une idée, c'est d'écarter de Gaulle. Ils ont réussi à le faire très vite (en 1945). Et puis, ils ont rejeté les communistes (en 1947). Ils sont revenus à cette chère III<sup>e</sup> République.

**A.D.** — D'après vous, les accrochages entre de Gaulle et le CNR furent mineurs. Il n'en reste pas moins que lors de sa venue à l'Hôtel de Ville le 25 août, de Gaulle n'a pas cité le CNR et s'est refusé à proclamer cette Républi-

que qui s'est pourtant appelée IV<sup>e</sup> par la suite ?

**J.D.-B** — Il n'avait pas à proclamer cette IV<sup>e</sup> République en tant qu'homme. Je lui donne parfaitement raison à ce point de vue là. Il n'a pas été très chaleureux avec certains de nos camarades (notamment avec M. Daniel Mayer (6), c'est délicat à dire car nous avons quand même lutté ensemble). Il savait qu'il y avait là des partisans de la trêve. C'était une visite officielle un peu froide.

Propos recueillis  
par Alain DALOTEL

(6) Daniel Mayer (Villiers), secrétaire du parti socialiste clandestin, était délégué de ce Parti au CNR où il avait remplacé Le Troquer.

Alors qu'on vient de défiler sur les Champs-Élysées, de Gaulle en tête, et qu'un *Magnificat* est célébré à Notre-Dame, le 26 août, la fusillade reprend subitement, semant la panique dans la ville en fête.



Un coin de rue parisien, sans doute habitué à de plus pacifiques rendez-vous. Il y eut quelques 600 barricades élevées dans Paris, en ces jours de soulèvement.

#### BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE Pour ceux qui veulent en savoir plus...

##### • Pour le CNR :

- Jacques Debû-Bridel, *De Gaulle et le Conseil national de la Résistance*, éditions France Empire, 1978.
- René Hostache, *Le Conseil de la Résistance, les institutions de la clandestinité*, Presse universitaire de France, 1958.
- Daniel Cordier, *Jean Moulin et le CNR*, éditions du CNRS, 1983.

##### • Pour le COMAC :

- Maurice Kriegel-Valrimont, *La Libération, les archives du COMAC (mi-août 1944)*, les éditions de Minuit, 1964.
- Philippe Buton, *PCF armée et pouvoir à la Libération*, Revue d'étude interdisciplinaire *Communisme* n° 3, 1983.
- Charles Tillon, *Les FTP, témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*, Julliard, 1962...

##### • Pour la Libération de Paris :

- Collectif, *La Libération de Paris, la Résistance par ceux qui l'ont faite*, Denoël, 1964.
- Adrien Dansette, *Histoire de la Libération de Paris*, Fayard 1966.
- Henri Michel, *Paris résistant*, Albin Michel, 1982.
- Pour la période :
  - J.-P. Azema, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, édition du Seuil, 1979.

**Vous aimez  
GAVROCHE**

**Ne soyez pas égoïste  
faites partager  
votre plaisir.**

**Offrez  
la collection complète  
(numéro 1 à 14)  
(190 F au lieu de 203 F)**

**Abonnez vos amis  
(110 F)**





Gravure du 18<sup>e</sup> siècle sur "les embarras de Paris." Les propos prêtés aux personnages en font une amusante bande dessinée.

# LA RUE ET SES PETITS METIERS à Paris au 18<sup>e</sup> siècle

Les expositions, les vieilles cartes postales évoquent avec nostalgie un Paris pittoresque et familier où les petits métiers tiennent une place privilégiée. Un peu comme si ces métiers appartenaient davantage au monde du folklore qu'à la vie du travail.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la rue parisienne tapageuse, emplie de cris et de circulation, d'accidents et de bagarres fait l'objet de multiples descriptions. Elle attire autant qu'elle inquiète les bourgeois.

**"Des voitures en tous sens, des rues embarrassées..."**

*"Il est amusant de voir un Parisien traverser ou sauter un ruisseau fangeux avec une perruque à trois marteaux (rouleaux), des bas blancs, et en habit galonné, courir de vilaines rues sur la pointe du pied, recevoir le fleuve des gourrières sur un parasol de taffetas. Quelles gambades ne fait pas celui qui a entrepris d'aller du faubourg Saint-Jacques dîner au fau-*

*bourg Saint-Honoré, en se défendant de la crotte et des toits qui dégouttent ! Des tas de boue, un pavé glissant, des essieux gras, que d'écueils à éviter !"*

Quand les cochers sillonnent les rues à vive allure, querelleurs et parfois obscènes, il ne fait pas très bon se trouver sous leur fouet. Le nommé Réveillon, cocher, est arrêté le 17 juillet 1756 pour avoir blessé les passants et maltraité des clients ; le nommé Massinot, cocher, est égale-

ment arrêté pour avoir fouetté un homme qui ne lui laissait pas le passage.

La police tente de les surveiller en imposant le port de plaques numérotées sur leurs voitures et en réglementant leur profession au moyen de nombreuses ordonnances rarement respectées.

*"Quand un cocher vous a moulu tout vif, on examine chez le commissaire si c'est la grande ou la petite roue (!) ; le cocher ne répond que de la petite (!) ; et si vous expirez sous la grande roue, il n'y a point de dédommagements pécuniaires pour vos héritiers. Puis il est un tarif pour les bras, les jambes, les cuisses et c'est un prix fait d'avance !"*

Sur les ponts, près des cabarets ou sur les places, opèrent les officiers recruteurs qui cherchent des hommes solides pour l'armée. Métier difficile : au 18<sup>e</sup> siècle, on n'aime pas non plus partir pour l'armée ; pour améliorer leur gagne-pain, les recruteurs utilisent souvent la manière forte, ou même enivrent leurs proies jusqu'à ce qu'elles signent le papier de départ.

*"Le 24 novembre 1747, est comparu le sieur Barthélémy Boulanger, sergent du guet, de poste au quai des Orfèvres. Il a vu passer un carrosse*





Chanteurs des rues.

Couteaux et ciseaux à moudre !



Bon vinaigre ! A ma bonne encre ! Chevaux pour les enfants !

La suite des "cris de la rue" qu'illustre cet article est tirée d'une série de planches dues à un graveur français du 18<sup>e</sup> siècle, Boitard. Boitard avait lui-même repris des dessins d'un recueil anglais de Lacon, "The cries of the city of London," auquel il ajouta des planches supplémentaires de types parisiens comme celles que nous reproduisons

de place dans lequel un particulier criait avec beaucoup de peine, comme contraint : "Au guet ! au secours !". S'étant avancé, le cocher aurait fouetté ses chevaux et aurait voulu s'échapper au galop pour éviter que le guet l'approche, quoique le particulier lui criait dans le carrosse d'arrêter. Enfin, avec beaucoup de peine, étant parvenu à retenir le carrosse, le particulier dedans s'est plaint qu'il venait d'être racolé et qu'on l'emmenait de force en lui faisant violence à force de coups. De fait, le jeune homme avait été très maltraité et avait eu ses habits et linges déchirés."

La rue n'est pas seulement un endroit de passage, mais aussi, pour beaucoup, le lieu où l'on tente de gagner son pain quotidien. La population laborieuse est issue pour les deux-tiers de la campagne. La terre ne suffisant plus à nourrir ceux qui la cultivent, la ville devient un mirage qui attire les paysans pauvres. Paris bruit de cette foule, aux accents de toutes les provinces, tout entière préoccupée par l'arrivée des subsistances et par la recherche d'un travail aléatoire. Chercher un gîte, trouver un travail, s'assurer de quoi vivre sont les principales occupations : il n'y a aucune oisiveté dans cette constante circulation, mais bien au contraire une tension extrême, celle de ceux qui travaillent ou veulent travailler pour vivre. Ils sont ainsi attentifs à toutes les augmentations du prix des blés, aux mauvaises récoltes, et au prix du pain, n'hésitant pas à se soulever en cas de cherté, comme en

1725 ou en 1775.

De jour comme de nuit, la rue est le théâtre d'un va-et-vient continu. Un bourgeois, L.S. Mercier, décrit l'animation parisienne : "(A sept heures) on ne rencontre que les commis de bureaux qui soient habillés et frisés à cette heure-là (...) Sur les neuf heures, on voit courir les perruquiers, saupoudrés des pieds à la tête, tenant d'une main le fer à toupet et de l'autre la perruque (...) Sur les 10 heures, une nuée noire de gens de justice s'achemine vers le Châtelet (...) A midi, tous les agents de change et les agioteurs se rendent en foule à la Bourse et les oisifs au Palais-Royal (...) A deux heures, les dîneurs en ville, coiffés, poudrés, arrangés (...) se rendent dans les quartiers les plus éloignés. Tous les fiacres roulent à cette heure (...), on se les dispute et il

arrive quelquefois que deux personnes ouvrent en même temps les portières, montent et se placent (...) A cinq heures, c'est un tapage affreux, infernal. Toutes les rues sont embarassées, les voitures roulent en tous sens, volent aux différents spectacles ou se rendent aux promenades. Les cafés se remplissent (...) La foule des manœuvres, des charpentiers, des tailleurs de pierre regagne en bandes épaisses les faubourgs qu'ils habitent (...) Ils vont se coucher lorsque les marquises et les comtesses se mettent à leur toilette. A neuf heures du soir, le bruit recommence : c'est le défilé des spectateurs (...) Les prostituées, la tête haute, la gorge découverte, le visage enluminé, l'œil aussi hardi que le bras, malgré la lumière des boutiques et des réverbères, vous poursuivent dans les boues, en bas de soie et

"A cinq heures, les cafés se remplissent."







A mes bons biscuits d'Hollande ! Ayez souvenance des pauvres prisonniers !

Couteaux, peignes, écriboires !

Vieilles ferrailles !

Le Charlatan. Cire d'Espagne et oublies !

souliers plats ; leurs propos répondent à leurs gestes (...) A onze heures, on achève de souper, c'est l'heure aussi où les cafés renvoient les oisifs, les désœuvrés et les rimailleurs dans leurs mansardes (...) A une heure du matin, six mille paysans arrivent, portant la provision des légumes, du fruit et des fleurs. Ils s'acheminent vers la halle ; leurs montures sont lasses et fatiguées ; ils viennent de sept à huit lieues (30 à 40 km) (...) A six heures les boulangers de Gonesse, nourriciers de Paris, apportent deux fois la semaine une très grande quantité de pains (...) Bientôt les ouvriers s'arrachent de leur grabat, prennent leurs outils et vont aux ateliers."

### Passeurs, blanchisseuses, bouchers et porteurs d'eau

Le fleuve : voici un des lieux les plus étonnants de la capitale. Indispensable à l'approvisionnement de Paris, la Seine aux rives boueuses et mouvantes est bruyante d'activités. Le port aux blés, le port aux vins, le port au foin sont autant de berges embouteillées où se pressent ouvriers de toutes sortes. Les plus impressionnants sont les ouvriers du "bois flotté", chargés de capter les longs trains de bois qui viennent du Morvan. Sur ces ports, on embauche constamment : "crocheteuses" et gagne-deniers viennent ici voir s'ils pourront trouver des paquets à porter ou de menus trafics à faire. Plus loin, les blanchisseuses s'affairent sur de grands bateaux-lavoirs souvent amarrés près des piles des ponts. Les porteurs d'eau ne cessent de faire des allers et retours entre l'eau de la Seine et les étages des immeubles d'où l'on guette leur utile fardeau. "On achète l'eau à Paris. Les fontaines publiques sont si rares et si mal entretenues

qu'on a recours à la rivière ; aucune maison bourgeoise n'est pourvue d'eau assez abondamment. Vingt mille porteurs d'eau, du matin au soir, montent deux seaux pleins, depuis le 1<sup>er</sup> jusqu'au 7<sup>e</sup> étage... la voie d'eau coûte 6 liards ou 2 sous. Quand le porteur d'eau est robuste, il fait environ 30 voyages par jour." (L.S. Mercier) Les bouchers et leurs garçons rougissent les eaux de la Seine en équarissant leurs bêtes et lavent les abats qu'ils vendront plus tard. Les marchands de charbon de bois attendent les bateaux pour aller livrer aux clients de quoi se chauffer. Vers la place Maubert, là où la Bièvre qui coule à ciel ouvert vient se jeter dans la Seine, les tanneurs s'affairent. Une odeur pestilentielle s'élève de ces eaux brunies par le tannage des peaux. Mulets et charrettes encombrant les grèves et bousculent les badauds. Les "passeurs", suppléant au manque de ponts, crient leurs tarifs et tentent à chaque traversée d'éviter bateaux et coches d'eau circulant en tous sens.

De-ci de-là, des nourrices donnent le sein à des enfants emmaillotés, des "meneurs" reçoivent des mains de leurs parents des nouveaux-nés destinés à la mise en nourrice. Tout ce petit monde embarquera sur coche à destination de la province. Parfois les coches transportent le corps d'un enfant décédé : "Le 8 juin 1766, à sept heures du soir, le commis Turpin est venu chercher le commissaire du port pour l'amener au coche de Briare, arrivé depuis une heure, où il y avait une nourrice avec un enfant mort. On a fait placer le corps sur un tonneau en attendant l'arrivée de la police."

"Et si rien ne tombe des fenêtres"...

Les rues de Paris sont bordées de boutiques d'artisans ouvertes vers

l'extérieur : depuis le Moyen Age le client a droit de regard et de contrôle sur ce qui va être fabriqué, puis vendu. Les ateliers sont bruyants ; chaudronniers, savetiers, pâtisseries, merciers s'interpellent les uns les autres.

Sur la chaussée, près des places, aux encoignures des rues, aux portes des églises ou près des piliers des halles, d'innombrables revendeurs offrent à tous de la fripe ou des objets usagés. Les regrattiers, revendent les rebuts des repas des riches. Ils vendent à la hâte, appellent le client, donnent au plus offrant.

Les commissionnaires ou "gagne-deniers" sont engagés à la journée, parfois à l'heure. Leur activité ne demandant pas de mise de fonds, elle

Colporteur proposant des "bagatelles"  
(Frontispice du "Nugæ Venales", ouvrage publié en 1720)





Aux allumettes ! A mes beaux oiseaux qui chantent ! Le violoneux. Achetez des trompettes de verre ! Les vues d'optique Maquereaux ! quatre pour six sols !

est souvent la dernière chance de ceux qui n'ont aucun autre travail. La précarité de l'emploi n'interdit pas qu'on y ait ses habitudes. On s'arrache les meilleures places où se rend plus volontiers la clientèle ; on y a même des horaires réguliers ! Toute cette activité fébrile provoque des embarras de circulation, des disputes, des rixes, et donc l'intervention fréquente du guet.

Ces petits métiers, propices à la fraude ou au recel, sont surveillés par la police qui introduit des mouchards. Ainsi François Haudinet, 15 ans, garçon de cuisine, tout juste sorti de l'hôpital est-il écroué par un commissaire *"sur la vente qu'il faisait le même jour au bas du Pont-Neuf, à la femme Manson, revendeuse, d'une boucle d'argent. Il est convenu de l'avoir volée sur un malade en donnant de la tisane."*

Aux Halles et sur les marchés Sainte-Catherine, Saint-Germain l'Auxerrois ou Saint-Germain des Prés, on étale la marchandise, viandes, poissons et légumes, tandis que de multiples portefaix et gagne-deniers tentent de gagner quelques sols en proposant trafics ou démarches. *"Les portefaix, appuyés sur des bornes, attendent qu'on leur donne de l'emploi ; vous les appelez d'un signe et ils sont à vous avec leur crochet (...) Légèrement courbés, soutenus sur un bâton ambulateur, ils portent des fardeaux qui tueraient un cheval ; ils s'arrêtent à propos, trottent de même, jurent pour avertir les passants, les menacent, tout chargés qu'ils soient, de leur bâton court et, à travers tant d'écueils, arrivent au port sans avoir rien cassé. On transporte des porcelaines d'un bout de la ville à l'autre sur un long brancard, et si rien ne tombe des fenêtres pendant la traversée, il n'y aura pas à une soucoupe la moindre fracture..."*

Dans les rues coexistent toutes sortes de métiers ambulants : les colporteurs répandent leurs livrets bon marché. Ce sont parfois des images volantes, parfois des récits où se racontent soit des vies de héros, soit des événements extraordinaires : l'enfant qui sauve ses parents de la noyade, ou la bête du Gévaudan terrorisant les paysans. Il y a là une circulation très grande de nouvelles de toutes sortes ; les livrets sont recouverts d'un mauvais papier bleu, souvent mal imprimés avec quelques gravures sur bois sans rapport avec le texte ; ils forment ce qu'on appelle la Bibliothèque bleue et se vendent abondamment. Edités à Troyes ou à Rouen, ils se répandent dans la France entière grâce aux colporteurs-merciers qui les vendent, en même temps que d'autres petits objets de confection. Les colporteurs sont très surveillés par la police : il faut éviter que se répandent des livres non autorisés par le gouvernement royal — la religion, l'autorité monarchique comme celle des gens de bien ne doivent jamais être mis en cause. C'est ainsi qu'on retrouve dans les Archives de la Bastille des ordres du Roi porteurs d'incarcération dans les prisons royales de colporteurs ayant dans leurs ballots pamphlets, livres libertins ou tout simplement interdits par la censure.

**"Si on crie maquereaux ou harengs frais"...**

Outre les colporteurs, bien d'autres personnages sont des familiers de la rue. Le matin, les porteurs de café au lait et les vendeuses de tisane offrent aux travailleurs de quoi se substanter, tandis que tout au long du jour marchands de balais, de lanternes, de cuillères, vendeuses de bouquets, marchandes à l'aiguille

abordent les passants. On rencontre aussi des bateliers, des teneurs de lanterne magique ou des montreurs d'ours. Leur lieu de prédilection est le Pont-Neuf ou les boulevards. *"Le peuple, qui a besoin d'amusement s'y précipite en foule. Les parades sont très préjudiciables aux travaux journaliers, elles ameutent une foule d'ouvriers qui, avec les instruments de leur profession sous le bras, demeurent là, la bouche béante"*. Nombre de bourgeois voient là une perte de temps préjudiciable aux affaires.

En dehors des marchands et des bateleurs, on entend les cris des cureurs de puits, des tonneliers entourés de leurs cercles de métal, des ramoneurs en automne, et, en hiver, de ceux qui proposent *"la lanterne"* pour accompagner les promeneurs, ou bien encore ceux *"des hommes à raccommorder"* les vieux soufflets. Ils portent sur eux tous les ustensiles nécessaires à leur métier et déambulent en criant *"d'une voix aigre et perçante qui surmonte le bruit et le tapage des carrefours"*. Il est impossible à l'étranger de comprendre ce qu'ils disent. En revanche, les servantes ont l'oreille beaucoup plus exercée : elles descendent l'escalier parce qu'elles savent distinguer, du quatrième étage et d'un bout de la rue à l'autre, si on vend du maquereau ou du hareng frais, des laitues ou des betteraves.

Paris est alors encore parsemé de champs. Dans son enceinte se pratiquent donc les travaux agricoles saisonniers. C'est pourquoi beaucoup de manouvriers ou journaliers, s'y font embaucher. En juillet, on coupe le blé plaine Maillot, en mai on cueille les haricots verts à Gentilly, tandis qu'à l'automne on fait les vendanges à Montreuil ou à Montmartre. Ces mêmes ouvriers, l'hiver



venu, trouveront du travail ailleurs : ils iront vers le Marais employer leurs bras dans les grands hôtels pour nettoyer l'argenterie, ou repasser les livrées des domestiques de grandes maisons. D'autres encore se rassemblent sur la place de Grève (c'est-à-dire sur l'actuelle place de l'Hôtel-de-Ville). Certains jours, après avoir étalé de la paille sur le sol pour rendre l'attente plus confortable, des files de manouvriers attendent d'être employés par des patrons venus les choisir. L'affaire conclue, le travail entamé, le prix de la semaine se paie au cabaret devant un "poinçon d'eau de vie". Les domestiques et les servantes font les courses et nettoient cours et porches. Par moments, ils jouent des tours à la police et lancent des ordures sur les sergents du guet !

Quand une bagarre naît dans la rue, ou lorsqu'un huissier vient pratiquer une saisie chez un locataire endetté ou chez un ouvrier qui exerce son métier sans permission, la foule s'ameute. Au premier rang, les domestiques. En effet, ils se hêlent par les fenêtres et sont rapides à descendre faire du tumulte. Les hommes font masse dans la rue, tandis que les femmes jettent des cendres chaudes sur les "uniformes".

Limitant les faubourgs, les barrières sont des sortes d'octroi où se perçoivent des droits d'entrée sur les marchandises. Au-delà des barrières — et les Parisiens le savent bien — le vin et la viande coûtent moins cher :

aussi s'y rendent-ils souvent entre camarades ou en famille, les dimanches et jours fériés. Bien des cabarets et des guinguettes y ont pris place, et tard dans la nuit on revient chez soi, éclairé par de grandes torches au milieu des champs. La police n'aime guère ces déplacements : les tisons sont dangereux et peuvent provoquer des incendies — fléau redouté. Par ailleurs, aux Barrières peuvent avoir lieu bien des trafics et des contrebandes. Ces lieux sont donc très surveillés et, pourtant, ce sont aussi des lieux de travail où douaniers, sergents et gagne-deniers s'affairent. Les peseurs de grains notent le poids des farines, et les comptables inscrivent sur leurs registres l'entrée des denrées. Portefaix et crocheteurs sans travail viennent ici quotidiennement trouver de quoi faire quelques menues affaires pour la journée et transporter à dos ballots et sacs. C'est un lieu essentiel pour les migrants qui viennent de la province ! Leur premier contact avec la grande ville se fait ici ; ils y glaneront les premiers renseignements pour trouver à se loger et à travailler.

Arlette FARGE

**Pour en savoir plus**

lire Arlette Farge, *Vivre dans la rue au 17<sup>e</sup> 18<sup>e</sup> siècle* (Archives, Julliard)

**La Pourvoyeuse**, de Chardin (1738)

"Les servantes savent distinguer si l'on vend des maquereaux ou du hareng frais, des laitues ou des betteraves."



**Liste des articles parus dans Gavroche**

**N° 1 (15 F)**

La résistance aux inventaires (1906)  
Boissons économiques au 19<sup>e</sup> siècle  
Ventres creux et ventres dorés : Les insurrections de Germinal et Prairial An III.  
Vivre sur la zone (1920)  
La révolution sociale des Capuchonnés (1182-1184)  
Panorama de 1881

Le bourrage de crâne par la caricature (1914-1918)

**N° 2 (16 F)**

Les émeutes populaires de Gdansk (1970)  
La transhumance à pied (1950)  
Révolte et vie des Camisards  
La révolte des 2 sous (1786)  
Prévisions populaires du temps  
Panorama de 1932 (1<sup>er</sup> trimestre)

**N° 3 (16 F)**

Accouchements au XVIII<sup>e</sup> siècle  
Indochine (1930) (I)  
Quand les Gaulois prenaient les eaux  
Les barricades de la Commune (1871)  
Sur les routes des carillons  
Les Fortifs (1850-1924)  
Panorama de 1932 (2<sup>e</sup> trimestre).

**N° 4/5 (32 F)**

Au temps des 1<sup>ers</sup> Tours de France (1903-1905)  
Femmes au bain (1858-1906)  
La fête au bois Hourdy  
Les Insurrections vietnamiennes de 1930-1931 (II)  
Les frères Le Nain  
Pour améliorer l'ordinaire des Poilus  
Les agrandissements de Paris (II<sup>e</sup> Empire)  
Les colonnes infernales (1794)  
Une moisson à la fourche (1953)  
La bataille de Homestead (1892)  
Le STO : témoignages et résistances  
Panorama de 1832.

**N° 6 (16 F)**

Des usines remises en marche sans leur patron

**(1944-1949)**

La rosière de Nanterre  
Paysanne en Languedoc (1900)  
L'enfermement des pauvres, 17<sup>e</sup> siècle  
Les colporteurs au 19<sup>e</sup> siècle  
Panorama 1932 (3<sup>e</sup> trimestre)

**N° 7 (16 F)**

La grande colère des maraîchers (1936)  
Jardins ouvriers à Taverny (témoignage)  
Solidarité France-Pologne (1830-1831)  
An II : un théâtre sans culotte  
Attaques de diligences au 19<sup>e</sup> siècle  
La promenade du boeuf gras à Paris.  
Panorama de 1922.

**N° 8 (18 F)**

Les soulèvements de 1851 dans les campagnes  
Bateleurs et charlatans au 17<sup>e</sup> siècle.  
Les Pâques sanglantes de Dublin 1916  
Le fascisme vert (1936)  
Un savant libertaire : Elisée Reclus  
Les maçons de la Creuse au 19<sup>e</sup> siècle  
Panorama de 1903 (vie politique et internationale)

**N° 9 (18 F)**

Les Saints Guérisseurs (17-18<sup>e</sup> siècles)  
1963 : La grève des mineurs  
1917 : Le chemin des Dames  
La montée au Mur des Fédérés  
Les tailleurs de pierres au Moyen Age  
Le dossier Danton  
Le 1<sup>er</sup> mai 1886 à Chicago  
Panorama 1903 (La Belle époque)

**N° 10 (18 F)**

Voleur ou héros populaire ? Cartouche  
Rafles sanglantes d'Algérie (17.10.1961)  
Les paludiers de Guérande  
Une parole ouvrière : l'Atelier 1830-40  
La révolte du Roure 1670  
Hauts lieux de la fécondité  
Cabrera, l'île de la mort

**N° 11 (18 F)**

La Peste de 1720 à Marseille  
Le peuple dans les Mille et une nuits  
Godin et le Familistère  
La fête de la Choule  
USA : La piste des larmes (1830-1840)  
Querelles, charivaris et amours contrariés au 18<sup>e</sup> siècle.

**N° 12 (18 F)**

Les procès d'animaux  
Témoignages sur les camps nazis  
Les cadrans solaires (19<sup>e</sup> siècle)  
Les tricoteuses de l'An III  
Benoît Raclet, vainqueur du "ver coquin"  
A propos de "Avoir 20 ans dans les Aurès"

**N° 13 (18 F)**

Charles Martel a-t-il arrêté les Arabes à Poitiers en 732 ?  
Les soldats de l'An II :  
Lettres de conscrits auvergnats  
Education civique ou propagande républicaine ?  
Pain jaune et marché noir  
Entretien avec Cl. Jean-Philippe

**N° 14 (20 F)**

1947 : Le départ des ministres communistes  
Mystères et fêtes religieuses à la fin du Moyen Age  
La découverte archéologique de Glozel  
Le braconnage en Sologne au 19<sup>e</sup> siècle  
La vie dans les campagnes nîmoises dans l'Antiquité  
Barthélémy Thimonnier, inventeur malheureux de la machine à coudre

**Tous ces numéros sont disponibles**

**Commande et règlement à : Editions Floréal**

**B.P. 873 — 27008 Evreux**

**La collection complète : pour 190 F (au lieu de 203 F)**

Août 1914

L'affiche de la mobilisation générale : la guerre commençait, pour le Languedoc comme pour tout le pays.

# Le début de la "Grande Guerre" vu par les Languedociens

Le 18 septembre 1914, Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts envoyait aux recteurs d'académie "des instructions en vue d'inviter les instituteurs de leurs ressorts à prendre des notes sur les événements auxquels ils assistent présentement" afin que "l'élan merveilleux qui réunit actuellement tous les Français puisse être décrit aux générations futures d'écoliers avec des exemples précis pris dans leur pays." Ce sont les notes des 63 communes du Gard parvenues jusqu'à nous qui ont servi pour une grande part à l'élaboration de cet article.

Cet article s'appuie sur des documents d'archives des départements du Gard et de l'Hérault. Les comportements qui y sont décrits sont donc plus représentatifs de la France du Midi que du reste du pays et a fortiori des régions proches de la zone des combats.

## Partir la fleur au fusil ?

Le samedi 1er août 1914, à Anduze, petite ville du Gard aux portes des Cévennes, des roulements de tambour retentissent à l'heure de la sortie des classes. "Nous comprîmes ce dont il s'agissait, note l'instituteur, c'était la guerre, le sort en était jeté."

Partout la nouvelle bouleverse la vie quotidienne, interrompt les occupations habituelles : dans certaines écoles on s'apprêtait à "la distribution des prix" ; on se contenta de donner rapidement les livres, "sans cérémonie". Les paysans abandonnent les gerbes de blé au milieu des aires de battage et rentrent chez eux consulter leur livret militaire et commencer leur paquetage.

Dans les villes, le tocsin fait sortir les gens dans la rue ; ils se rassemblent sur les places, les cours, les esplanades pour en savoir plus : jusqu'à sept heures du soir, l'incertitude domine quant au nombre de classes de soldats appelées à la Grand'Combe, "les uns disaient 8 classes, d'autres 14" (voir encadré).

Pendant ce temps, dans les mairies, fébrilement, les instituteurs remplissent les blancs des affiches que leur apportent les gendarmes. Placardées enfin, elles provoquent un sentiment de stupeur dans la foule qui noircit les places, "en apprenant que la mobilisation était générale on faisait peu de commentaires : on était atterré." Des femmes et des enfants pleurent, tous les cœurs

sont étreints d'émotion. Les premiers départs sont fixés au lendemain.

Le lundi 3 août, ils atteignent leur apogée : à 10 heures, 16 heures, 20 heures, minuit, c'est par centaines que les hommes se dirigent vers les gares. Ils marchent, en tête de cortèges spontanément formés de parents, amis, voisins, badauds venus des villages alentour pour les accompagner et les encourager ou simplement profiter de leur présence jusqu'à la dernière minute : "Toute la population civile se rend à la gare au passage de tous les trains, ovationne les soldats, remplit de fleurs les wagons où ils vont s'asseoir" note l'institutrice d'Alais-Tamaris. Des femmes s'essuient les yeux du coin de leur tablier, quelques-unes s'évanouissent d'émotion, d'autres, plus fortes ou moins touchées, offrent vin et café aux soldats, tandis que d'autres encore "sont restées au foyer pour cacher leurs larmes" comme à Codognan. Pendant 10 jours, le même cérémonial va se reproduire, provoquant une activité intense dans toute la région, et en premier lieu à Nîmes. Dès l'annonce de la mobilisation, les autorités militaires y ont fait évacuer les casernes pour laisser la place aux mobilisés qui affluent de tout le département dès le deuxième jour.

Le 5 août au matin, le 40<sup>e</sup> régiment d'Infanterie au grand complet défile dans les rues de la ville au son de Sam-

## ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER



### ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation est le 3 août 1914

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **FASCICULE DE MOBILISATION** (pages coloriées placées dans son livret).

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

1<sup>o</sup> à l'**ARMÉE DE TERRE** y compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes de **SERVICES AUXILIAIRES** ;

2<sup>o</sup> à l'**ARMÉE DE MER** y compris les **INSCRITS MARITIMES** et les **ARMURIERS** de la **MARINE**.

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre,

Le Ministre de la Marine,





bre et Meuse et au milieu des applaudissements de la foule : "Le spectacle est impressionnant". Son départ est prévu pour le soir même à 10 heures ; à 8 heures, une cérémonie solennelle réunit à la gare le préfet, le président du Consistoire — Nîmes est une importante ville protestante — le rabbin, l'évêque et bien d'autres personnalités. Le lendemain c'est au tour du 117<sup>e</sup> R.I. de partir. Quant au 240<sup>e</sup> R.I., c'est à pied qu'il s'ébranle pour Avignon, le 8 à 5 heures du matin.

L'importance des mouvements de troupes crée dans la ville une animation sans précédent : dans le tohu-bohu qui les accompagne, l'excitation est à son comble et aide les civils à "oublier" temporairement la guerre.

Il n'en est pas de même partout : d'une manière générale, l'enthousiasme est plutôt le fait des villes et la tristesse et la retenue celui des petits villages où tout le monde se connaît. Et même dans les premières, l'instituteur s'est parfois borné à noter que la mobilisation s'était effectuée "dans le calme" comme à Alais-la-Royale, peuplée d'ouvriers pacifistes (1) ; on peut en conclure que la résignation l'a emporté là sur tous les autres sentiments.

#### Etranger = suspect !

Les soldats partent ; au même moment, les civils sont, eux aussi, "mobilisés pour défendre la Patrie" ; dès le 1<sup>er</sup> août, le préfet du Gard envoie une circulaire aux maires de son département : "Veuillez inviter les agents placés sous vos ordres (conducteurs, cantonniers, éclusiers etc.) à apporter leur concours au service de garde des voies ferrées.

Ils devront signaler sans délai aux sentinelles et aux chefs de postes les

### LA MOBILISATION DES HOMMES

#### Août 1914 :

- Mobilisation des classes de 1896 à 1910 (les classes 1911, 1912 et 1913 sont déjà sous les drapeaux par suite du service militaire de trois ans).
- Rappel à l'activité des classes 1887 et 1888, en partie. En fait quelques hommes seulement furent effectivement rappelés en mars-avril 1915.
- Entre le 15 août et le 1<sup>er</sup> septembre, appel par anticipation de la classe 1914.

#### Septembre-décembre 1914 :

- Rappel des classes 1891-1895.
- Appel par anticipation de la classe 1915.

#### Avril 1915 :

- Appel par anticipation de la classe 1916.
- Rappel des classes 1889-1890.

#### Janvier 1916 :

- Appel par anticipation de la classe 1917.

#### Avril-mai 1917 :

- Appel par anticipation de la classe 1918.

#### Avril 1918 :

- Appel par anticipation de la classe 1919.

individus que vous suspecteriez d'intentions malveillantes.

Je vous rappelle que vos agents doivent également surveiller de façon constante les étrangers et gens suspects habitant ou circulant dans leur localité." Et le 7, il renchérit par télégramme : "En raison de l'état de siège, la circulation de tout véhicule et des piétons est absolument interdite sur les routes entre 6 heures du soir et 6 heures du matin (!). Je vous invite à établir pendant ce temps à l'entrée des routes et chemins de votre commune des bar-

rières mobiles faites de chaînes ou de cordes ou de madriers ou de voitures placées en travers de façon à empêcher la circulation des véhicules. Je compte sur votre patriotisme pour exécuter rigoureusement ces prescriptions."

Les maires obtempèrent ; dans 27 communes du Gard sur 63, l'instituteur signale qu'une garde civique a été organisée et qu'elle prend son rôle très au sérieux : "A Anduze aucune personne, aucun véhicule ne pouvait traverser la ville sans un laissez-passer délivré par l'autorité militaire ou civile."

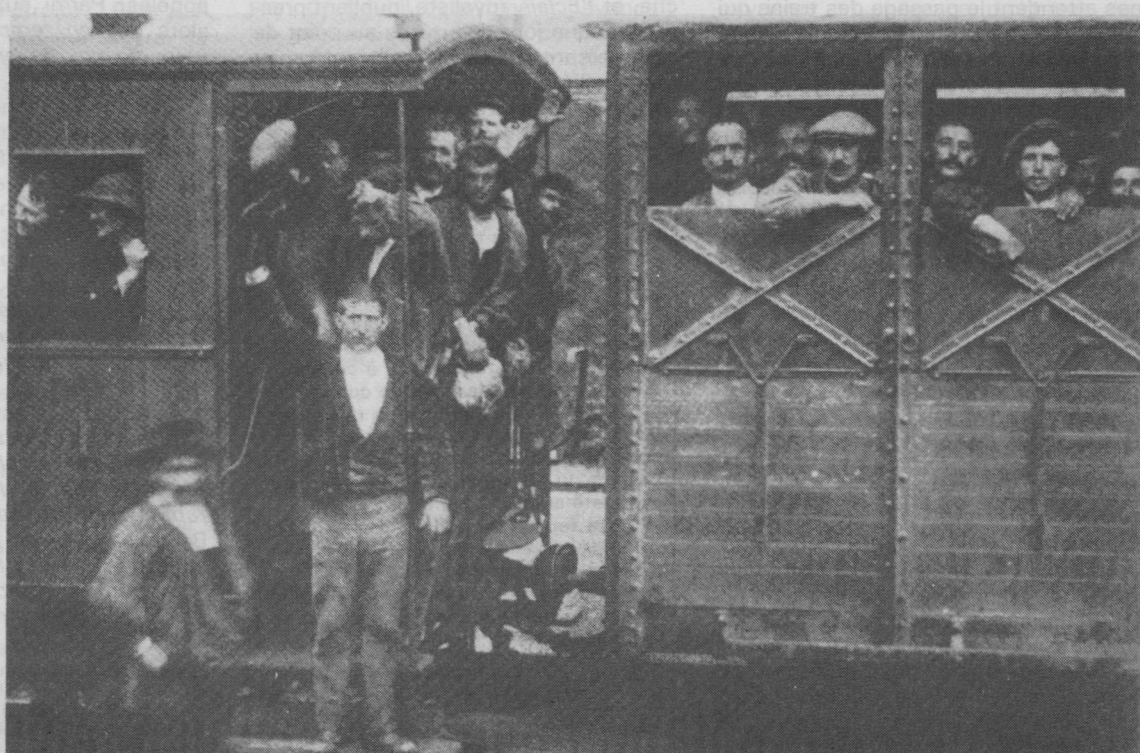
Le zèle dure peu : dans la plupart des villages, la garde ne reste en service que quelques semaines, voire quelques jours ; on se décourage d'autant plus qu'aucun délit n'a jamais été constaté, qu'aucun individu louche n'a été appréhendé comme en témoigne la lettre du maire de Barjac au sous-préfet d'Alais, le 2 septembre 1914 : "Aucune automobile n'est passée la nuit et c'est à peine si le jour il en passe quelque une de temps à autre..."

L'absence du moindre élément suspect n'empêche toutefois pas le Midi, à plusieurs centaines de kilomètres de la zone des combats, de céder à la psychose de l'espionnage.

La région était connue pour être accueillante aux étrangers : montagnards du Massif central, Italiens et Espagnols venus travailler la terre, négociants belges en nombre suffisamment important pour qu'il y ait un consulat de Belgique à Sète... Les manifestations de xénophobie n'y sont pas rares avec la guerre, et les témoins de l'époque ont été frappés par leur violence. C'est à l'égard des prisonniers allemands qu'elles s'exercent plus particulièrement. A Beaucaire, l'instituteur rapporte que des centaines de person-

(1) La doctrine officielle de la CGT (anarcho-syndicaliste) et du mouvement ouvrier international était de répondre par la "grève générale" à la mobilisation. Dès l'annonce de la guerre cette idée fut abandonnée par les dirigeants et militants ouvriers

"Hommes, 40 — Chevaux (en long) 8". C'est dans ces wagons à bestiaux que les mobilisés (ici, des Bretons) gagnèrent le plus souvent les dépôts, puis les zones de combat.





REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

# VILLE DE BÉZIERS

## POLICE

### GARDE CIVIQUE VOLONTAIRE

# ARRÊTÉ

Le Maire de la Ville de Béziers,

Vu les lois du 9 Août 1849 et du 5 Avril 1884 (art. 88);

Considérant qu'il est indispensable d prendre les mesures pour assurer la sécurité publique ;

Considérant qu'il convient notamment de renforcer le Service de la Police Municipale dont les obligations sont considérablement augmentées par l'état de chose actuel;

## ARRÊTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Il est créé sous le nom de **Garde Civique Volontaire**, un corps de police qui sera chargé concurremment avec le service de la Police Municipale, d'assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

**ART. 2.** — Ces gardes civiques, régulièrement assermentés, auront les mêmes pouvoirs que les Agents de la Police Municipale, pendant toute la durée de la Guerre.

Ils seront munis d'un brassard bleu portant en lettres rouges l'inscription **Garde Civique Volontaire**.

**ART. 3.** — M. le Commissaire Central de Police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville à Béziers, le 4 Août 1914.

Pour le Maire,  
Le Premier Adjoint M.ons,  
**Pierre VERDIER**

Béziers. - Imp. Laspeyres

nes attendent le passage des trains qui les transportent pour crier des propos hostiles à leur rencontre et même se hisser jusqu'à la portière des wagons pour mieux les injurier. A Montpellier, la situation atteint un tel paroxysme que le général Ferré, commandant la XVI<sup>e</sup> région militaire écrit au maire pour protester : "Hier 17 août, sont arrivés à Montpellier quelques prisonniers allemands faits en Alsace que nous avons soustraits avec peine à la fureur d'une foule de plus de 1 000 personnes en les transportant en voiture à la Citadelle.

*Piétiner un ennemi abattu, insulter au courage malheureux, sont des procédés indignes des Français"*

Encore les prisonniers de guerre représentent-ils effectivement "l'ennemi". Mais les autres ? Le sous-préfet d'Alais signale que nombreux sont ceux qui, même installés depuis longtemps dans le pays, sont l'objet de menaces continuelles et de vexations de tous ordres, à tel point qu'ils envisagent sérieusement de retourner dans leur pays d'origine. Les journaux, le *Petit Méridional*, de sensibilité de gau-

che, et l'*Eclair*, royaliste, publient presque chaque jour des mises au point de commerçants telles que celle du drapier montpelliérain Dewatcher : "Notre maison, ainsi que toutes nos succursales,

### UNE MANIFESTATION DE XENOPHOBIE

"Ce soir vers six heures et demi, les agents X... et N..., chargés de conduire une femme soi-disant allemande au poste de la mairie, ont été rejoints par une foule considérable place des Carmes. Cette foule s'est mise à conspuer cette femme et à la rouer de coups.

Grâce à l'intervention des militaires, les agents ont pu éviter que cette femme soit lynchée et l'ont conduite à la caserne du 40<sup>e</sup> régiment d'infanterie, où elle a été admise à l'infirmerie.

Cette femme se nomme Turrel Julia, 55 ans (...); elle a reçu de fortes contusions, à tel point que l'infirmier militaire décida de la faire transporter à l'hôpital où elle se trouvait encore au moment de la rédaction de ce rapport..."

(Rapport du commissaire de police de Nîmes au préfet du Gard — 3 août 1914)

La ville de Béziers a créé par cet arrêté l'une des premières "gardes civiques" du Languedoc.

les sont françaises et belges (liégeois). Trois mois après la mobilisation, la xénophobie est loin d'avoir disparu : "M. Bokanowski, directeur du "Sans-Pareil" se voit obligé d'informer les personnes que cela peut intéresser, que la jeune fille chargée de la garde de ses enfants est de nationalité suisse et non allemande comme certains l'on affirmé, et qu'il tient à leur disposition les autorisations et permis de séjour délivrés par les autorités." (l'Eclair, 29 octobre 1914)

Si la méfiance s'est exercée partout dans la région à l'égard des inconnus, la xénophobie telle que nous venons de la décrire paraît avoir été surtout le fait des villes d'assez grande importance.

Si elle demeure un des phénomènes marquants des premiers mois de guerre "à l'arrière", elle n'en est pas, et de loin, l'élément prédominant.

"Pour qui fabriquerait-on des chapeaux ?"

Très vite, la principale préoccupation des civils a été celle de la survie économique dans un pays complètement désorganisé par "l'état de guerre". Il faut souligner ce que ces mots signifient : arrêt total du trafic ferroviaire dans un premier temps, puis reprise partielle, tous les trains étant réquisitionnés pour les transports de troupes et de matériel pour l'armée ; arrêt subit des usines, commerces et travaux des champs par suite du départ des combattants : à Milhaud, village de 1 300 habitants à quelques kilomètres de Nîmes, un tiers des citoyens inscrits sur les listes électorales, un sixième de la population totale du village ont été appelés. Parmi eux, 148 agriculteurs alors qu'"en temps ordinaire les travaux de culture emploient 275 hommes."

Dans les Cévennes, toutes les filatures ou presque sont fermées : "Depuis le début des hostilités, Lyon ne fait plus aucune offre pour les soies", note l'inspectrice de Génolhac. "Quelques industriels se sont imposés de lourds sacrifices en maintenant leurs usines ouvertes malgré la mévente de la soie. On s'est préoccupé surtout de faire travailler les personnes nécessiteuses et celles qui ne recevaient aucune allocation." (2)

A Anduze, c'est la chapellerie qui "doit fermer en octobre, faute de commandes, car la plupart des hommes étant partis à l'armée, pour qui fabriquerait-on des chapeaux ?" A Bagnols-sur-Cèze, pour les mêmes raisons, "les jeunes filles employées à la manufacture de cartonnage ont été obligées d'interrompre leur travail." A

(2) Le 5 août 1914, une loi prévoit le versement d'une allocation de 1,25 F par jour + 0,50 F par enfant de moins de 16 ans pour les femmes de mobilisés sans ressource du fait du départ de leur mari.



Pour aider les femmes qui ont dû remplacer au travail les hommes mobilisés, on crée un peu partout cantines et garderies, qui prolongent l'entraide spontanée.

St-Laurent-de-Carnols, la fabrication des boîtes est suspendue depuis le début août...

Mais si tous les établissements industriels sont affectés, la situation n'est pas exactement la même partout. Le Languedoc est, au début du 20<sup>e</sup> siècle, une région surtout rurale, où les îlots industriels disséminés en bordure du Massif central n'offrent bien souvent qu'un complément d'activité à la population locale. Dans ce cas, l'arrêt du travail causé par la mobilisation, s'il fut certes gênant, ne priva pas les familles de la totalité de leurs ressources, les bras libérés par le chômage forcé trouvant à s'employer aux travaux des champs.

Toute autre est la situation du seul grand centre industriel des deux départements, à savoir le bassin d'Alès, le plus actif de tout le pays. Centre minier, l'arrondissement d'Alais tenait avant la guerre, pour les mines de combustible, le 3<sup>e</sup> rang en France après le Nord/Pas-de-Calais et la Loire ; mais aussi centre métallurgique (forges et aciéries), chimique (à Salindres), et textile. La fermeture des usines y est de courte durée, et d'ailleurs là non plus elle ne fut pas complète. A Tamaris, faubourg d'Alès, le directeur de la plus grosse entreprise de la région, la Compagnie des Forges, *"afin d'éviter la misère, occupe trois jours par semaine les quelques ouvriers non mobilisés."*

Dès septembre, les commandes de l'Etat commencent à arriver, ce dernier utilisant pour les besoins de la guerre le potentiel industriel de toutes les régions épargnées par les combats. C'est ainsi que l'usine de Tamaris est chargée de fabriquer des "rails et traverses pour chemin de fer à voie étroite". Pour pallier au manque de main-d'œuvre, la direction constitue des "équipes de fortune" selon le mot du sous-préfet, en regroupant tout le personnel non mobilisé des diverses usines de la Compagnie, et en faisant en particulier partir à Alès les ouvriers de Bessèges, à une trentaine de kilomètres de là. Ils sont en tout 850 à être employés le 12 septembre. En octobre, une nouvelle commande est passée pour des obus cette fois, et en même temps arrivent les premiers soldats mobilisés à l'arrière en usine. *"Dès lors la vie tamarisienne reprend son cours habituel."*

#### Vivre sans les hommes

Pendant ce temps, dans les campagnes, il faut affronter plusieurs problèmes à la fois. Tout d'abord, finir les travaux agricoles de l'été là où c'est nécessaire. Dans les régions méridionales, les moissons étaient terminées fin juillet, mais pas les battages. Depuis une cinquantaine d'années on avait recours à la batteuse mécanique qui tournait de ferme en ferme selon un

**République Française**  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

**VILLE DE BÉZIERS**

**GARDIENNAGES  
ET ECOLES MATERNELLES**

**AVIS**

**Le Maire de la Ville de Béziers a l'honneur d'informer les familles que, à partir de **Lundi prochain 7 Septembre** et jusqu'à la fin du mois, le repas de Midi sera assuré, par les soins de la Municipalité, aux enfants qui fréquentent les Gardiennages et les Ecoles Maternelles.**

Les parents qui désireront bénéficier de ces dispositions devront en faire la demande au personnel de l'Ecole.

Fait en l'Hôtel de Ville, à Béziers, le 5 Septembre 1914.

Pour le Maire :  
L'Adjoint délégué à l'Instruction Publique,  
**Antoine VERNET.**

Béziers Imp. Laspèyres

plan de travail déterminé à l'avance ; les ouvriers spécialistes, conducteurs et mécaniciens-réparateurs mobilisés comme tout le monde, c'est la paralysie immédiate. Mais presque aussitôt l'entraide spontanée s'organise : *"Les hommes qui ne partent pas au début de la mobilisation, les femmes et les enfants se mettent à l'ouvrage. On vient en aide aux voisins. L'esprit de solidarité se développe. On comprend que cette récolte précieuse doit être mise à l'abri."*

On se débrouille comme on peut : on reprend les rouleaux pour dépiquer à l'ancienne, mais alors on manque de chevaux et même de mulets : les bêtes les plus jeunes et les plus vigoureuses ont été réquisitionnées par l'armée. Ceux qui en ont gardé les prêtent à leurs voisins. Ainsi, au prix d'un surcroît de travail et de fatigue pour tous, en accumulant du retard, on parvient quand même à rentrer la récolte *"dans de bonnes conditions (tout est relatif)"*, comme le remarque l'instituteur de St-Julien-de-Peyrolas.

La grande affaire du Midi, en septembre, c'est la **vendange**. Là, tous les bras sans exception sont nécessaires :

ouvrières en chômage technique des filatures et autres fabriques, étrangers, Italiens et Espagnols, *"n'ayant pas voulu quitter le pays"*, premiers réfugiés du Nord de la France et de Belgique arrivés depuis peu, mais aussi enfants, vieillards et mères de famille restant habituellement au foyer. Pour aider ces dernières, les municipalités organisent, en commun avec les institutrices, des garderies pour les plus petits. Moyennant quoi, *"les vendanges s'effectuèrent, non pas d'une manière normale, mais du moins dans d'assez bonnes conditions."*

Simplement le cœur n'y était pas, ainsi qu'en témoigne l'institutrice d'Aubais : *"Les vendanges ne ressemblaient pas du tout à celles des années précédentes. Plus d'éclat de rire bruyant, plus de grivoiserie, plus de danse à l'ombre des grands arbres au son de la clarinette ou du hautbois : tout est silencieux. On cause de la guerre, on lit les journaux à haute voix pendant les heures de repos ; plus d'un profond soupir s'échappe des poitrines oppressées, plus d'une larme perle au bord des paupières tandis que la pensée s'envole vers les absents !.."*







#### La danse des fous

Une mascarade "classique" du Moyen Âge, représentée ici d'après une enluminure d'un manuscrit anglais de 1344

# Mascarades, joutes et quintaines populaires

Au milieu du 15<sup>e</sup> siècle, les mascarades et les quintaines des chevaliers ou joutes soulevaient l'enthousiasme dans tout l'Ouest de la France. Ces joutes consistaient en un exercice à la lance et à cheval, appelé aussi "cuintaine" (1). Il s'agissait de frapper en plein écu (bouclier) un mannequin armé. Ce mannequin était placé sur un pivot : si le cavalier, courant à bride abattue touchait le milieu de la targe (petit bouclier), cette sorte de trophée tournait sur lui-même ; mais, si le jouteur visait mal, les pièces du mannequin tombaient ou venaient frapper le cavalier maladroit. Tout chevalier nouvellement promu s'exerçait à ce jeu. Si la quintaine fut rapidement abandonnée par les chevaliers, les gens du peuple, en revanche, s'en emparèrent et, dans toutes les fêtes, on se mit à courir la "quintaine". A Dieppe, le jeu se faisait sur la terre ferme, mais il arrivait, dans certaines régions, comme à Chasse-neuil, en Poitou, que le jeu se fasse sur l'eau, dans des barques lancées à pleine vitesse. Honte au jouteur maladroit qui tombait à l'eau ! Mais aussi quelle joie pour le public qui assistait à ces jeux !

Il arrivait que parfois le peuple s'amusât à parodier les chevaliers. Pour ces fêtes populaires, la cible tournante fut bientôt remplacée par un mannequin représentant un ennemi à l'œil "très méchant", armé

d'un sabre de bois. Le 25 mars 1450, l'une des places de Dieppe grouillait d'un public nombreux venu assister au jeu de la quintaine organisé avec entrain par une bande joyeuse de cinq jeunes gens masqués et costumés en diabolins. Les assistants étaient d'autant plus turbulents et nombreux que la réjouissance était inattendue et... défendue. Effectivement, depuis 1445, les mascarades étaient condamnées par les autorités religieuses dans

toute la Normandie. L'année précédente, en la fête de l'Annonciation, l'archevêque de Rouen, Mgr Roussel, avait interdit formellement toutes les "farces et soties" en usage ainsi que le Carnaval au caractère licencieux. Bruits et rumeurs agitaient donc les Dieppois qui riaient de bon cœur, à la vue des masques, costumes et contorsions des acteurs. Mais le clou du spectacle c'était un mannequin grotesque représentant un gros soudard

## La descente des

### ANGLOYS, ET COMBAT

de six diceulx, contre six gentilz hommes  
Francoys, faitz pres la vile  
le de Therouenne. Avec  
la prinse du neuf  
Fosse.



#### Combat singulier entre un chevalier français et un anglais

Gravure sur bois  
du 16<sup>e</sup> siècle,  
pour une plaquette  
populaire  
intitulée "La  
descente des  
Anglois"  
(1550).

(1) Quintaine pourrait venir du mot latin "quintana" ou "quintania", qui désigne la cinquième voie du camp romain, où était aménagé un espace libre pour cet exercice.



**Lutteurs au 16<sup>e</sup> siècle.** Cette gravure sur bois est l'une des illustrations du maître allemand Lucas Cranach pour un ouvrage de 1539 sur "l'Art de la lutte."

anglais. Il faut dire que l'ennemi, (la guerre de Cent Ans touchait alors à sa fin) ainsi grossièrement représenté, ne pouvait que provoquer l'hilarité des spectateurs, ravis de le voir ainsi raillé. Un cavalier, déguisé en cavalier, caracolait tout autour de lui avant de lui tomber dessus et de le faire s'écrouler "lamentablement"...

On s'apprêtait à reprendre le jeu quand des sergents apparurent sur la place : vite, la foule se dispersa... mais tous les compères, joyeux diables et jouteurs, furent arrêtés. Ils payèrent leur témérité de quelques mois d'emprisonnement !

**A Chatillon/Sèvre (Deux-Sèvres)** une manifestation analogue à ces quintaines avait lieu. Connue sous le nom de **Bachelorie** elle réunissait des jeunes gens, célibataires, ou jeunes mariés sans enfant. Si les jeunes filles et les jeunes femmes étaient indispensables pour l'accomplissement de certaines séquences rituelles elles n'avaient qu'un rôle mineur. Dans la bachelorie, comme dans le Carnaval, les solidarités de clan ou de fortune disparaissaient : les fils de seigneurs, d'artisans, de paysans se cotoyaient. Les habitants envahissaient les rues durant 3 jours. Les autorités communales étaient dépossédées de leur pouvoir.

Le premier jour du jeu, les jeunes hommes, célibataires, rencontraient les nouveaux mariés à leur domicile, et dansaient tandis que par des para-

des, à pied et à cheval, ils prenaient possession du village. Le second jour avait lieu "la fessée du mouton". Les bacheliers de la ville et de la paroisse de St-Jouin, vêtus de leurs plus beaux habits, l'épée au côté, escortés de musiciens, allaient distribuer "un bouquet d'oranger aux nouvelles mariées" de l'année et les faire danser. Le décor était composé "d'un tonneau debout, servant de table et couvert d'une nappe" sur lequel on servait un pain et du vin au mouton qu'on y amenait (l'agneau, le pain et le vin sont des symboles chrétiens). La dernière mariée de l'année, une baguette à la main, faisait faire à l'animal récalcitrant, à trois reprises, le tour du tonneau. Cette cérémonie burlesque se terminait par un tour d'adresse. Chacun des jeunes gens mettait le mouton sur son dos puis le faisait pirouetter trois fois au-dessus de sa tête...

Enfin, le troisième jour, le dimanche, avait lieu une course. Au sortir de l'église les bacheliers saisissaient la première paysanne qui apparaissait à la porte, lui faisait danser la danse de la bergère ; après quoi, montés sur des chevaux enrubannés, précédés des deux derniers mariés de l'année, porteurs de deux drapeaux et deux épées garnies de fleurs, ils se rendaient dans une prairie où ils vidaient leurs gobelets, les jetaient en l'air et portaient à bride abattue. Les deux premiers arrivés au château étaient

déclarés vainqueurs et couronnés par la jeune fille de leur choix. Ces processions de cavaliers à cheval avec leur bel habit blanc, la cocarde au chapeau, l'épée au côté avaient grande allure. Les bacheliers avaient le pouvoir de juger (alors réservé au seigneur pendant l'année courante) et distribuaient blâmes et louanges au moyen de bouquets de fleurs ou de rameaux de verdure. C'était une sorte de tribunal populaire. Au 19<sup>e</sup> siècle, cette "antique fête" deviendra une fête comme toutes les autres avec mâts de cocagnes, feux de joie, guirlandes, fleurs et danses...

A Thure et à Scorbe Clairvaux, en Poitou, les jeunes garçons célibataires et les jeunes mariés pouvaient courir la quintaine sur la place publique ou au parc du château, à condition... de régler leurs droits au seigneur ; ces droits consistaient en une épaule de mouton, une paire de gants et une lance couronnée de fleurs. Chevaux et lances devaient être fournis par les bacheliers. Celui qui manquait à la règle était taxé d'une amende de 60 sols.

Près de Bressuire (Deux-Sèvres) au lieu-dit St-Clémentin, les bacheliers avaient le droit de couper un "mai" (arbre) le dernier dimanche d'avril au village de Chanteloup. Ils apportaient celui-ci à la sortie de la grand'messe et le dimanche de la Trinité les nouveaux mariés "courageaient" le mai (faisaient des rondes). Les bacheliers avaient droit à six pains blancs, à un pot de vin et au deuxième plat du souper de chaque mariage de l'année à venir. En contrepartie, ils devaient chanter une chanson et la mariée leur remettait alors un verre de vin. Des ménestriers accompagnaient les mariées qui devaient s'acquitter, devant l'église d'une chanson à l'issue des vêpres de la Pentecôte. La fête se terminait par des danses.

La paroisse de Genouillé (près de Charroux) célébrait sa bachelorie à Pentecôte. En pleine nuit, les bacheliers et leur "roi" se rendaient à Chatain pour des danses, luttes et jeux qui se terminaient souvent mal : "Les beuveries aidant il était rare que la ballade ne se terminât pas par un pugilat général dont les vainqueurs tiraient vanité pour le restant de l'année."

A Chenèche, pour avoir le droit de "**courir la bague**", le jour de la Saint-Fiacre, il fallait, en gants blancs, venir baiser le verrou de la porte d'entrée du château. Le "jeu de la bague" consistait, pour le cavalier lancé au galop, à enlever un ou plusieurs anneaux, suspendus à un poteau, à l'aide d'une lance. A Ver-



## DIABLERIE TRAGIQUE A SAINT-MAIXENT... UN MORT

Dans le Quart Livre (ch. 13) Rabelais fait raconter au seigneur de Basché l'histoire de la diablerie organisée par maître François Villon, qui sur ses vieux jours, se retira à Saint-Maixent en Poitou, protégé par un homme de bien, abbé de l'endroit. Là, pour divertir le peuple, il entreprit un jour de faire jouer la Passion en gestes et langages poitevins. Les rôles distribués, les joueurs bien entraînés, le théâtre paré, il dit au maire et aux échevins que le mystère pourrait être prêt à la fin des foires de Niort ; il restait seulement à trouver des costumes convenant aux personnages. Le maire et les échevins firent le nécessaire. Villon, pour habiller un vieux paysan qui jouait le rôle de Dieu le père, demanda à frère Etienne Tapequeue, sacristain des Cordeliers de l'endroit, de lui prêter une chape et une étole. Tapequeue refusa alléguant qu'il était rigoureusement interdit par leurs statuts provinciaux de donner ou prêter quelque chose aux acteurs. Villon répliqua que le statut concernait seulement les farces, les mascarades et les jeux relâchés, et qu'il avait vu faire cela à Bruxelles et ailleurs. Tapequeue, néanmoins, lui dit sur un ton catégorique, de chercher ailleurs si cela lui semblait bon, et de ne rien attendre de sa sacristie, car il n'en obtiendrait absolument rien. Villon en fit le rapport aux acteurs avec une grande indignation, ajoutant que Dieu les vengerait de Tapequeue et lui infligerait bientôt une punition exemplaire. Le samedi suivant, Villon fut averti que Tapequeue, sur la pouliche "à couvent" (ainsi nomment-ils une jument non encore saillie) était parti quêter à Saint-Ligaire et qu'il serait de retour vers les deux heures de l'après-midi. Alors, il fit représenter la scène des diables dans la ville et au marché.

Suit la description du costume des acteurs, déguisés comme des paysans de Breughel :

"Ses diables étaient tous caparaçonnés de peaux de loups, de veaux et de bœliers, passementés de têtes de moutons, de cornes de bœufs et de grandes



*"La poulte, toute effrayée, se mit au trot, à petz, à bonds et au gualot,.... tant qu'elle rua bas tapecoue..."*

fourchettes de cuisiniers, ceints de grosses courroies, d'où pendaient de grosses cloches de vaches et sonnettes de mulets faisant un bruit épouvantable".

On imagine aisément la joie du peuple et... la frayeur des petits enfants devant pareil spectacle d'autant que "certains tenaient dans leurs mains des bâtons noirs pleins de fusées ; d'autres, por-

taient de longs tisons allumés sur lesquels ils jetaient, à chaque carrefour, des pleines poignées de poix, de résine d'où jaillissaient du feu et une terrible fumée".

Mais, par diables interposés, Villon avait un projet précis : il avait décidé, ce jour-là, de se venger de Tapequeue ou Tapecoue. Après une répétition en ville Villon attira tout son monde hors de la ville afin de banquetter et de ne pas rater surtout l'arrivée du malheureux sacristain qui devait passer sur la route. Dès qu'il l'aperçut, Villon s'écria :

"Voici un né-natif de la race des gueux. De bribes transporteur en un sac des plus vieux."

Les diables s'exclamèrent alors : "Mort Dieu ! Il n'a pas voulu prêter une pauvre chape à Dieu le Père, faisons-lui peur !"

Ce à quoi Villon rétorqua qu'ils avaient bien raison, qu'il fallait se cacher et charger fusées et tisons. Dès que Tapequeue arriva tous les diables sortirent bruyamment à sa rencontre, jetant du feu, du goudron bouillant sur lui et sa pouliche... Les flammes et la fumée étouffante effarouchèrent la pauvre jument tout autant que le bruit de leurs cymbales et leurs cris : Hha hha hha hha brrrrrourrours hou ! La malheureuse bête se mit à "trotter, pêter, bondir, galoper, ruer, s'ébrouer, piaffer, repiaffer et pétarader" si bien que le pauvre homme, bien que se cramponnant à l'animal, fut désarçonné "son soulier, tailladé était si bien entortillé qu'il ne put le tirer (de l'étrier). Il était traîné par la pouliche à s'en mettre le cul à vif ; elle multipliait sans cesse les ruades contre lui et, de peur, quittait la route pour les haies, buissons et fossés. Ainsi, elle lui esquinata toute la tête, de sorte que sa cervelle se répandit près de la croix Osannière". Il s'agit d'une croix fort connue à Saint-Maixent. Dépecé, déchi-queté, le corps de Tapecoue fut ainsi transporté sur la place publique dans une atmosphère carnavalesque. Farce tragique !

ruyes (Deux-Sèvres) les nouveaux mariés étaient obligés, sous peine d'amende, de sauter près d'une source dans un trou profond, rempli d'eau. La vue de leurs beaux vêtements souillés ou de leur frayeur suscitait les éclats de rire de l'assistance.

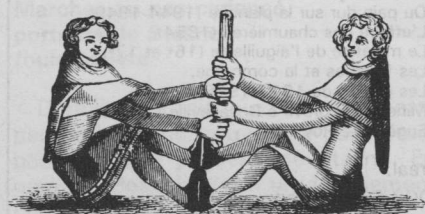
A Cellefrouin, canton de la Rochefoucault (Charente), le "baron" des

bacheliers était condamné, à la suite d'une cérémonie rituelle, autour d'une table, à être jeté dans la rivière ; on lui versait trois livres pour cela. Il présentait ensuite des bouquets à tous les spectateurs qui voulaient bien lui donner de l'argent ; en cas de refus ou de don jugé insuffisant il jetait ces derniers à l'eau (si, toutefois, il pouvait les attraper). Il recevait souvent l'aide des autres bacheliers, trop heureux de participer à l'action. Ce simulacre de noyade était peut-être le reste d'un rituel primitif où un être humain était réellement sacrifié à la Divinité des eaux... On trouve des cérémonies analogues un peu partout en France,

en Allemagne et en Europe centrale.

A Mezière-en-Brenne (Indre) les maladroits qui "tiraient la quintaine" sur l'eau devaient également s'y jeter trois fois et regagner la berge à la nage...

A la Renaissance le jeu de la bague, remplaça peu à peu la quintaine.



Deux jeux populaires du Moyen Âge (14<sup>e</sup> siècle). "Jeux de mains, jeux de vilains"... encore qu'à droite, il s'agisse d'un "jeu de pieds" !...



A Vouille (Vienne) pour la Noël, les habitants promenaient le dernier marié de l'année et lui faisait donner de l'argent, du pain et du vin ; malheur à celui qui ne s'en acquittait pas : il se voyait... dépouillé de ses vêtements ! Ensuite, on forçait les passants à faire la révérence à la "soulle", énorme boule décorée de lauriers qui trônait au milieu des bouteilles et des verres, sur le bord d'une fenêtre. Puis, la foule se transportait dans un lieu escarpé où deux camps devaient rivaliser pour s'en emparer. Si les hommes et femmes mariés gagnaient, le boule était jetée au milieu de la rivière... si, au contraire les garçons et filles l'emportaient on la jetait dans un puits et l'un des jeunes gens devait descendre, la tête en bas, la récupérer avant de se rendre chez les meuniers du coin recevoir des sommes d'argent, des aliments. Il ne s'agissait pas de refuser... sinon, vous étiez précipité dans le ruisseau.

Du 12<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècle, ces manifestations subirent peu de modifications. On continuait encore à tracer des cercles magiques avec des étendards autour de la soulle au début de ce siècle.

Par-delà les siècles, ces fêtes populaires persistent.

A Saint-Léonard (Haute-Vienne), le samedi qui suit le 6 novembre, c'est la sonnerie "aux deniers" : les hommes, à intervalles réguliers de trois heures, frappent sur les cloches avec des marteaux (jadis, ils lançaient des deniers aux enfants). Les serviettes de table en bandoulière (!) remplacent



Autre jeu de pieds, avec une escarpolette (14<sup>e</sup> siècle).

les beaux habits blancs, mais les hommes enfourchent les chevaux et, munis de "quilloux" (sorte de massue de bois renflée aux deux extrémités et que l'on saisit par le milieu) ils vont frapper la quintaine jusqu'à ce qu'elle se brise... Puis, le premier dimanche qui suit la Saint-Martial, au pont de Noblat, sur la route de Limoges, on organise (toujours avec

les serviettes en bandoulière...) la course à la bague.

Le dimanche des Rameaux, à Champagné (Sarthe) on peut encore assister à la "fête des lances", avec des cavaliers tout de blanc vêtus sur leurs chevaux.

Maguy GALLET-VILLECHANGE



## ENRICHISSEZ-VOUS POUR 50 F !

Vous aimez l'histoire populaire. Voici l'occasion de satisfaire votre gourmandise. Nous vous proposons 9 numéros de la revue d'histoire populaire LE PEUPLE FRANÇAIS qui est l'ancêtre direct de GAVROCHE. Pour la modique somme de 50 F vous disposerez de près de 400 pages de textes gravures et photos...

### N° 1 janvier-mars 1978

- Les abandons d'enfants sous l'Ancien Régime
- La grève de 1907 à Fiers.
- Malades et médecins (17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>).
- Les grèves d'ouvriers agricoles (été 1936).
- Eugène Pottier.
- L'affaire du canal de Suez (1956).

### N° 2 avril-juin 1978

- La séquestration des cadres.
- Des étudiants dans les usines en mai-juin 68.
- Les révoltes de la faim (1789-1792).
- Ecrire l'Histoire : les manuels scolaires.
- La guerilla de Greletti (17<sup>e</sup>)
- Mouvements populaires en Isère (1870-1871).
- La médecine populaire (17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>).
- La guerre des Toucouleurs (19<sup>e</sup>).

### N° 3 juillet-septembre 1978

- Les abandons d'enfants (II).
- L'œuvre sociale de la Commune.
- Gaston Couté chansonnier beauceron.
- Les Cheveux Verts du Pays d'Ouche.
- Une grève de mineurs en Bretagne (1793-1794).
- Les femmes et la guerre de 1914 : témoignages.
- Les terreurs blanches (1794-1814).
- Les Soviétiques alsaciens (1918)

### N° 4 octobre-décembre 1978

- Le bourrage de crâne de 1914-1918.
- 1096 la croisade populaire.
- Louise Michel.
- La justice à l'aube.
- La colonisation de la Guyane (17<sup>e</sup>)
- Une coutume amoureuse : le maraichinage.
- Une grève à Aubin (1869).
- Les sergents recruteurs (17<sup>e</sup>).

### N° 5 janvier-mars 1979

- La ligue du Midi (1870).
- L'école primaire (17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>).
- 1935, la riposte aux décrets-lois Laval.
- Les mineurs de Montceau (19<sup>e</sup>).
- Le marais vernier : une communauté rurale.
- La révolte des vignerons champenois de 1911.
- La Vendée : qui étaient les Vendéens ? (II)

### N° 6 avril-juin 1979

- La croisade des ménagères (19<sup>e</sup>).
- Les ouvriers agricoles provençaux (18<sup>e</sup>)
- Des colons en Guyane (18<sup>e</sup>)
- E. Menier : un capitaliste éclairé.
- L'école de village au 18<sup>e</sup> siècle.
- Une coopérative ouvrière (1902-1904).
- La Vendée : pourquoi la guerre ? (II)
- 1825, les tisserands du Houleme.

### N° 7 juillet-septembre 1979

- La Révolution de 1851 dans la Drôme.
- Les délits ruraux (1790-1815).
- Les guerres de religion en Normandie (16<sup>e</sup>).
- Les ouvrières et l'industrie de guerre en 1914-1918.
- La déchristianisation de l'An II.
- La conquête du Dahomey (1890-1892).
- La guerre de Vendée (III).

### N° 8 octobre-décembre 1979 (épuisé)

### N° 9 janvier-mars 1980

- Les lycées impériaux.
- Les universités populaires.
- 1909, la guerre des boutons.
- Les gueules noires du Calvados au 18<sup>e</sup> siècle.
- Le Théâtre de foire (17<sup>e</sup>).
- La corvée royale.

### N° 10 avril-juin 1980

- Du pain dur sur la planche (1944-1949).
- L'affaire des chaumières (1854).
- Le maléfice de l'aiguillette (16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>).
- Les femmes et la commune.
- Les grèves de 1917-1918.
- Mineurs en grève à Decazeville (1886).
- Eugène Le Roy.

Les 9 numéros pour 50 F Chèque à l'ordre d'Éditions Floréal.

Commande et règlement à adresser à : Editions FLOREAL, BP 872, 27008 Evreux Cedex



# UN MINEUR FRANÇAIS AU "PARADIS" DE STALINE (1936)



On voit ici une assemblée d'ouvriers et de militaires votant à main levée une journée de travail volontaire (*roubotnik*). C'était en 1926, peu d'années après la Révolution, alors que Staline achevait de se hisser, marche après marche, vers le pouvoir suprême.

Kléber Legay est un mineur, secrétaire de la Fédération nationale du sous-sol CGT (alors sous influence socialiste). A son retour d'URSS, il publie, le 5 décembre 1936, dans le quotidien *Le Populaire* (SFIO) un premier article controversé sur ses impressions de voyage. Pour couper court à la polémique, il décide d'écrire un livre qui est imprimé à 50 exemplaires, en octobre 1937, sous le titre : "Un mineur français chez les Russes". Il le fait surtout, écrit-il, parce qu'il ne peut "laisser ignorer aux travailleurs français des choses qu'on leur a trop longtemps cachées, à des fins politiques tendant à introduire en France un régime à l'image de celui de l'URSS."

Voici des extraits de cet ouvrage resté quasi-confidentiel, paru à peu près au moment où André Gide, émerveillé par ce qu'on lui avait montré de l'URSS, se rapprochait des communistes...

## Marches au pas cadencé, portraits de Staline, foule pauvre

Depuis qu'il fait jour, sur tout notre parcours, on ne trouve que pancartes, banderoles et portraits de Staline. En gare de Moscou, il y a un déploiement considérable de calicots semblables.

Des orchestres nous attendent sur le quai et nous conduisent, sans formalité aucune, sur le perron de la gare. Quelques centaines de camarades nous reçoivent, formant le cercle à la porte de sortie. Un moment plus tard, la foule de curieux forme une masse assez importante, puis commence la série des discours auxquels Hénaff répondra au

nom de la délégation française. On nous remet des fleurs enveloppées de papier journal, et nous partons en autocar pour le Grand Hôtel, près de la Place Rouge, face au musée Lénine. Durant ce trajet, nous croisons des foules de personnes pour la plupart de mise médiocre ; beaucoup parmi elles sont sales.

Les préparatifs pour la Journée anniversaire de la Révolution sont très activement poussés. Il n'existe aucun immeuble qui ne porte, haute parfois de plusieurs mètres, la photo d'un membre du Gouvernement. Devant le Grand Théâtre, on a placé une statue de Staline haute de huit mètres environ. Partout des images, de grandeur démesurée, du génial Staline.

Sitôt après le repas de midi, on nous informe qu'à 5 heures, ce soir, nous visiterons le musée de Lénine. Toutes les péripéties de sa vie y sont relatées avec, à certain moment de son existence, ses lieutenants de la Grande





Staline avec Lénine

Ce document est peut-être un montage réalisé pour la propagande stalinienne, bien après la mort de Lénine.

Révolution, sauf un dont on ne trouve nulle trace : Trotski.

Chose curieuse, ce musée, consacré à la mémoire de Lénine, semble plutôt être celui de Staline.

Le soir, sitôt cette visite, on nous annonce que nous allons assister à la séance solennelle de l'anniversaire de la Révolution au Grand Théâtre. L'ancienne loge du Tsar est réservée à la délégation française. Nous pensions qu'en régime prolétarien, cette cérémonie devait avoir un caractère d'extrême simplicité. Au contraire, elle revêt un luxe et un appareil d'allure la plus militarisée qui soit.

Sur la grande scène, ont pris place tous les membres du gouvernement. Dès que Staline apparaît, encadré d'une dizaine d'officiers sabre au clair, d'interminables ovations saluent son arrivée. Lui-même s'applaudit et les acclamations de la salle ne cessent que lorsque Staline s'arrête. J'ai trouvé cela comique.

Le lendemain matin, de très bonne heure, on nous appelle. A 7 heures, il faut avoir déjeuné et être prêts à se rendre sur la place Rouge en vue d'assister à la grande parade militaire et au défilé ouvrier. On nous remet un casse-croûte après le petit déjeuner, on nous rassemble ensuite, devant l'hôtel, en colonnes par quatre. On essaie de nous faire marcher au pas cadencé, voire en chantant. Nous nous refusons à cette comédie.

Enfin, nous assistons à la manifestation. Staline se fait applaudir ; Vorochilov encore plus. Il n'est pas jusqu'aux camarades communistes français, qui ne trépignent d'enthousiasme à la vue de ce dernier et à la discipline de fer que subit la Troupe qui resta immobile, par un froid vif, plusieurs heures durant. Pendant plus d'une heure, nous assisterons au défilé militaire où tous les engins modernes de destructions seront représentés. Puis ce sera l'immense défilé d'ouvriers et ouvrières,

porteurs de pancartes, de calicots publiant les chiffres de production atteints dans certaines professions. Des tableaux énormes, représentant tous les chefs de l'Etat soviétique passeront devant nous, par milliers. J'ai peine à croire que ce soient les ouvriers eux-mêmes qui aient pris une telle initiative...

#### "Jolies toilettes" et mendiants

Le 9 novembre, de nouveau, je demande où en est notre départ pour les mines. On nous fait connaître qu'étant à Moscou, nous ne devons pas en partir sans y faire quelques visites.

Nous partons pour l'usine de construction d'avions, nous dit-on. Les autocars, à travers des routes défoncées toujours, nous transportent en fait d'usine de construction, dans un camp d'aviation en préparation. Il y a là une dizaine d'avions qui stationnent sans hangar. Le chef de camp nous rassemble sous un abri de construction toute récente et on commence à nous bourrer de discours.

On nous présente une femme d'aviateur qui nous raconte qu'elle connaît la mécanique et qu'elle sera bientôt aviatrice elle-même. Un parachutiste, qui autrefois était métallo, est maintenant professeur de parachutisme. Il ajoute que déjà il a fait trois cents élèves parachutistes. Tout à l'heure il fera un saut dans le vide, malgré un temps épouvantable.

Au retour de cette visite, la délégation des mineurs est invitée à assister à une représentation théâtrale. Nous y allons. Après que les spectateurs eurent longuement applaudi une délégation de miliciens espagnols, qui venait de faire son arrivée, on annonce notre présence. On nous cherche des yeux ; nous levons le poing pour nous faire repérer.

Ceux qui entourent nos fauteuils ne

sont pas de mise aussi misérable que la population qui grouille dans la rue. Il y a là de jolies toilettes de dames et de messieurs, un grand nombre d'officiers en compagnie de femmes dont la tenue vestimentaire ne redoit rien à celle des femmes de nos plus brillants galonnés français.

Parmi les usines de Moscou, que nous, mineurs, avions choisies pour nos visites, puisque nous y fûmes obligés, se trouvaient le combinat de la viande, une fabrique de chaussures et une fabrique de confitures.

La première visite fut pour le combinat. Le 9 novembre, mon camarade Sinot et moi, vers 8h1/2, sommes déposés devant la porte de l'hôtel. Nous observons le va-et-vient de la population lorsqu'une jeune femme se présente à nous la main tendue. C'est une mendiante, nous n'avons pas d'argent russe, nous ne pouvons lui faire l'aumône. Elle insiste et, par signes, nous essayons de lui faire comprendre que nous ne pouvons la satisfaire. En même temps, une femme russe qui se trouvait sur le pas de la porte de l'hôtel s'avance et l'invite, sans doute, à s'éloigner. N'y parvenant pas, elle rentre à l'hôtel chercher un homme, qui peut-être réussira mieux qu'elle. La mendiante doit savoir à quoi s'en tenir, car elle disparaît, en sanglotant, avant l'arrivée de celui qu'on était allé chercher pour la chasser.

D'accord avec Sinot, je demande à la camarade qui était revenue se placer à la porte ce que voulait cette mendiante. Celle-ci, levant les épaules, me déclare en russe, qu'elle ne comprend pas le français. Chose curieuse, tout le temps que nous sommes restés à l'hôtel, elle se tient sur la porte à un mètre de nous. Nous mettons à faire les cent pas, sur le trottoir, devant le bâtiment, elle en fait autant. Sinot et moi, continuons notre conversation, échangeons des impressions sur ce que nous avons vu, sans nous préoccuper de la dame en question. Notre surprise fut grande, quand le soir de la réception de Kalinine (membre du gouvernement) nous vîmes cette même femme, qui nous avait dit ne pas comprendre notre langue, traduire le discours de Kalinine en un français plus correct que je ne le parle moi-même.

#### 13 heures de travail pour les plus de 60 ans

Un autocar, pour nous cinq, nous emmène faire la visite de ce gigantesque abattoir. Le combinat occupe 11 000 travailleurs, ouvriers et surtout ouvrières. Sur ce chiffre, 7 000 sont employés à l'usine proprement dite, les 4 000 autres dans les sovkozes (fermes d'Etat), aux livraisons.

Avant la visite de l'usine, nous avons une longue conversation avec le directeur sur les conditions de salaires et de travail, sur les œuvres dont bénéficient les ouvriers et ouvrières. Nous apprenons : que le personnel est divisé en deux postes, faisant chacun sept heures de travail effectif coupées, par un repas de une heure et demie ; que le





Extraction artisanale du pétrole dans les nouveaux gisements découverts après la Révolution à Bakou.

saire moyen, pour l'ensemble du personnel, varie entre 200 et 210 roubles par mois ; qu'un certain nombre d'ouvriers gagnent 500 roubles et même dépassent 1 000 roubles par mois. Retenant ces chiffres, je lui demande de bien vouloir me faire connaître le pourcentage d'ouvriers gagnant moins de 200 roubles et plus de 1 000 roubles. Sentant l'importance de ma question, par rapport au chiffre de 200 à 210 roubles, le directeur répond : "Quelques dizaines en plus ou en moins, c'est insignifiant."

Ce qui n'empêche pas notre directeur, au cours du repas qui nous fut servi après la visite, de dire dans le discours qu'il prononça, que plus de 1 000 ouvriers dépassaient 1 000 roubles de salaire mensuel !!

Passons à la visite du combinat. Nous apprenons que, sur les 77 chaînes de travail, 8 000 bêtes sont, chaque jour, réduites en saucisses et conserves. L'organisation est magnifique, la cadence du travail réglée très sérieusement et on ne permet pas l'emploi d'ouvriers malhabiles. Nous interrogeons les ouvriers d'un tapis roulant, où l'on ne fait que le désossage des gigots. L'équipe travaille aux pièces. Chaque travailleur doit désosser 150 gigots par jour pour 200 roubles de salaire mensuel.

Je demande à une femme de l'équipe : "Combien gagnez-vous ?"

— 160 roubles par mois", répond-elle.

"L'équipe est mauvaise et ne remplit pas la norme", traduit l'interprète. Nous regardons travailler cette équipe un moment. J'affirme qu'elle le fait avec ardeur ; je ne pense pas qu'elle puisse faire mieux. Je le dis aux officiels et pose à nouveau des questions.

— Y a-t-il un salaire minimum garanti à chaque ouvrier ?

— Oui, mais pour une norme fixe à remplir, précise-t-on.

Je déclare alors :

— Ce n'est pas ainsi que je comprends le minimum garanti. Votre système ne répond pas à la question posée. Pour nous, Français, le salaire minimum est la garantie, pour l'ouvrier, lorsqu'il met le pied dans la mine de toucher un salaire connu par lui, et en dessous duquel le patron ne peut descendre, même si le rendement attendu n'est pas atteint."

A cela les Russes opposent leur système : "Ici, nous établissons d'abord la part de travail que doit remplir chaque ouvrier. En échange de celle-ci, nous garantissons un salaire. Si l'ouvrier ne remplit que 80 % du salaire imposé, il n'aura que 80 % du salaire promis. Autrement dit : pour 150 gigots désossés par journée de travail, le salaire de 200 roubles par mois est garanti. Si l'ouvrier ne fait qu'une moyenne de 120 au lieu de 150 il n'aura que 80 % des 200 roubles, soit 160 roubles." Nous faisons observer que c'est là un moyen qui n'a rien de socialiste. On nous répond : "Nous avons besoin d'une production élevée ; la méthode de rémunération est efficace et nécessaire comme stimulant au travail."

Des hommes et des femmes sont interrogés par l'un et l'autre d'entre nous. Systématiquement, se souvenant de notre conversation lorsqu'il s'agit de salaire, les réponses que nous traduit l'interprète officiel ne varient pas. C'est toujours 200 à 210 roubles. Nous comprenons la manœuvre, aussi nous cessons de poser des questions de salaires. Nous remarquons, en poursuivant notre visite, un certain nombre d'hommes et de femmes âgés. Voici quelqu'un qui nous semble bien vieux ; nous l'interrogeons. C'est un homme de 64 ans, nous dit-on. Pourquoi donc travaille-t-il encore à cet âge ?

On nous répond :

— Cet ouvrier ne peut pas justifier

avoir travaillé trente, mais seulement neuf années.

— Vous n'avez pas de proportionnelle, demandons-nous ?

— Si, à partir de neuf ans, à raison de 35 % du salaire gagné pendant les cinq derniers mois de travail et 2 % en plus pour chaque année supplémentaire. Pour trente années de travail, à 60 ans, les ouvriers ont droit à une retraite de 60 % du salaire gagné, basée sur les cinq derniers mois de travail.

— Combien gagne-t-il, ce vieux travailleur ?

— 160 roubles par mois.

Si on tient compte de ce taux, calculé à 60 % à trente ans de services, c'est donc à une retraite annuelle d'à peu près 1 100 roubles qu'il aurait droit. Nous comprenons pourquoi les vieux, et même les vieilles, continuent à travailler à 60 ans passés.

Notre visite et notre repas terminés, nous demandons à voir une des œuvres sociales de l'usine. On nous propose le jardin d'enfants ; nous acceptons. J'espérais qu'il s'agissait d'un immense parc où les enfants des 7 000 ouvriers et ouvrières de l'usine s'ébattaient. Une fois de plus, je m'étais trompé. Nous visitons un bâtiment de construction médiocre, caricature inférieure de nos écoles maternelles, et où il n'y a place que pour 70 enfants. Pas de cour et encore moins de jardin, mais une salle de jeux avec une immense photo de Staline et Vorochilof.

On nous dit le lendemain : "Tenez-vous prêts, à 10 heures, on viendra vous chercher pour visiter une fabrique de chaussures." A midi, nous attendions toujours, n'osant pas nous éloigner. A 14 heures, après déjeuner, sur une intervention de Vigne, on nous fait savoir que l'on vient immédiatement nous prendre. A 14h30, nous recevons la visite du camarade Talalai qui nous fait connaître que nous ne pourrions voir

la fabrique de chaussures ni celle de confitures. On nous conduit au plan du nouveau Moscou. Nous protestons, nous voulons savoir pourquoi nous ne pouvons faire les visites promises. Peut-être avons-nous été trop curieux, hier, à celle du combinat.

Nous sommes logés au Grand Hôtel depuis notre arrivée à Moscou. Pendant trois jours consécutifs, Sinot et moi, observons que la plupart des garçons de table sont très âgés, certains dépassent 60 ans, et qu'ils sont de service tous les jours de 9 heures du matin jusqu'à 1 heure après minuit.

Après la visite du plan de Moscou, nous sommes invités à un repas fraternel à l'Hôtel Métropole, où nous rencontrons les présidents de tous les syndicats de mineurs. Notre repas est des plus copieux ; l'alcool ne fait pas défaut. Le Président annonce que personne ne pourra refuser de prendre la parole, lorsqu'on la lui donnera. Je sais ce que cela signifie, car jusqu'à présent, on n'a pu me faire prononcer aucun discours, ni m'arracher aucune déclaration. On ne pourra non plus refuser de boire lorsque le Président en donnera l'ordre. Et d'emplir aussitôt nos verres de vodka ; je verse de l'eau dans le mien pour pouvoir trinquer.

Le Président proteste en disant : "Legay doit faire comme les autres." A minuit exactement, pour la première fois depuis que nous sommes là, un orchestre commence à jouer. Nous ouvrons la fenêtre de la pièce où nous nous trouvons et nous découvrons une grande salle, dans laquelle, autour de tables très bien garnies, se presse une nombreuse assistance d'hommes et de femmes élégamment habillés.

Je demande au président du syndicat des mineurs de tourbe, quels sont ces gens qui commencent à s'amuser à une heure aussi avancée de la nuit. Après s'être informé lui-même — ou avoir fait semblant — il m'apprend que ce sont des employés, des techniciens, des ingénieurs qui ont terminé leur travail ce soir à 11 heures et viennent s'amuser puisqu'ils sont en repos demain.

Je lui fais observer qu'il y a eu chômage complet jusqu'au 8 novembre, que nous sommes le 10 et comme on n'a droit à un repos qu'après cinq jours de travail, cela est tout à fait bizarre. J'ajoute : "Au Grand Hôtel, où je suis logé, la musique commence également chaque soir à minuit. L'explication que vous venez de me donner vaut-elle pour là aussi ?" Très embarrassé, mon camarade président ne répond ni à l'une, ni à l'autre objection.

#### Une pièce unique pour 4 personnes

Nous avons le plaisir de faire la rencontre du camarade Olzanski, ancien militant de la Fédération des Mineurs unitaires de France, expulsé de notre pays. Nous lui demandons s'il voudrait nous faire visiter son logement et nous parler de sa vie en Russie. Olzanski nous raconte qu'il gagne 350 roubles

par mois, qu'il est logé dans une des chambres d'un grand immeuble.

A l'étage où il habite, se trouvent onze familles. Son logement se compose d'une pièce unique, pour lui, sa femme et ses trois enfants. Pour toutes les familles, il n'existe qu'un seul fourneau en commun pour la cuisine. Nous lui demandons : "Comment payez-vous le logement, le chauffage, l'éclairage, les charges en général ?

— Pour le loyer, nous payons au prorata du nombre dans chaque famille." Si on estime que logement, éclairage, réparations et entretien de l'immeuble ont entraîné 2 000 roubles de dépenses, on divise ce nombre par celui des habitants.

Un autre locataire, voisin d'Olzanski, dont la famille se compose de trois membres, dont deux qui travaillent et gagnent plus qu'Olzanski, ne paie que pour trois. Egalité bien mal répartie, on en conviendra, ce qui d'ailleurs ne doit pas beaucoup satisfaire Olzanski, car, chaque soir, lorsqu'il venait nous voir, il me demandait d'intervenir auprès de Léon Blum pour le faire rentrer en France.

#### Les stakanovistes ? Peu au travail, beaucoup à table...

Après huit jours de séjour forcé à Moscou, le 13 novembre, à 22 heures, nous partons pour le bassin du Donetz. Nous prenons place dans un wagon de deuxième classe qui va nous servir d'hôtel pendant les douze jours de visite dans les mines. Car, on ne nous permettra pas d'en sortir, même pour coucher.

Après une longue nuit en chemin de fer, nous arrivons le lendemain soir à Gorlofka, centre minier très important. Sitôt notre wagon garé, les responsables locaux viennent nous chercher pour nous conduire au club ouvrier, où, après avoir visité l'établissement, nous assisterons à une séance cinématographique. Dans une des salles du club, nous trouvons affichées les photos de ceux des ouvriers mineurs qui ont atteint les plus forts rendements, ainsi que les salaires gagnés par eux. Les graphiques suivants ont frappé mon attention :

— 1934 : dépenses pour frais de malades admis dans les sanatorium-préventorium : 36 000 roubles pour 1 951 ouvriers (avant le système stakanoviste),

— 1936 : 106 000 roubles pour 1 920 ouvriers occupés dans la mine.

J'ai posé la question suivante à l'interprète : "Est-ce que ces dépenses ont pour but de soigner des personnes malades ?" L'interprète m'a répondu : "Seuls sont admis, dans ces établissements, des ouvriers ou ayants-droit réellement malades." Le stakanovisme, méthode de rationalisation, cause donc de sérieux ravages parmi les mineurs russes...

Après la visite du club, nous assistons à un repas auquel participent le

directeur du Trust minier et le président du Syndicat. Je fais connaître au directeur mon opinion sur les rendements records des Stakanovistes. Je lui dis nettement que pour croire, je veux voir.

— Vous en verrez un tout à l'heure, me répond-il, et il nous cite son nom que je n'ai pas retenu. Vous en verrez aussi un autre demain, au travail, dans la mine que vous visiterez. J'attends encore pour voir un de ces phénomènes. J'ai quitté la Russie sans en avoir vu un au travail, mais j'en ai aperçu à table.

Après le directeur, j'engage une conversation avec le camarade Schmidt, président du Syndicat. Je lui demande : "Est-ce vrai qu'il y a des femmes qui travaillent au fond des puits de mines ?"

#### "Le travail des femmes au fond des puits n'est pas pénible..."

— Très peu, me dit-il, et qui ne sont occupées qu'à des travaux légers aux abords des puits.

Je lui fais part de ma surprise d'apprendre que dans un régime socialiste, on oblige les femmes à un tel travail et je lui signale que la Russie est le seul pays, y compris même les pays fascistes, où des femmes sont occupées dans les travaux souterrains. Il me fait pour réponse : qu'il est préférable de voir les femmes occupées aux travaux de la mine, que de les voir, comme chez nous, livrées à la prostitution.

— Qui vous a dit cela, où l'avez-vous constaté ? lui demandai-je. Evidemment, il fut très embarrassé.

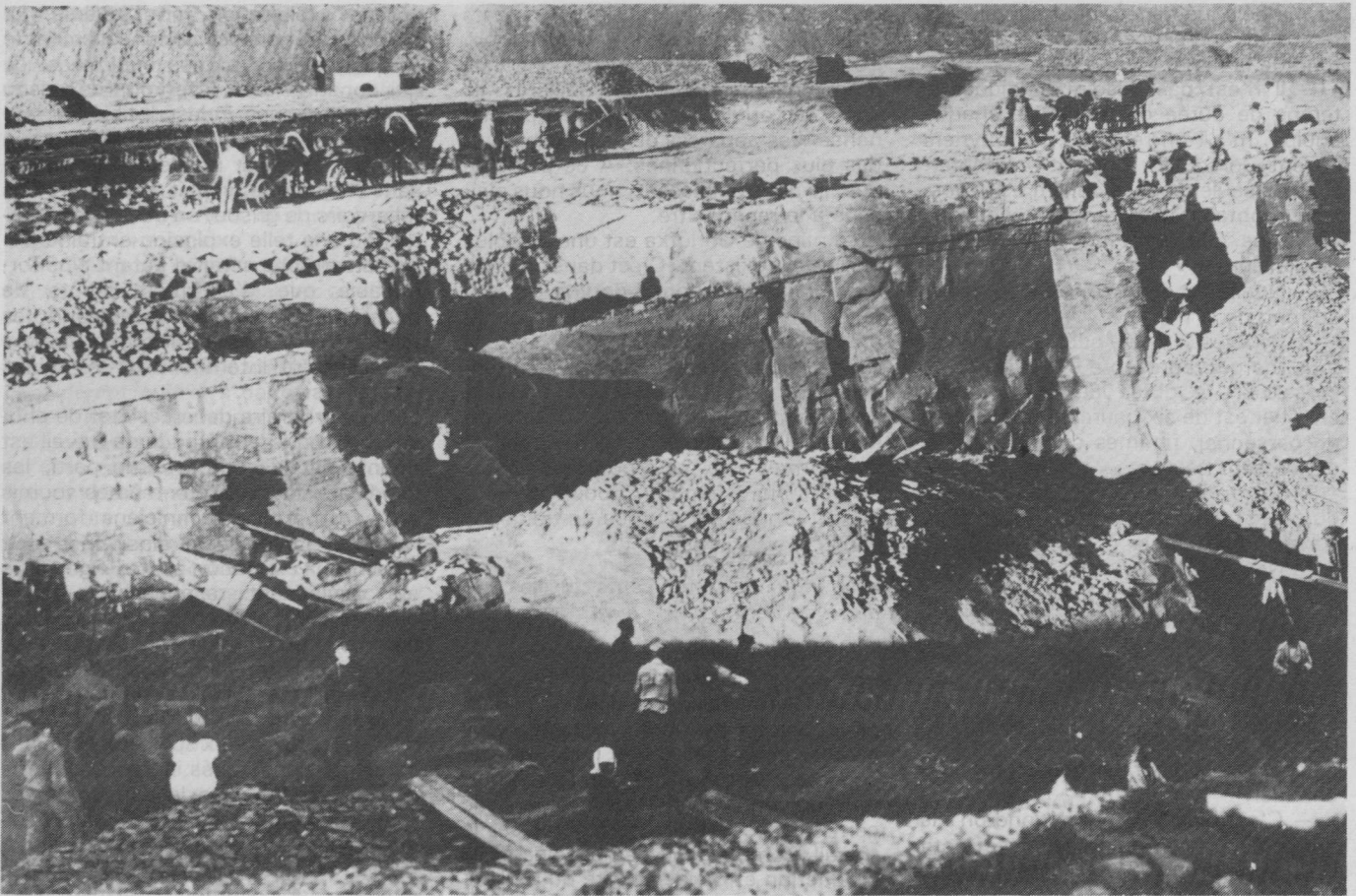
— Enfin, me dit-on, vous verrez demain que le travail des femmes au fond de la mine n'est pas pénible.

Le lendemain matin en effet, on vient nous chercher pour visiter la mine de Gorlowka. Au long de notre parcours au fond, nous rencontrons des femmes occupées à tous les travaux, sauf ceux de l'abattage. Sur 45 personnes que nous avons pu rencontrer, j'ai compté 22 femmes. Elles sont occupées à des travaux légers, nous avait-on dit la veille : quel mensonge !

Nous en avons vu à front de taille, dans les conditions suivantes : au pied d'une taille en exploitation en demi-verticale, se trouvaient trois femmes. Deux d'entre elles étaient obligées de charger 20 à 25 tonnes de charbon provenant de la taille dans des berlines d'une contenance d'une tonne et demie. Une autre était occupée à l'avancement avec un ouvrier abatteur. Ce travail consiste à rejeter plusieurs mètres en arrière, de 18 à 20 tonnes de charbon pour un salaire de 180 roubles par mois, alors que son camarade homme, qui est un stakanoviste, en gagne 700... Ce dernier ne peut gagner cette somme que dans la mesure où la femme maintient son effort.

J'ai interrogé une des deux femmes chargeuses, âgée de 28 ans, elle m'a dit gagner, pour son travail très pénible, 150 roubles par mois. Lui ayant demandé si elle ne préférerait pas travailler au jour, l'interprète m'a répondu qu'elle gagnait plus au fond. Mais alors,





La mine "Staline", ouverte en 1925 dans le bassin du Donetz.

La boucle du Don, de chaque côté du Donetz (affluent du grand fleuve) devenue le "Donbass", est le plus grand bassin houiller d'URSS. L'industrialisation à étapes forcées mise en marche par Staline en a fait un centre sidérurgique très important.

les salaires du fond n'étant que de 5 roubles, et supérieurs à ceux du jour, quels doivent être les salaires des femmes du jour ? Comme je manifestais ma surprise d'en voir une à front de taille, en plein danger, on me répondit qu'on ne l'obligeait pas à faire ce travail ; que c'était elle-même qui l'avait demandé afin de gagner davantage.

Je ne sais pas comment des militants communistes justifient la chose, mais à mon avis, il n'y a que deux manières d'obliger la femme à un travail qui n'est pas fait pour elle et que le moindre bon sens réprouve. La première : imposer ce travail par la force brutale. La seconde : en refusant au mari la somme de salaire nécessaire au foyer ou, s'il s'agit d'une travailleuse célibataire, en ne la payant suffisamment que pour les travaux du fond.

### "En France, aucun mineur n'accepterait..."

Enfin, ici, à la mine, je suis dans mon élément ; je suis certain qu'on ne me roulera pas ; d'ailleurs dès les premières discussions on a dû s'en apercevoir.

Les hommes en abattage sont-ils moins malheureux ? C'est ce que nous allons voir. L'exploitation se fait par gradins de 20 mètres, le pied de la taille marchant en avant de sorte qu'il se trouve à plus de 30 mètres en avance sur le haut. La mine est grisouteuse, à dégagement spontané, nous a-t-on dit. Dans chaque gradin, on laisse partir le

charbon au fur et à mesure qu'il est abattu. Lorsque les huit gradins sont en pleine production, on devine quel est l'état atmosphérique d'un pareil chantier. Ajoutons pour être complet, qu'on ne procède à aucun remblayage. Au cours de notre visite, avouons-le franchement, nous avons eu la frousse. Les terrains du toit sont soufflés, cassurés, le boisage extrêmement mauvais. Les dangers, selon nous, étaient tels, que nous ne sommes pas montés jusqu'en haut de la taille. En France aucun mineur n'accepterait de travailler dans des conditions semblables.

A la remonte du puits, je demande au directeur de nous autoriser à visiter les lavabos réservés au personnel et de bien vouloir nous y accompagner. Il y consent volontiers et grande est notre stupéfaction de constater les faits suivants : d'abord que l'on peut qualifier cela de "lavabos", mais en réalité que ce n'est qu'une pétaudière.

Si on obligeait nos mineurs français à se servir d'un pareil local, qu'est-ce qu'on entendrait ! A notre entrée, nous trouvons des groupes de travailleurs nus comme ver, au milieu de femmes qui reçoivent leurs habits sales. Des ouvriers lavés, passent, nus, un à un, devant d'autres femmes, afin de se faire remettre leurs habits propres. Un seul lavabo existe pour l'ensemble du personnel, femmes et hommes. A l'heure de la montée ou de la descente d'un poste régulier, les uns et les autres font leur toilette ensemble.

### "Ni dimanche, ni fêtes"

Une fois lavés, nous engageons de nouvelles conversations avec les dirigeants du puits. Quelque chose m'intéressait spécialement : connaître la durée exacte du travail.

J'aborde un ingénieur et par le truchement de notre inséparable interprète officiel, je l'interroge : — Comment sont organisées la descente et la remonte du personnel ? Comment sont organisées les équipes pour la constitution des postes ?

Les mineurs français à qui, pendant de nombreuses années, on a cité en exemple le sort des mineurs soviétiques, vont aller de surprise en surprise. Voici en effet les explications que j'ai obtenues :

— Seules sont indiquées sur le tableau que vous voyez les heures de descente. Les ouvriers sont divisés en six équipes. La première descend à 5h45, la deuxième à 11h50, la troisième à 13h45, la quatrième à 17h50, la cinquième à 21h45 et la sixième à 23h50.

— Comment se fait-il qu'en face de l'heure de descente d'une équipe ne soit pas indiquée l'heure de remonte ? ai-je alors demandé. Quel intérêt avez-vous à former un si grand nombre d'équipes ? Comment vous est-il possible de contrôler efficacement la durée de travail ?

Je ne vois pas bien de quelle façon, avec un système pareil, brouillé à plai-

sir, un délégué mineur peut surveiller le temps de présence du personnel au fond de la mine.

— Il n'est pas besoin d'indiquer le temps de durée de travail de chaque équipe, m'a-t-on répondu, les ouvriers savent lorsqu'ils doivent remonter. C'est la seule réponse qu'il m'a été possible d'obtenir sur toutes les questions ci-dessus. Je continue à interroger l'ingénieur.

— Quelle est la durée réelle du travail au fond de la mine ?

— Pour les ouvriers occupés à l'abatage, ce qui représente 18 à 20 % du personnel, la durée de présence au chantier est de six heures. Pour le reste du personnel, femmes comprises, elle est de sept heures.

— Comprenez-vous, dans cette durée, le temps nécessaire à un arrêt de travail pour manger ?

— Non, il n'est pas d'usage d'arrêter le travail pour manger, la journée de six ou sept heures permettant de faire le poste sans aucun arrêt.

— Si je saisis bien, dis-je, ne sont compris dans vos sept heures de présence à la mine, ni le temps nécessaire pour la descente, la remonte, le parcours au fond, pour l'aller et le retour du chantier.

— C'est bien cela, me répond-on : la durée du travail est le temps effectif occupé à produire ; le reste s'ajoute aux sept heures.

Nous sommes loin des affirmations colportées en France, par tous ceux qui, avant nous, sont venus en URSS. Je ne peux pas m'arrêter en si bon chemin, devant de pareils aveux. Je demande comment est organisée la semaine de travail.

Réponse : "On a supprimé les noms des jours de la semaine, nous ne connaissons ni lundi, ni samedi, ni dimanche, mais les dates seulement. Les ouvriers travaillent cinq jours et se reposent le sixième. La mine ne ferme jamais. Du 1er janvier au 31 décembre, sauf le 1er mai et à l'anniversaire de la Révolution, il n'y a aucun arrêt collectif de travail. Le personnel est réparti en six équipes dont l'une, chaque jour, est au repos. Les cinq autres travaillent."

Je suis vraiment abasourdi. Je ne puis m'expliquer qu'un régime dit prolétarien ne connaisse ni fête, ni dimanche dans l'année ; que le travail soit organisé de manière à ce qu'aucune réunion de famille ne soit possible, pas plus que la tenue de réunions pour l'ensemble d'un établissement.

En comparant la durée journalière réelle du travail, la semaine de travail et les journées de repos, chez les mineurs soviétiques et ceux de chez nous, on constate que :

— Les mineurs russes travaillent 301 jours par an avec près de 8 heures par jour de présence à la mine, soit 5 jours à 8 heures = 40 heures pour une journée de repos.

— En France, les mineurs travaillent 251 jours avec des semaines de 38h40, pour deux journées de repos.

Après cette discussion, nous allons faire un tour à l'extérieur de la mine. Un

poste de secours pour cas d'accidents graves à la mine fait notre admiration. Tous les sauveteurs sont des hommes d'un type spécial, solides gaillards. Ils sont bien outillés et siègent en permanence. Les appareils de sauvetage sont des plus perfectionnés. A ce point de vue, ils nous dépassent, nous nous plaisons à le reconnaître.

La mine de Gorlofka est une des plus vieilles qui existent. C'est dans ce puits qu'il nous a été donné de voir les premiers chantiers où travaillent des stakhanovistes. Elle appartenait, avant la guerre, à un groupe de capitalistes français. Mal organisée à cette époque, exploitant seulement les couches riches, elle produisait à peine un millier de tonnes de charbon par jour. Aujourd'hui, ce puits produit de 4 à 5 000 tonnes par journée de travail.

### Huit ingénieurs innocents fusillés sur ordre du Parti

On nous a fait connaître une méthode que nous ne recommandons pas dans les mines françaises. Je pense, et beaucoup seront de mon avis, que les cadres techniques d'une mine, en raison des responsabilités qu'ils supportent, doivent avoir la possibilité, sous le contrôle des Syndicats, d'organiser le travail, compte tenu des besoins de la production et de la sécurité du personnel qu'ils ont charge d'assurer.

En Russie, si j'en crois les renseignements fournis, les choses ne se passent pas ainsi. Le principe essentiel mis en avant, est celui de l'économie dans la production : produire le plus possible et au plus bas prix. Tout cela serait parfait si n'étaient en jeu des vies humaines qui comptent et doivent compter davantage en régime ouvrier.

Pour réaliser le principe, voici comment est organisée l'exploitation de mines. Lorsque le puits est "foncé", les galeries sont tracées jusqu'à la limite du champ d'exploitation à entreprendre. C'est alors seulement que commence celle-ci. C'est ce qu'on appelle en France, l'exploitation rabat-tante.

L'avantage qu'en retirent les Russes est celui-ci :

On ne remblaie pas les parties déshouillées, conséquence : moins d'entretien des voies, économies de matériaux.

Le reste, et surtout la sécurité, est loin d'y trouver son compte. Non pas que nous condamnons, en France, toute exploitation rabattante, elle est admise dans certains cas, mais seulement dans la mesure où la méthode donne toutes les garanties de sécurité pour le personnel.

Dans les mines grisouteuses, comme c'est le cas pour celles que nous avons visitées, la méthode est à réprover : il est indispensable que pendant la durée des travaux d'exploitation, les parties déshouillées soient complètement balayées par un courant d'air suffisant pour en chasser le grisou et le faire monter au jour. La méthode soviétique

après l'exploitation fait l'inverse. Le courant d'air chasse continuellement le grisou dans les parties exploitées, ce qui constitue des réservoirs de grisou d'une puissance indescriptible. Si une explosion venait à se produire dans un chantier et si par malheur celle-ci, faisant chalumeau, venait à atteindre ces réservoirs de grisou, on devine les ravages qu'une telle explosion entraînerait. La catastrophe serait d'autant plus formidable que d'énormes dépôts de dynamite sont constitués au fond des mines (500 kilos à Makeifka), chose formellement interdite dans les mines françaises.

Le plus arbitraire dans cet état de choses, c'est que la méthode de travail est définie par les autorités du parti, les syndicats ouvriers, eux-mêmes soumis au parti, et les techniciens formant minorité. La décision ainsi prise doit être mise à exécution par les ingénieurs qui deviennent responsables de la bonne exécution du plan et de la vie des hommes qu'ils dirigent. En conséquence, si le travail n'est pas accompli selon l'ordre établi, ils sont inculpés de sabotage de la production, traduits devant les tribunaux spéciaux et, le cas échéant, condamnés à mort, comme cela est arrivé dans le dernier procès d'ingénieurs qui s'est déroulé à propos des mines de Kénérovo où huit ingénieurs ont été condamnés à la peine capitale.

Voici, d'ailleurs, un exemple effarant, incroyable même, du résultat d'une telle méthode.

Le 23 novembre au matin, notre interprète, le camarade Smerling, entre dans notre compartiment de chemin de fer et nous dit ceci :

"Camarades français, je vais vous lire, dans la *Pravda*, l'acte d'accusation dressé contre des ingénieurs et techniciens, accusés d'avoir saboté le travail des mines qu'ils dirigent à Kénérovo en Sibérie, d'avoir pendant les années 1935-1936, laissé s'accumuler le grisou dans les puits sous leur direction et d'avoir créé, ainsi, un danger permanent d'explosion pendant cette période. Tous les accusés ont reconnu leur crime, ajouta-t-il. Au cours de leur interrogatoire, ils se sont accusés mutuellement et ont ajouté être en relation, pour ce travail, avec deux sous-commissaires du Peuple."

Le lendemain matin, en arrivant à Sckaktik, nous apprenions non sans stupeur, que huit des accusés étaient condamnés à mort. Nous étions cinq : Vigne, secrétaire de la Fédération nationale des mineurs français, Sinot, secrétaire des mineurs de Carmaux, Planque, délégué mineur à Vermelles (Pas-de-Calais) et Quinet, député communiste de l'interprète Smerling. Je revois encore mon ami Vigne indigné, criant à Smerling : "C'est curieux de constater que tous les inculpés non seulement, reconnaissent leur culpabilité, mais s'accusent mutuellement des choses les plus incroyables !" Nous n'avons pas cru et ne croirons jamais — nous l'avons dit à Smerling — aux accusations portées et voici pourquoi :



On nous a affirmé (les responsables syndicaux) qu'il existait un service d'inspection des plus sévères pour la sécurité des mines, fonctionnant de la manière suivante :

1° Ingénieur désigné par le commissaire du peuple ;

2° Présidents locaux et interlocaux des syndicats ouvriers, désignés par les ouvriers eux-mêmes ;

3° Délégués de puits, de quartiers de mines, désignés aussi par les ouvriers.

Ces délégués ont pleins pouvoirs. Ils peuvent arrêter, soit une mine, soit un quartier de mine, soit un chantier, s'ils considèrent qu'il y a danger ou seulement menace de danger.

Nous ne parvenons pas à comprendre qu'avec un tel appareil d'inspection à la sécurité des mines, il soit possible à des ingénieurs de perpétrer, en toute quiétude, et des années durant, des crimes aussi monstrueux que ceux reprochés.

Si le service d'inspection à la sécurité des mines à Kénérovo ne s'est pas aperçu de la chose c'est qu'il est ou inexistant ou complice.

S'il existe, il est plus coupable encore que les accusés et, puisque c'est la coutume à Moscou de fusiller, ce sont ses membres qui, les premiers, auraient dû être passés par les armes. S'il n'existe pas et qu'on nous a menti sur la protection des ouvriers en matière de sécurité, alors, je me demande ce qu'il faut penser d'hommes au pouvoir, trompant jusqu'à leurs invités sur des questions aussi graves. Mais même si le service d'inspection à la sécurité n'existe pas, je n'en persiste pas moins à dire que la mise en état d'explosion d'une mine ne peut passer inaperçue. Il y a la maîtrise, la surveillance, les milliers d'ouvriers occupés dans ces mines qui auraient vu, constaté.

Autre chose nous trouble : Smerling nous a dit, que le directeur du Trust était le même qui, en 1928, fut l'objet du même chef d'accusation lors du fameux procès des 52 ingénieurs de mines de Sckaktik, dont 11 furent condamnés à mort. Ainsi donc, grâcié une première fois en 1928, puis replacé à la direction d'un trust de mines par le pouvoir soviétique qui le sait cependant capable d'attenter à la vie de milliers de travailleurs, il recommence à Kénérovo et une nouvelle fois, en compagnie de Schirkling, l'ingénieur allemand, il est grâcié !

Est-ce concevable ? On se demande le but de cette sinistre comédie.

### "Nous sommes plus malheureux qu'avant la Révolution"

J'ai dit ce qu'étaient les logements de mineurs de Gorlofka. Après les constatations que nous avons faites, nous étions bien décidés, mes camarades et moi, à ne pas pousser plus loin nos investigations. Ce que nous avons vu à Moscou et à Gorlofka nous avait suffi.

Cependant, comme dans les mines du Guépéou nous nous trouvions dans un centre neuf et qu'on nous priait tant, — sans doute à cause de cela, — nous



Apothéose posthume pour Staline : sa place près de Lénine dans le mausolée de la place Rouge.

Il n'y restera que de mars 1953, date de sa mort jusqu'en 1961, où le XXII<sup>e</sup> congrès déclara "inopportun" le maintien de son sarcophage dans le mausolée...

acceptâmes quand même une nouvelle expérience. Mal nous en prit, hélas ! Notre première visite fut une réelle déception : une seule pièce, très exigüe, pour deux ménages avec enfants, pas de meuble, pas de lit. L'interprète, embarrassé, nous dit : "C'est une exception. Ce sont des ménages d'ouvriers du bâtiment et ils ne sont pas installés définitivement." On insiste pour que nous allions ailleurs. Nous nous décidons, bien à contre-cœur et pour une dernière fois, étant entendu que l'on nous laissera tranquilles après. Mais nos camarades russes jouent vraiment de malchance ; nous voyons et entendons là des choses qui leur font regretter leur insistance.

En entrant dans l'immeuble choisi, une odeur désagréable nous prend à la gorge. Nous passons dans la première pièce où loge une famille de neuf personnes dont le père et la mère. Deux lits seulement pour tous, une table de bois brut, deux escabeaux, une caisse à linge. Voilà pour le mobilier. Le chef de famille est là. Légèrement blessé à la tête, il ne travaille pas. Lorsque l'interprète lui eut fait connaître l'objet de notre visite il nous adressa son salut et aussitôt, nous posa la question suivante :

— Comment vit-on dans votre pays ?

Je fais savoir à l'interprète que nous ne pouvons lui répondre sans être obligés de lui dire que nous sommes plus heureux que tous les travailleurs russes que nous avons rencontrés jusqu'à maintenant ; que, dans ces conditions, mieux vaut ne pas répondre à sa question. "Dis-lui que nous sommes venus pour interroger et non pour l'être." Ce qu'il fit. Mais notre gaillard ne se tint pas pour battu et immédiatement de reprendre :

— Ici, nous sommes beaucoup plus malheureux qu'avant la révolution ; je gagne plus d'argent, certes, pourtant je vis beaucoup plus mal. Nous lui demandons quel est son salaire.

Il nous montre sa carte de paie, celles de ses deux filles qui travaillent. Ensemble ils totalisent 1 140 roubles pour un mois.

Nous nous tournons vers les autorités qui nous accompagnent et leur disons :

— Enfin, vous nous affirmez qu'une famille peut vivre aisément avec 300 à 350 roubles par mois ; celle-ci dispose de 1 140 et affirme être très malheureuse.

— Tout dépend de ce qu'elle mange, nous répond-on.

Immédiatement, je fais demander :

— De quoi te nourris-tu ?

— Montre la marmite à ces camarades, dit-il à sa femme pour réponse. Celle-ci s'y refuse et engage une assez longue conversation avec ceux qui nous accompagnent. Je demande ce qu'il y a dans cette marmite qu'on craint de nous montrer. La femme répond : "C'est une soupe de feuilles de betteraves et de pommes de terre, avec un morceau de gras de lard. Il ne veut pas manger cela." A ce moment, se produit un incident qui, pour nous, signifie beaucoup de choses quant au bien-être et à la liberté des ouvriers.

Un des personnages qui nous accompagnent (représentants du parti, du syndicat, ingénieurs, directeur) prend un des escabeaux, vient se placer à un mètre à peine de l'ouvrier, le fixe furieusement dans les yeux, lui pose quelques questions, courtes, sur un ton brutal. La conversation change de ton. Nous avons compris.

(Témoignage de Kléber Legay, 1936)



# Le temps des livres

par Thierry Paquot

## L'Angleterre au temps de la guerre des Deux-Roses

par Paul Murray Kendall, trad. E. Diacon, éd. Fayard, Paris 1984, 445 p., 120 F

Le biographe de Louis XI nous apporte ici une description concrète de l'Angleterre du XV<sup>e</sup> siècle époque particulièrement troublée. Un ouvrage aux mille et une informations.

## Mémoires sur l'expédition d'Egypte

par Joseph-Marie Moiret, éd. Belfond, Paris 1984, 193 p., 89 F

Joseph-Marie Moiret, capitaine dans l'armée de Bonaparte fait la campagne d'Egypte et nous raconte trois ans de sa vie aux armées. Les paysages, l'accueil des populations, la vie quotidienne dans les villes occupées par l'armée française, le climat torride, les maladies, la faim, la précarité des campements et aussi l'amour... Tout y est et c'est bien agréable à lire ! Au-delà des descriptions, le plus intéressant réside peut-être dans la stratégie de conquête que le futur empereur déploie et que notre conteur reconstitue progressivement à travers quelques lettres-circulaires de Bonaparte. Comment se faire apprécier de la population locale et pactiser avec les notables, par exemple. Ce petit ouvrage inédit (le texte en a été retrouvé récemment lors d'une vente publique) est plus riche qu'il ne peut le laisser paraître.

## Histoire de l'anarchie, des origines à 1880

par Claude Harmel, éd. Champ libre, Paris 1984, 485 p., 150 F

Publié pour la première fois en 1949, cet ouvrage vient d'être réédité par les éditions Champ libre. On peut dire sans risque de se tromper qu'il s'agit là d'un classique, tant la qualité de l'érudition s'allie à la pertinence de l'analyse et à l'aisance de l'écriture. Tous les grands penseurs sociaux sont présentés au travers de leurs filiations ou de leurs contradictions, permettant au lecteur de mieux comprendre l'émergence de l'idée même d'anarchie et son influence. Bien évidemment Proudhon occupe une place de choix dans cet ouvrage

ainsi que Bakounine et c'est bien normal compte tenu de leur réelle importance sur les mouvements ouvriers et syndicaux européens du 19<sup>e</sup> siècle. Un livre de référence.

## Les Nouveaux Jours

par Vercors, éd. Plon, Paris 1984, 463 p., 100 F

Le tome trois de l'étude magistrale de Vercors sur Aristide Briand est un enchantement d'intelligence. Il est impossible de résumer un ouvrage aussi flamboyant, si ce n'est de dire qu'il s'agit en fait des Mémoires de Vercors, alias Jean Bruller, graveur de son état. L'auteur clandestin de cet ouvrage mondiallement célèbre *Le Silence de la mer* est aussi le fondateur des éditions de Minuit pendant l'occupation nazie. Vercors, compagnon de route du PCF pendant la guerre froide rompra pour prendre congé avec ces illusions auxquelles comme tant d'autres il a cru, mais, et c'est là une différence de taille, dont il saura se dégager avec clairvoyance bien avant certains ! Européen convaincu, il se battra aussi pour l'Algérie algérienne, s'intéressera très tôt à la Chine, signera des centaines de pétitions sans pour autant tomber dans le rôle de potiche d'une quelconque organisation. Vercors insoumis, discret, curieux, que de points communs avec Aristide Briand. Passionnant.

## Initiation à l'histoire de la France

par Pierre Goubert, éd. Tallandier, 491 p., 78 F

L'auteur de *Louis XIV et vingt millions de Français* tente ici une gageure : restituer l'histoire de la France, des premiers Capétiens (X<sup>e</sup> siècle) à la grande tuerie de 1914, le tout en moins de 400 pages et avec la ferme volonté d'être le moins simpliste possible. A-t-il atteint son but ?

Les premiers siècles ainsi que le dernier, sont parcourus au galop, reste la période allant d'Henri IV à la Révolution, magistralement résumée. L'on voit comment la France urbaine et industrielle d'aujourd'hui émerge de cette période. Ainsi l'Etat souverain s'édifie, la Nation se consolide, les classes sociales se transforment, les religions s'opposent, les

techniques évoluent, les mentalités connaissent des modifications considérables, etc., tous ces phénomènes "vivent" à des temps différents et c'est ce passionnant enchevêtrement que Pierre Goubert essaie de dénouer. Une bien bonne introduction à notre histoire.

L'ouvrage comprend plus de quatre-vingts pages de chronologie politique ce qui est bien pratique, ainsi que des cartes de France et une bibliographie malheureusement trop brève.

## Journal du siège, ou la vie d'un provincial assiégé dans Paris en 1870

éd. Corps 9, Troesnes 02460, 222 p., 60 F

Un témoignage de plus sur cette période dramatique...

## Flora Tristan (1803-1844)

éd. Ouvrières, 141 p., 50 F

Ce petit livre comprend deux parties : une courte étude sur l'auteur et un choix de textes. Stéphane Michaud présente avec brio cette paria, théoricienne de l'*Union ouvrière* et nous offre une courte anthologie permettant au lecteur pressé de se faire une idée sur l'œuvre de cette révolutionnaire de 1830.

## Pénélope n° 10, printemps 1984

Revue du Groupe d'études féministes de l'Université Paris VII  
Adresse : Pénélope, 54 bd Raspail 75006 Paris 156 p., 35 F

Le thème de ce numéro est *Femmes au bureau*, les articles traitent de la féminisation du travail administratif, de la naissance de la secrétaire et de quelques exemples de résistances, dont "L'Histoire des larmes dans l'administration" qu'évoque G. Thuillier. Des témoignages actuels donnent plus de relief à cet ensemble. Dossier intéressant ouvrant de nombreuses pistes, encore trop marqué du sceau de l'université.

## AU COURRIER DES LECTEURS

L'article sur Charles Martel (n° 13) a suscité plusieurs lettres, portant particulièrement sur l'iconographie. Un lecteur dont nous n'avons pu déchiffrer la signature fait observer que les Francs illustrant le début sont plutôt contemporains de Clovis que de Charles d'Héristal : "cheveux nattés longs et vestes de fourrure avaient disparu en 732". Notre documentation, à laquelle rend hommage notre correspondant, "datait" donc un peu. Rappelons qu'il s'agissait de reconstitutions "historiques", à laquelle nous avons apparemment fait trop "franchement" confiance !

M. Rémi Mallet précise à juste titre que "l'Histoire de France populaire", d'où provenaient plusieurs gravures dues à des maîtres du genre du siècle passé, est l'œuvre de Henri Martin, vulgarisateur de l'histoire.

\* \* \*

Les droits d'auteur que nous avons versés à M. Charles Désirat, auteur de l'article sur le camp de Sachsenhausen (n° 12), seront versés à un fonds qui doit permettre de commémorer le 40<sup>e</sup> anniversaire de la fusillade de 27 prisonniers du camp (24 Allemands, et 3 Français), par une brochure et une plaque commémorative. Gavroche est très touché d'être ainsi indirectement associé à ce geste.





L'AMATEUR DE LIVRES.

## LA LIBRAIRIE DE GAVROCHE S'AGRANDIT

La librairie Floréal vous propose des livres anciens ou d'occasion. En voici une première liste, sous les différentes rubriques suivantes : H = Histoire ; R = Romans ; RH = Romans historiques ; S = Social ; SH = Sciences humaines ; SC = Sciences

### 1 - H

**ANDLER (Charles)**  
La vie de Lucien Herr  
352 p. - Maspéro 1977  
30 F

### 2 - H

**ANSON (P.F.)**  
Partir au désert.  
20 siècles d'érémisme  
(histoire des ermites)  
Ed. du Cerf 1967  
30 F

### 3 - H

**ARTHUR-LEVY**  
Un grand profiteur de guerre  
sous la Révolution, l'Empire et la  
Restauration : G.J. Ouvrard  
60 p. - Calmann Levy 1929  
40 F

### 4 - H

**BAINVILLE (Jacques)**  
Histoire de France  
574 p. - Fayard 1924  
40 F

### 5 - H

**BECKER (J.-Jacques)**  
Le Carnet B  
(l'antimilitarisme avant 1914)  
22 p. - Klincksieck 1973  
50 F

### 6 - H

**BERTRAND Louis**  
Louis XIV  
414 p. - Fayard 1923  
30 F

### 7 - H

**COUDENHOVE-KELERGI**  
Staline et Cie  
55 p. - Ed. Paneuropéenne  
1932  
40 F

### 8 - H

**DALENCOUR (François)**  
Miranda et Pation  
expédition de Miranda  
(les précurseurs du panaméricanisme)  
325 p. - Berger Levrault 1956  
50 F

### 9 - H

**D'ARAGON (CH)**  
La Résistance sans héroïsme  
220 p. - Seuil 1977  
25 F

### 10 - H

**DARLE (Françoise)**  
Au temps de Napoléon  
Bonaparte  
(Exemplaire illustré)  
112 p. - Lanore 1965  
25 F

### 11 (\*) - H

**DESPUECH (Jacques)**  
Le Trafic de piastres  
(Intéressant document sur le trafic  
de la monnaie pendant la  
guerre d'Indochine. Fit scandale  
à l'époque). Nombreuses pho-  
tos.  
220 p. - Deux Rives 1953  
35 F

### 12 - H

**DOUSSET (R.)**  
Colonialisme et Contradictions  
(Insurrection en Nlle Calédonie  
1878)  
210 p. - Mouton 1970  
30 F

### 13 - H

**EGRETAUD (Claude)**  
La Campagne de Tunisie  
Problèmes et controverse  
(1942-43)  
190 p. - Pensée Univ. 1973  
25 F

### 14 - H

**ENGEL (Claire Eliane)**  
L'Ordre de Malte en Méditerranée  
(illustrations)  
351 p. - Ed. du Rocher 1957  
40 F

### 15 - H

**HALIMI (André)**  
Chantons sous l'occupation  
346 p. - Olivier Orban 1976  
30 F

### 16 - H

**INSURRECTION D'EYSSSES (L')**  
(19 au 23 février 1944)  
Une prison dans la résistance  
(ill. HT)  
255 p. - Ed. Soc. 1974  
40 F

### 17 - H

**JOUVENEL (Robert de)**  
La République des camarades  
(Le parlementarisme sous la 3<sup>e</sup>  
République) rel. cartonnée dos  
muet  
270 p. - 1914  
25 F

### 18 - H

**KOHN (Richard)**  
La Révolution russe avec table  
des sources  
432 p. - Julliard 1963  
25 F

### 19 - H

**LACOUTURE (Jean)**  
Ho Chi Minh  
255 p. - Seuil 1967  
25 F

### 20 - H

**LA PICIRELLA**  
Témoignages sur le Vercors  
(Drôme-Isère)  
400 p. - 1973  
50 F

### 21 - H

**LE DANTEC (J.-P.)**  
Bretagne, renaissance d'un peup-  
le  
(La Bretagne après 1968)  
320 p. - Gallimard 1974  
25 F

### 22 (\*) - H

**LEDERER (W.-J.)**  
Un peuple de moutons  
(Mise en accusation de l'inter-  
vention américaine au Viêt-nam)  
Laffont 1961  
40 F

### 23 - H

**LEON-JOUHAUX (Augusta)**  
Prison pour homme d'Etat  
180 p. - Denoel 1973  
30 F

### 24 - H

**LUCAS-DUBRETON (J.)**  
Napoléon  
(livre édité sous l'occupation)  
270 p. - A. Fayard 1942  
40 F

### 25 - H

**MANOUCHIAN (Mélina)**  
Manouchian  
(ill. HT)  
205 p. - E.F.R. 1974  
25 F

### 26 - H

**MAROT (Jean)**  
Abbeville 1940 avec la division  
cuirassée de De Gaulle  
208 p. - Durassie 1967  
20 F

### 27 - H

**MARTIN du GARD (Maurice)**  
La Chronique de Vichy  
(1940-44)  
400 p. - Flammarion 1975  
40 F

### 28 - H

**METT (Ida)**  
La Commune de Croustadt  
(1921)  
(réédition)  
100 p. - Spartacus 1977  
20 F

### 29 - H

**MISSOFFE (Michel)**  
Le Conventionnel Gossuin  
(1758-1827)  
Suivi d'un index alphabétique  
286 p. - Flammarion 1931  
50 F

### 30 - H

**MONTAIGU (Llvis)**  
J'étais 2<sup>e</sup> classe dans l'armée  
républicaine espagnole  
385 p. - Maspéro 1976  
35 F

### 31 - H

**MYTHOLOGIE**  
Mythologie asiatique illustrée  
IN-4 Rel. 1/2 bas à coins tête  
dorée parfait état  
Librairie de France 1928  
250 F

### 32 - H

**MYTHOLOGIE**  
Nouvelle Mythologie illustrée  
2 volumes. IN-4 rel. 1/2 bas à  
coins tête dorée parfait état  
Librairie de France 1921  
500 F

### 33 - Périodique

Politique d'aujourd'hui  
(Histoire et historiens)  
130 p. - 1975  
25 F

### 34 - H

**RAVINE (Jacques)**  
La Résistance organisée des  
Juifs en France (1940-44)  
(illustrations HT)  
310 p. - Julliard 1973  
50 F

### 35 - H

**RAYMOND Justinien**  
La Savoie française de 1860 à  
nos jours.  
(tiré à part)  
60 p. - Toulouse/Privat SD  
25 F

### 36 - H

**RECLUS (Elisée)**  
L'Homme et la Terre  
6 volumes IN-4 rel. 1/2 chagrin  
vert tête dorée parfait état  
Librairie universelle  
1 200 F

### 37 - H

**RIOUX (Marcel)**  
Les Québécois  
88 p. - Seuil 1974  
20 F

### 38 - H

**RUDE (Fernand)**  
C'est nous les canuts  
EO de cet excellent livre  
DOMAT 1953

### 39 (\*) - H

**SAINT REMY**  
Petion et Haïti  
Etude monographique et histori-  
que en 1854. Réédition (5 volu-  
mes en 1)  
620 p. format 16,5 x 25 -  
Berger Levrault 1956  
100 F





# LES EXPOSITIONS

## LE DOUANIER ROUSSEAU (1844-1910)

"Peu d'artistes ont été plus moqués durant leur vie que le Douanier Rousseau, et peu d'hommes opposèrent un front plus calme aux railleries, aux grossièretés dont on l'abreuvait (...). Cette sérénité n'était que de l'orgueil bien entendu. Le Douanier Rousseau avait conscience de sa force. Il lui échappa, une ou deux fois, de dire qu'il était le plus fort des peintres de son temps. Et il est possible que sur bien des points il ne se trompât point de beaucoup." Cette remarque de Guillaume Apollinaire trouve son écho avec la célébration de cette figure populaire de la peinture qu'a été Henri Rousseau dit le Douanier. Ce citadin casanier était employé d'octroi à Paris et s'évadait en peignant d'extraordinaires représentations de végétation tropicale, remplies de fleurs fantas-

tiques. Il ne dédaignait pas non plus les simples paysages de Paris et de banlieue ou les portraits de ses amis. Il donnait en effet "des soirées familiales et artistiques" pour les recevoir.

Un banquet — "le banquet Rousseau" — a même été donné en son honneur en 1908, non sans malice de la part des hôtes, au nombre desquels comptaient les peintres Picasso, Braque, Vlaminck, le poète Max Jacob, les écrivains Jules Romain et Georges Duhamel, le sculpteur Brancusi etc.

Ce "bon ouvrier de la peinture" a été outre Apollinaire, soutenu par l'écrivain Alfred Jarry, créateur du "Père Ubu", par les peintres Robert Delaunay et Toulouse-Lautrec et par le marchand Wilhelm Uhde.

Cependant il n'aura des acheteurs qu'à la fin de sa vie et mourra isolé.

Avec cette exposition, Henri Rousseau dit le Douanier, marginal de la peinture, est enfin consacré.

jusqu'au 7 janvier 1985  
Galeries nationales du Grand Palais  
avenue Winston Churchill  
75008 Paris  
tous les jours sauf mardi  
de 10h à 20h  
mercredi jusqu'à 22h.



Henri Rousseau "Moi-même, portrait paysage" (détail)

## PICASSO l'œuvre gravé

Une sélection unique, une grande première : 128 estampes de Picasso sont exposées pour célébrer son œuvre gravé de 1899 à 1972.

Picasso "le diable qui a tout osé", était curieux de toute matière ; il a remarquablement gravé, usant du cuivre comme du... linoléum. Une sélection aussi large et de telle qualité peut convaincre les plus sceptiques de la sûreté de son trait, de son génie. Quel peintre a été en effet, à la fois aussi populaire et méconnu que celui qui a dit :

*"Comment quelqu'un peut-il pénétrer mes rêves, mes instincts, mes désirs, mes pensées — qui ont mis assez longtemps à mûrir et à venir au jour — et surtout en déduire ce que je me suis proposé de faire, peut-être contre ma volonté ?"*

Des images passionnelles donc et à la hauteur de cette personnalité hors du commun.

Une manifestation en amont de l'événement artistique que sera l'ouverture du musée Picasso sis en l'Hôtel Aubert de Fontenay dit Hôtel Salé, dans le Marais.

au Musée des Arts décoratifs  
107-109 rue de Rivoli 75001 Paris  
jusqu'au 29 octobre 1984  
tous les jours sauf mardi



Picasso : "Tête de femme de profil", eau forte, 1905



Picasso : "Minotaure mourant", 1933

## LUTECE DE CESAR A CLOVIS

Une très belle exposition sur l'origine de notre capitale se tient à l'Hôtel Carnavalet jusqu'à fin 1984.

Plus les temps sont reculés, plus c'est une gageure de vouloir les évoquer, les rendre vivants. A cet égard, cette exposition est une réussite. Elle ne cède pas à la facilité d'exposer un grand nombre d'objets, vous y trouverez une sélection judicieuse qui vous apportera mieux et plus.

Les murs sont animés de peintures : monnaies gauloises à l'échelle de roues de char, architectures d'où sort parfois un petit lézard, clin d'œil au temps qui passe... L'effet lumineux comme l'atmosphère qui s'en dégage sont là pour prouver que les présentations "style clinique" des années 60 sont dépassées. Ce cadre plaisant entoure de nombreux vestiges lapidaires, des monnaies, des objets de la vie quotidienne (verreries, céramiques, trousse d'apothicaire...) des fresques, des statuettes de bronze mais aussi des maquettes, des plans et des cartes fort intéressants. Ils permettent en effet de visualiser la "première bataille de Paris", entre Labienus envoyé de César et le chef gaulois Camulogène — qui sera tué. C'était en 52 av. J.C.

De la ville gauloise concentrée sur l'île de la Cité vous passerez à la ville romaine, surtout développée sur la rive gauche, depuis l'époque de Tibère.

"La colline de Sainte-Geneviève est alors une ville neuve composée de monuments officiels et de riches villas. Si vous vous placez dans le jardin du Luxembourg vous êtes en plein quartier riche, la ville romaine s'étale devant vous, à votre gauche jusqu'au palais des Thermes, c'est-à-dire jusqu'à la croisée du boulevard Saint-Michel et Saint-Germain, à votre droite jusqu'à la rue Lhomond sur le haut de la colline". "Les arènes, sur le revers de la colline Sainte-Geneviève étaient un peu en dehors de la ville. Elles contenaient 8 000 personnes (on les retrouvera en 1869 en ouvrant la rue Monge)". "Un aqueduc qui venait d'Arcueil débitait de l'eau pour 4 000 ou 5 000 personnes". Cette petite ville (sans comparaison avec l'importance des villes du Midi de la même époque) vivait de sa batellerie.

Alors chemin faisant, glissant le long de la barque de la déesse Sequana aux traits empreints de douceur classique, vous vous trouverez face au pilier des Nautes, de ces premiers bateliers dévotement groupés pour s'attirer les bonnes grâces des dieux qui les surplombent.

Parmi les vestiges de nécropole regardez cet extraordinaire visage d'enfant qui est une



Le

# BOUILLON KUB

est indispensable en cuisine  
pour la préparation des potages,  
poissons, viandes, légumes, etc.

empreinte involontaire. Elle est due à la chute de plâtre frais sur le visage du petit mort, lors de la fermeture de son sarcophage.

Enfin viendront les temps des invasions (sainte Geneviève écarte les Huns) qui anéantiront ce Paris antique de la rive gauche. Le refuge sera de nouveau l'île de la Cité.

Quant à la ville de bois mérovingienne, rien n'en subsistera après l'incendie de 586... que des fondations (vestiges de la cathédrale mérovingienne édifiée par Chilbert à l'emplacement de l'actuelle Notre-Dame).

Amoureux de Paris et de son histoire : un voyage à faire absolument.

au musée Carnavalet  
23, rue de Sévigné  
75004 Paris

Tél : 272.21.13

Tous les jours sauf lundi 10h à 17h40  
jusqu'à fin 1984

## ET AUSSI...

### • MAGGI

La publicité Maggi Kub de la fin du siècle dernier aux années 60.

au musée de la Publicité

18, rue de Paradis

75010 Paris

jusqu'au 21 janvier 1985

### • LE CIRQUE ET LE JOUET

400 objets évoquant des numéros de cirque du monde entier.

au musée des Arts décoratifs

107-109 rue de Rivoli 75001 Paris

jusqu'au 28 janvier 1985.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *Gavroche* à compter du numéro 16

Un an (6 numéros) : 110 F — Soutien : 130 F — Etranger : 150 F (par avion)

(rayer la mention inutile)

Nom ..... Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27000 Evreux cedex.



# AU CINEMA

## **Cent jours à Palerme**

de Giuseppe Ferrera  
avec Lino Ventura  
Guiliana de Sio

C'est la biographie du général Della Chiesa, assassiné le 3 septembre 1982 à Palerme par la mafia.

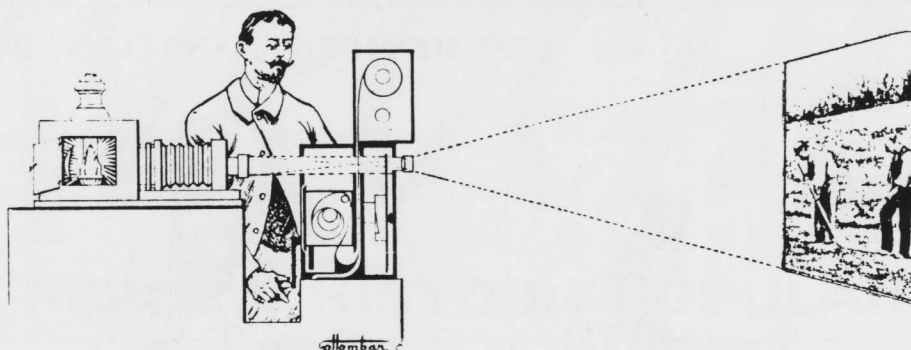
Ce film n'a pas la rigueur d'analyse du *Lucky Luciano* de Francisco Rosi. Deux interrogations sous-tendent le film : pourquoi Della Chiesa, au sommet de sa carrière, a-t-il pris le risque d'affronter, et pourquoi a-t-il si vite échoué ?



Lino Ventura fait une solide interprétation du général Della Chiesa.

Le général Della Chiesa, solidement interprété par Lino Ventura fait passer les intérêts de l'Etat avant les siens. Il a démantelé les Brigades rouges et veut appliquer ses méthodes à la lutte contre la mafia, mais dans ce cas, le problème est plus complexe car la menace vient de l'intérieur. Les institutions, les lois qui permettraient d'éliminer la mafia existent, mais celle-ci les colonise, les gangrène, les détourne à son profit.

Arrivé à Palerme, en Sicile, Della Chiesa



entreprend d'abord d'épurer le personnel de la préfecture mais il ne dispose pas des moyens que l'Etat lui avait promis.

En effet, en 1982 la mafia n'est plus seulement une association de truands mais une organisation gigantesque qui sait utiliser les lois ainsi que la spéculation foncière et immobilière. Pour l'abattre, il faudrait connaître le cheminement de l'argent, violer le secret des banques et surtout encourager la population à ne plus la craindre et à la dénoncer...

Là, le gouvernement ne suit plus. Il y a cependant un intéressant projet de loi qui mettrait fin à une importante source de revenus de la mafia. En Sicile, les impôts directs sont perçus par les grandes familles qui prélèvent un pourcentage au passage. Le projet de loi qui aurait mis fin à ce privilège est repoussé.

Manquant du soutien de l'Etat, Della Chiesa est de plus en plus isolé, il peut alors être supprimé. Un film de plus sur la mafia, qui ne s'en porte pas plus mal, hélas.

## **Meurtre dans un jardin anglais**

de Peter Greenaway,  
avec Anthony Higgins,  
Janet Suzmann,  
Anne-Louise Lambert.

Un film rarissime, car il est stimulant, excitant, surprenant, déconcertant.

Par le soin avec lequel chaque plan est construit, par ce regard distant sur l'histoire, ce film rappelle *Barry Lyndon*, de Stanley Kubrick.

En 1694, le parc d'un grandiose domaine est le lieu clos de l'intrigue. Une aristocratie hautaine et composite vit dans le luxe d'un château, entouré d'un parc somptueux, labyrinthe et lieu d'observation.

Un peintre alors fort à la mode arrive dans ce milieu qui lui est étranger. La propriétaire l'engage, pendant l'absence de son mari, pour peindre le domaine en 12 tableaux. Un curieux contrat lie le peintre à cette femme de la noblesse. Il sera libre de peindre comme il l'entend et pourra disposer à son gré du corps de la maîtresse des lieux.

Au fur et à mesure que les tableaux avancent, nous découvrons les lieux, les différents protagonistes et leurs rivalités.

Le peintre se prend pour le maître du château. Pourtant il méprise ces aristocrates à qui il veut tant ressembler. En insérant dans ses tableaux des signes trompeurs et bizarres, il prépare l'arrivée d'un événement mystérieux.

Le retournement de situation final est préparé de main de maître.



# LES METIERS DANS LES RUES.



Marchand de lunettes.



Marchande de mouron.



Marchand de coco.



Marchande de bouquets.



Cocher de remise.



Marchande de noix.



Marchand de statuettes.



Aveugle musicien.



Colleur d'affiches.